



Ghana et Côte d'Ivoire

Dynamique du secteur agro-alimentaire :
diagnostic et opportunités d'affaires

Cette étude a été menée par Business France, en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Elle a été réalisée par Anne BERNARD, chargée d'études internationales senior au Département AGROTECH, à la suite d'une mission de 3 semaines en Côte d'Ivoire et au Ghana, en juin-juillet 2017.

Ont contribué à cette étude :

- Stéphanie LEO, Responsable Pôle Etudes AGROTECH
- Constance TONDOH, Chargée de développement AGROTECH à Business France à Abidjan
- Delphine ADENOT-OWUSU, Directrice de la CCI France Ghana à Accra

Pour tout renseignement relatif à cette étude, s'adresser à :

Anne BERNARD

Tél. : 04 96 17 25 11

E-mail : anne.bernard@businessfrance.fr



SOMMAIRE

Côte d'Ivoire et Ghana : environnement	7
Synthèse diagnostic et opportunités CÔTE D'IVOIRE	20
Synthèse diagnostic et opportunités GHANA	40

COTE D'IVOIRE

Envergure agricole – opportunités intrants équipements	55
1.1 Côte d'Ivoire avant tout un pays agricole	56
1.2 Focus cultures d'exportation, cultures industrielles et grandes cultures	59
1.3 Focus banane	62
1.4 Focus riz et maïs	65
1.5 Focus machinisme agricole	68
1.6 Enjeu majeur : le développement de l'élevage	72
1.7 Focus élevage laitier	75
1.8 Focus aviculture	78
1.9 Focus élevage porcin	83
1.10 Focus aquaculture	84
1.11 Focus alimentation animale	85

Envergure agroindustrielle – opportunités intrants et équipements	89
2.1 Focus industrie laitière	90
2.2 Focus industrie sucrière	94
2.3 Focus filière céréales – meunerie et panification	98
2.4 Focus industrie brassicole	106
Opportunités offertes par le marché de consommation	109
3.1 Focus distribution alimentaire	110
3.2 Focus hôtellerie restauration	112
3.3 Focus marché des produits laitiers	115
3.4 Focus marché des viandes	122
3.5 Focus marché des fruits et légumes	130
3.6 Focus marché des vins et autres boissons alcoolisées	134

SOMMAIRE (suite)

GHANA

Envergure agricole – opportunités intrants équipements.....143

1.1 Agriculture ghanéenne à deux vitesses	145
1.2 Focus cultures d'exportation, cultures industrielles et grandes cultures.....	146
1.3 Focus productions légumières.....	151
1.4 Filières d'élevage faibles mais à potentiel.....	152
1.5 Focus aviculture.....	153
1.6 Focus élevage porcin.....	155
1.7 Focus aquaculture.....	156

Envergure agroindustrielle – opportunités intrants et équipements.....158

2.1 Industrie agroalimentaire relativement peu étoffée.....	159
2.2 Focus filière céréales - meunerie.....	160
2.3 Focus industrie sucrière.....	163

Opportunités offertes par le marché de consommation	164
3.1 Focus distribution alimentaire	165
3.3 Focus marché des produits laitiers	167
3.4 Focus marché des viandes	177
3.5 Focus marché des fruits et légumes	182
3.6 Focus marché des vins et autres boissons alcoolisées	186

Côte d'Ivoire et Ghana

Environnement

Côte d'Ivoire



Région

- Afrique de l'ouest en tête de la croissance africaine avec l'Afrique de l'est, et 35% de la population africaine.

Côte d'Ivoire:

- 3^{ème} économie régionale, derrière le Nigéria et le Ghana avec un PIB de 36 Mrd USD ~ 40% PIB UEMOA et ~5% PIB CEDEAO 2016 ;
- Côte d'Ivoire leader de la sous-région pour son taux de croissance ;
- Marché de 23,7 M de consommateurs ;
- La moitié des ménages en dessous du seuil de pauvreté ;
- Une économie vulnérable aux fluctuations de cours des matières premières, du secteur agricole notamment, et aux conditions climatiques.

Place et image France :

- Image de qualité de l'agroalimentaire français ;
- France partenaire majeur de la Côte d'Ivoire ;
- France 1^{er} fournisseur de la Côte d'Ivoire en produits agroalimentaires avec une part de marché de 20% en valeur en 2016.

Côte d'Ivoire/UE :

- La Côte d'Ivoire a signé un « Accord bilatéral intérimaire »



Ghana



Région

- Afrique de l'ouest en tête de la croissance africaine avec l'Afrique de l'est, et 35% de la population africaine.

Ghana :

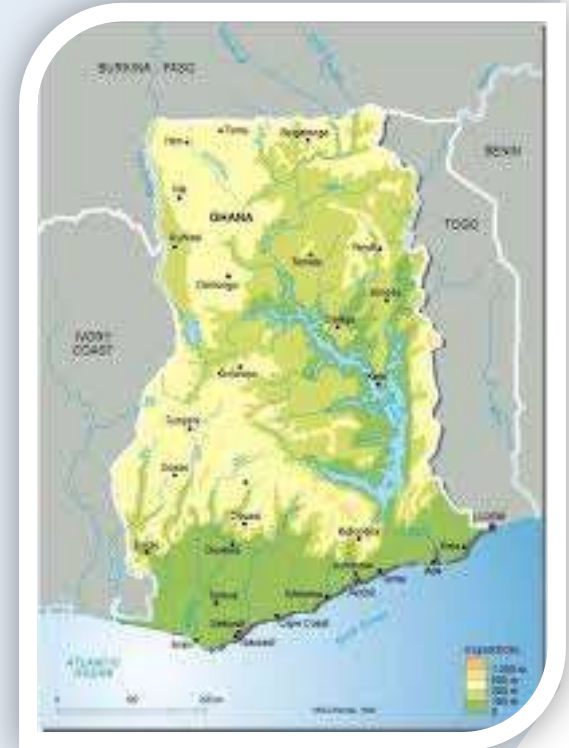
- 2^{ème} économie régionale, derrière le Nigéria, avec un PIB de 42,7 Mrd USD, soit 6,8% du PIB CEDEAO 2016 ;
- Marché en croissance mais contraction de l'activité économique du fait de l'effondrement des cours du pétrole qui lui coûte près de 1/2 point de croissance annuelle ;
- Pays le plus endetté d'Afrique sub-saharienne ;
- Marché de 27,4 M de consommateurs ;
- ¼ des Ghanéens en dessous du seuil de pauvreté.

Place et image France :

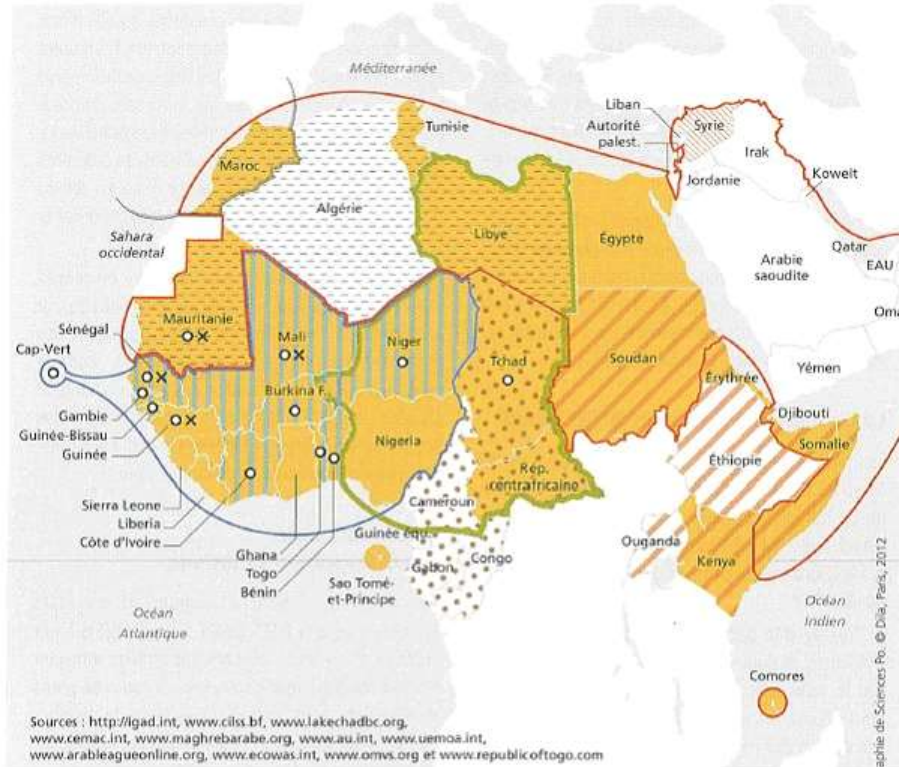
- Place relativement modeste de la France dans les échanges, au 15^{ème} rang des fournisseurs du Ghana en produits agro-alimentaires, avec à peine plus de 2% de part de marché en 2016.

Ghana/UE :

- Le Ghana a signé un « Accord bilatéral intérimaire » mais réserve sa décision quant à l'APE prôné par l'UE.



Les organisations régionales au Sahel (2012)



CEN-SAD (Communauté des États sahélo-sahariens)

IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement)

CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale)

UMA (Union du Maghreb arabe)

Excepté le Maroc qui s'en est retiré en 1984, l'ensemble du continent africain appartient à l'Union africaine

UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine)

Ligue arabe
dont la Syrie exclue depuis novembre 2011

CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest)

CBLT (Commission du bassin du lac Tchad)

CILSS (Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel)

OMVS (Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal)

Réalisation : Atelier de cartographie de Sciences Po. © Dia, Paris, 2012

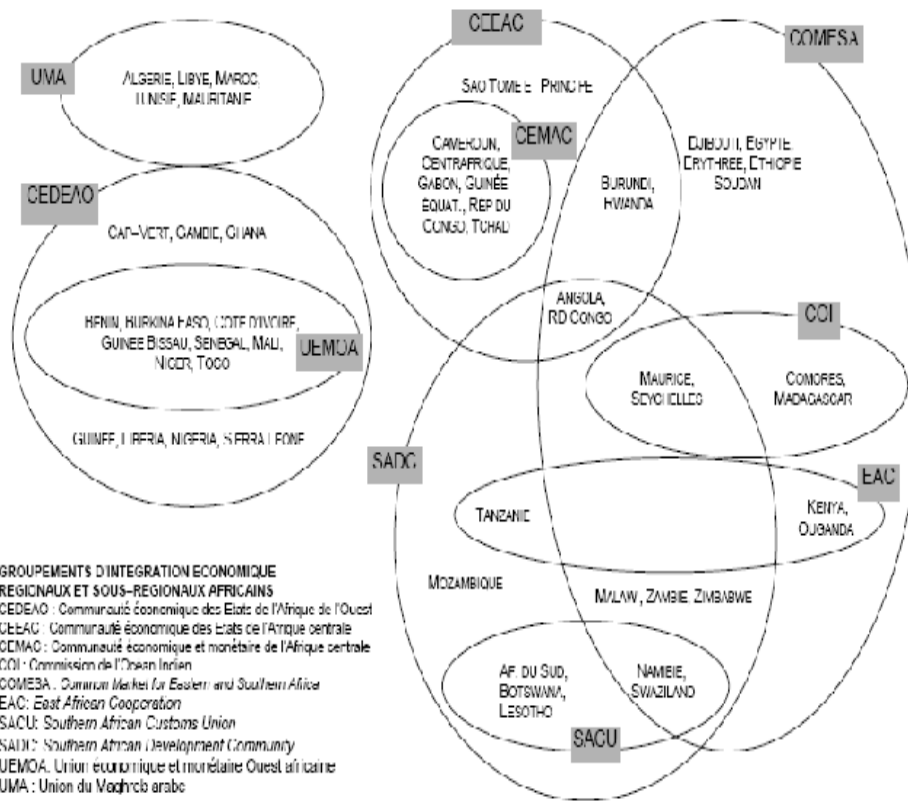
Côte d'Ivoire et Ghana sont membres de la CEDEAO

La sous-région affiche une croissance de 4,2% en 2015 contre 6,1% en 2014, avec des disparités :
+9,5% pour la Côte d'Ivoire
+3,5% pour le Ghana

La Côte d'Ivoire est intégrée à l'UEMOA

Devise le Franc CFA (XOF pour l'Afrique de l'ouest) ; parité fixe à l'EUR

Les sous-ensembles ACP en Afrique (source : Assemblée Nationale)



Pour mémoire

L'APE avec l'Afrique de l'ouest concerne la CEDEAO plus la Mauritanie

Afrique de l'ouest : un « grand PMA »

En Afrique de l'ouest : 13 pays sur 16 sont des « pays les moins avancés » (PMA) et, à ce titre, bénéficient d'un accès au marché européen sous le régime TSA (« Tout sauf les armes »).

Non PMA : Côte d'Ivoire, Ghana et Nigéria
Ces pays, en qualité de ex-PED, relèvent du système SPG* jusqu'à mise en oeuvre d'un APE intérimaire

Source : Senat

(*) Le Nigéria par exemple bénéficie dans le cadre du SPG, d'une réduction des droits de douane européens sur environ 1/3 des lignes tarifaires et d'une exemption totale des droits de douane sur 1/3 de lignes tarifaires supplémentaires

Les APE

Etat des lieux APE / Afrique de l'ouest

2 pays font l'objet d'un « accord bilatéral intérimaire » (APEi aux protocoles spécifiques ≠ APE) :

→ Côte d'Ivoire : accord signé en 2008 et entériné en août 2016 ; mise en application provisoire en septembre 2016

→ Ghana : accord signé en juillet 2016 et ratifié en août 2016

(Phase suivante : mise en application provisoire)

APE régional

Négociations closes en février 2014

APE en cours de signature

(Phase suivante : l'Accord devra être entériné par chacune des parties)

A noter (en date d'avril 2017)

→ Afrique de l'ouest : le Nigeria réserve sa décision ; idem pour le Ghana bien qu'ayant signé l'accord intérimaire.

→ Afrique de l'est : retrait de la Tanzanie en raison des risques encourus par ses filières agricoles ; en revanche le Kenya a finalement signé après s'y être opposé, ainsi que le Rwanda, en septembre 2016 ;

→ Afrique centrale : l'UE a rompu les négociations pour la signature de l'APE avec la zone CEMAC, compte tenu des réserves de plusieurs pays de la zone.

La Côte d'Ivoire et le Ghana ont ratifié leurs APE intérimaires durant l'été 2016. Ces APE intérimaires garantissent à ces deux pays le même accès au marché européen que l'APE régional et prévoient à terme une libéralisation de 89 % des lignes tarifaires par la Côte d'Ivoire et 80 % par le Ghana, étalée sur une période de 15 ans.

Source : Assemblée Nationale

Source : <http://trade.ec.europa.eu>

http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2016/april/tradoc_154422.pdf

Table 9: Examples of liberalised and protected products

Liberalised products: Groups A, B and C	Protected products: Group D
Agricultural inputs: Animal or vegetable fertilisers, poultry-keeping machinery, harvesting or threshing machinery, horticultural or forestry machinery, packing machinery, milking machines and dairy machinery, machines for cleaning, sorting or grading seed etc.	Food products: milk and cream, yogurt, mango juice (for domestic use), tomatoes, and tomato paste, potatoes, pasta, prepared or preserved fish, fresh or frozen poultry, cocoa powder and chocolate etc.
Industrial inputs: car parts, machines for cutting man-made textile materials, machines for preparing textile fibres, knitting machines, stitch-bonding machines and sewing machines, fishing vessels etc.	Manufactured products: assembled motor cars and other motor vehicles, used motor vehicles etc.

Source : Senat, documents de la Commission Européenne

Table 8: Tariff levels and tariff dismantling schedule categories

Group	CET	T	T+5	T+10	T+15	T+20
D	0 10 20 35	Exclusion (i.e. no change)				
C	5 10 20	5 10 20	5 10 20	0 5 10	0 0 5	0 0 0
B	0 5 10	0 5 10	0 0 5	0 0 0	0 0 0	0 0 0
A	0 5	0 5	0 0	0 0	0 0	0 0

Note: T refers to the first year of implementation of the EPA.

L'Afrique de l'Ouest a exclu tous les produits qui sont considérés les plus sensibles et qui sont soumis à un taux de 35% sous le Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO, comme la viande (y compris la volaille), les yaourts, les œufs, la viande transformée, la poudre de cacao et le chocolat, le concentré et la pâte de tomate.

Sont aussi exclus de la libéralisation environ la moitié des produits soumis à un taux de 20% sous le TEC de la CEDEAO, tels que le poisson et les préparations à base de poisson, les laits de consommation et laits concentrés, le beurre et le fromage, les légumes, la farine, les spiritueux

Au final, il est affirmé que « 43 % des produits agricoles et alimentaires ne sont pas libéralisés dont les viandes, les produits de la pêche, certains légumes, les céréales, le cacao et préparations à base de cacao, les pâtes, etc. »

Viande et produits carnés

0202100000	20	D	Exclusion
0202200000	20	D	Exclusion
0202300000	20	D	Exclusion
0203100000	20	D	Exclusion
0203120000	20	A	1/01/2013
0203190000	20	A	1/01/2013
0203210000	20	D	Exclusion
0203220000	20	D	Exclusion
0203290000	20	D	Exclusion
0207100000	20	C	1/01/2023
0207120000	20	D	Exclusion
0207130000	20	C	1/01/2023
0207140000	20	D	Exclusion
0207240000	20	B	1/01/2018
0207250000	20	D	Exclusion
0207260000	20	B	1/01/2018
0207270000	20	D	Exclusion
0207320000	20	B	1/01/2018
0207330000	20	C	1/01/2023
0207340000	20	B	1/01/2018
0207350000	20	B	1/01/2018
0207360000	20	B	1/01/2018

Céréales

1001100000	5	A	1/01/2013
1001900000	5	A	1/01/2013
1002000000	5	A	1/01/2011
1003000000	5	A	1/01/2011
1004000000	5	A	1/01/2011
1005100000	5	A	1/01/2011
1005900000	5	A	1/01/2011
1006101000	5	A	1/01/2011
1006109000	5	D	Exclusion
1006200000	10	D	Exclusion
1006301000	10	D	Exclusion
1006309000	10	D	Exclusion
1006400000	10	D	Exclusion

Vins

2204100000	20	D	Exclusion
2204210000	20	D	Exclusion
2204290010	10	D	Exclusion
2204290090	20	D	Exclusion
2204300000	20	D	Exclusion

APE UE / COTE D'IVOIRE Quelques exemples UE vers CI

Produits laitiers :

Code SH 0401 en D

0402 : poudres en A et laits concentrés en D

0403 en D sauf 0403900090

0404 en A

0405 en C ou B

0406 en B

Viandes : cf. ci-contre

Céréales : cf. ci-contre

Vins : cf. ci-contre

La date indiquée est celle de la libéralisation des échanges, pour la rubrique considérée.

Source : Commission Européenne [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22009A0303\(01\)&from=EN](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22009A0303(01)&from=EN)

Produits laitiers

040210	C
040221	A
040229	C
040291	C
040299	C
040310	D
040390	C
040410	C
040490	C
040510	D
040520	C
040590	C
040610	D
040620	D
040630	D
040640	D

Céréales

100110	B
100190	D
100200	A
100300	D
100400	D
100510	A
100590	D
100610	D
100620	D
100630	D
100640	D

APE UE / GHANA Quelques exemples UE vers GH

Produits laitiers :

Cf. ci-contre

Viandes : totalité en D

Céréales : cf. ci-contre

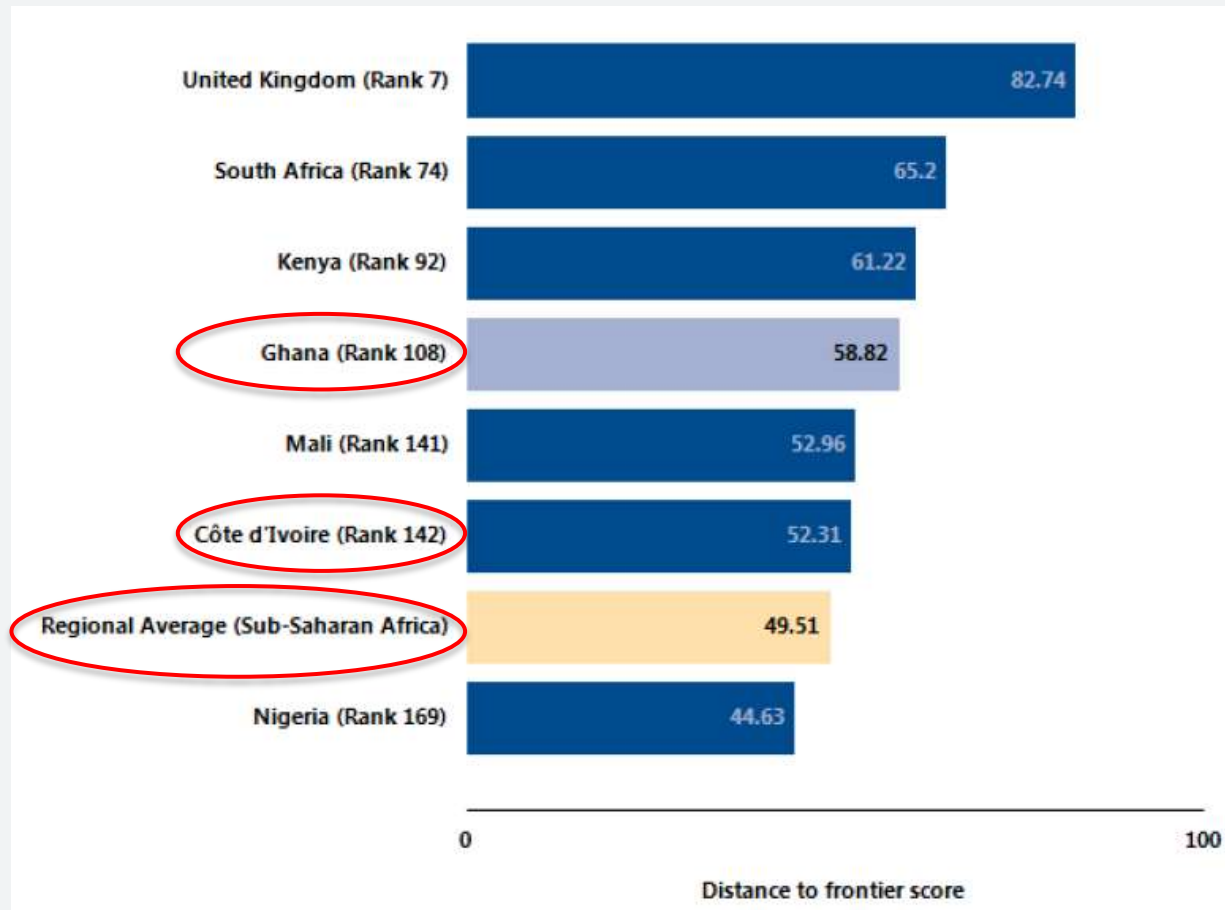
Vins : cf. ci-dessous

Vins

220410	D
220421	D
220429	D
220430	D

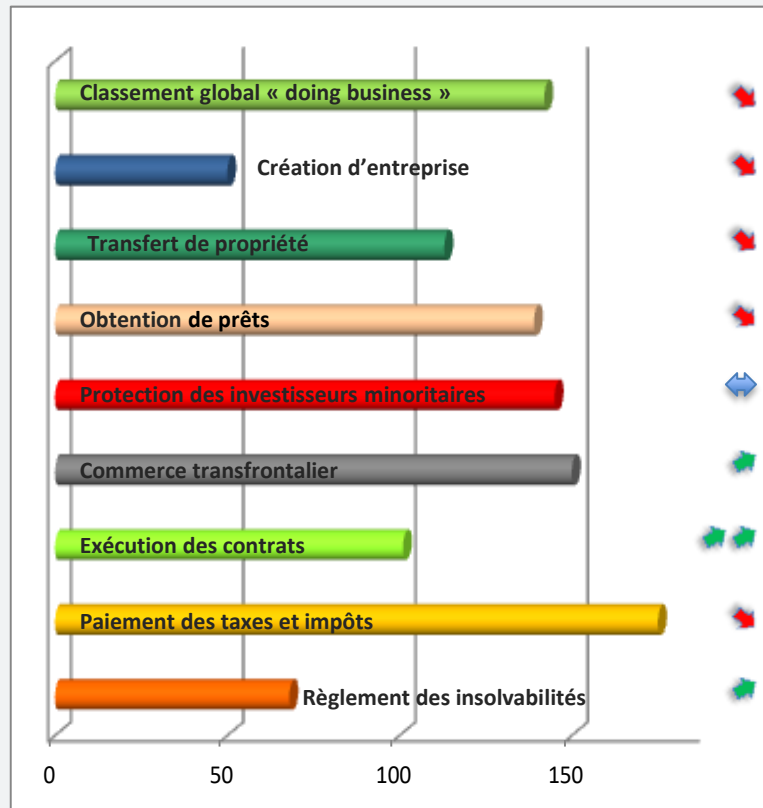
[http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22016A1021\(01\)&from=EN](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:22016A1021(01)&from=EN)

« Doing Business 2017 » (classement de 189 pays)
Positionnement du Ghana et de la Côte d'Ivoire au sein de l'Afrique sub-saharienne
Source : Banque Mondiale



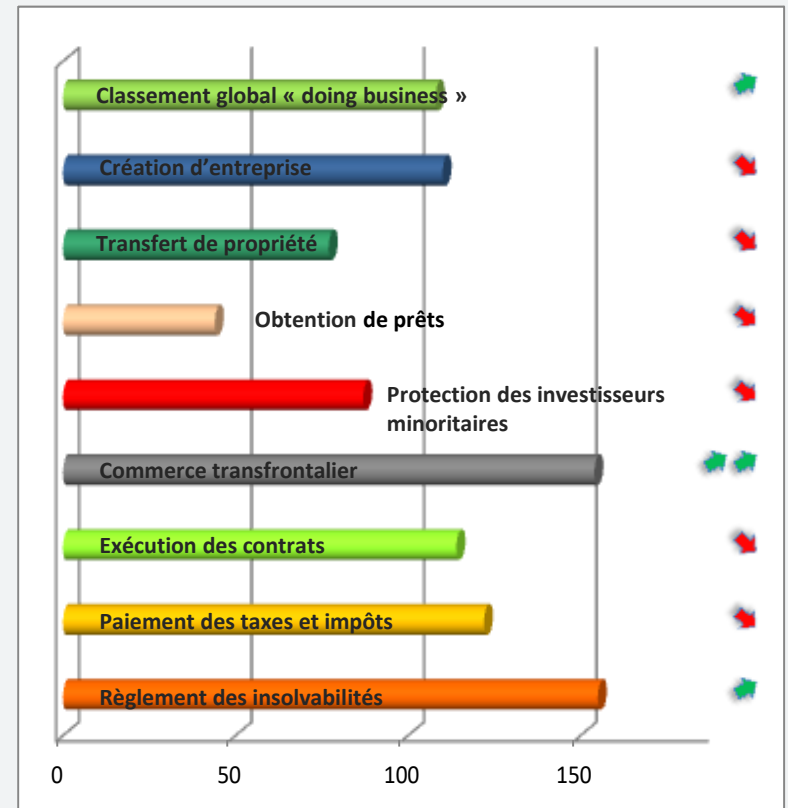
Classement de la Côte d'Ivoire
« Doing Business 2017 » (189 pays)
Classement global : 142^{ème}
 Référence à 8 sous-classements

- 3 places 2017/2016



Classement du Ghana
« Doing Business 2017 » (189 pays)
Classement global : 108^{ème}
 Référence à 8 sous-classements

+ 3 places 2017/2016



**Commerce transfrontalier
vigoureux, en expansion, et
incontrôlable**



Le commerce transfrontalier est un thème délicat à aborder en Afrique.

En l'occurrence, Côte d'Ivoire et Ghana sont des plates-formes naturelles de réexportation vers les pays de l'hinterland.

Dans le cas de la Côte d'Ivoire : Bouaké et Korhogo sont des nœuds de corridors routiers et ferroviaires, à destination notamment de Lagos, Accra, Ouagadougou et Monrovia.

Il est en outre observé des flux vigoureux entre les deux pays, flux mouvants en fonction des opportunités, liées en large part aux avantages comparatifs de dédouanement.



Impact changement climatique

Le Sahel est l'un des « points chauds » mais pas uniquement ; « toute l'Afrique de l'ouest doit attirer notre attention »*



MODIFICATION D'ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES

Extrait du rapport 2014 Programme National Changement Climatique de la Côte d'Ivoire

« il semble ainsi fort probable que l'on observe les événements suivants au cours des prochaines décennies :

- Une hausse de la température de 3°C d'ici 2100 sur la majeure partie du pays allant du nord au sud au vu du scénario RCP4.5 ;
- Une baisse journalière de 8% des précipitations pendant la saison d'avril à juillet durant les cent prochaines années selon le scénario RCP4.5.

Tout cela occasionnera des phénomènes météorologiques extrêmes comme :

- la sécheresse,
- les inondations
- l'érosion côtière etc. (PNCC 2014)

EROSION COTIERE

La Côte d'Ivoire est avec le Nigéria le pays ouest africain à détenir la plus longue frange côtière : 550 km.

Or pression humaine : urbanisation, industrie, pêche.

Changement climatique sensible dans sa composante : élévation du niveau de la mer, et par conséquent érosion côtière, menace pour l'avenir.

➔ **Volonté de « meilleure gestion des zones côtières, liée à l'élévation du niveau de la mer et à l'érosion côtière » (Prorogation du Plan national de développement 2012-2015).**



VULNERABILITE DE L'AGRICULTURE

L'agriculture reste un moyen de subsistance pour une large part de la population ouest-africaine, sous sa forme pluviale. Forte vulnérabilité aux changements climatiques.

- Variabilité de la pluviométrie avec réduction de la pluviométrie dans les zones à fortes précipitations comme Côte d'Ivoire et Ghana
- Hausse de la température moyenne
- Exode rural lié au changement climatique

() Robert Zougmore est le coordinateur régional pour l'Afrique de l'Ouest du Programme de recherche sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFA) du CGIAR. Il est basé à l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT- International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics) à Bamako, au Mali*

Côte d'Ivoire

Synthèse diagnostic et opportunités

Dynamique du marché agroalimentaire ivoirien



Population

23,7 M habitants, Banque Mondiale 2016 dont 5,5 M d'étrangers (SE)

Moins de 15 ans ~ 42%

Population rurale ~ 46%

Capitale : Yamoussoukro : 200-300 000 hab. ; « Grand Abidjan » ~ 4,7 M hab. (20% population totale)

Taux de pauvreté : 46,3% (moins de 1,90 USD/personne) (SE)

Indice de Développement Humain (IDH) 2015 : 172^{ème} sur 188 avec indice 0,462, en progression régulière, derrière le Sénégal et devant l'Éthiopie ; pour réf., Ghana au 140^{ème} rang avec 0,579 et Nigéria au 152^{ème} avec 0,514.

PIB

PIB : 36,2 milliards USD en 2016 (Banque Mondiale), au 95^{ème} rang mondial et au 3^{ème} rang régional

Rythme de croissance : +8,8% (FMI)

Répartition PIB 2016 (Banque Mondiale)

-Agriculture ~ 21%

-Secteur secondaire ~ 33 %

-Secteur tertiaire ~ 45%

Taux d'inflation ≤ 2 % depuis 2013 (1,6% en 2016)

Environnement

Indice de perception de la corruption 2016 de Transparency International : Côte d'Ivoire au 108^{ème} rang mondial sur 168 avec note 34/100 (Ghana au 70^{ème} rang avec 43/100, Sénégal au 64^{ème} rang avec 44/100 et Nigéria au 136^{ème} rang avec 28/100).

Partenaires commerciaux

Principaux clients tous produits : Pays-Bas (11%), USA (8%), Belgique (6%), Allemagne (6%), France (6%), Angola (5%), (GTA 2015, données douanières ivoiriennes)

" Agro-alimentaire : Pays-Bas (20%), USA (13%), Belgique (11%), France (7%), Allemagne (6%), Inde (6%), Vietnam (5%).

Principaux fournisseurs, tous produits : Nigéria (14%), France (12%), Chine (12%), Corée sud (8%), Libéria (4%), USA (4%), Inde (4%), Italie (4%) (GTA 2015, douanes ivoiriennes)

" Agro-alimentaire : France (19%), Thaïlande (9%), Vietnam (8%), Inde (7%), Sénégal (5%), Pays-Bas (5%), Mauritanie (5%).

Monnaie

Franc CFA (XOF) 1 EUR : 655,957 XOF (change fixe à l'EUR)

LA Côte d'Ivoire A ADHERE AUX ORGANISATIONS SUIVANTES :

Membre de l'Union Africaine (UA), de la CEDEAO, de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), de la Communauté Economique Africaine (CEA)

Partie prenante de la Zone de libre échange de l'Union Africaine dont le lancement est prévu en 2017 (ZLEC).

Membre du GATT depuis 1963

Membre OMC depuis 1995

Accord de partenariat avec l'UE (APEi depuis septembre 2016)

Parmi les conventions signées :

- Convention d'Union de Paris sur la Propriété industrielle
- Traité sur la Coopération en matière de Brevet (PCT)
- Protocole de Kyoto
- Convention Internationale sur la Protection des Végétaux

Le 2 juin 2017, la Côte d'Ivoire devient membre non permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU pour 2018 et 2019 (candidate à ce poste de la CEDEA et l'Union Africaine)

COFACE

en date de avril 2017

Note @rating pays : B

Note environnement des affaires : C

Points forts

- « Diversification : hydrocarbures, minerais et richesses agricoles »
- « Infrastructures portuaires, routières et énergétiques en cours de modernisation »
- « Amélioration du climat des affaires et de la gouvernance »
- « Renforcement de la stabilité politique »

Points faibles

- « Economie dépendante des aléas climatiques et de l'évolution des cours du cacao, principal produit d'exportation »
- « Lacunes en matière de gestion des finances publiques, d'infrastructures et d'environnement des affaires »
- « Lents progrès en matière de réconciliation nationale »

ATTRACTIVITE DE LA Côte d'Ivoire

Analyse des IDE

IDE 2014 (entrée) ~ 462 M USD

IDE (stock) ~7,7 milliards USD (SE Abidjan)

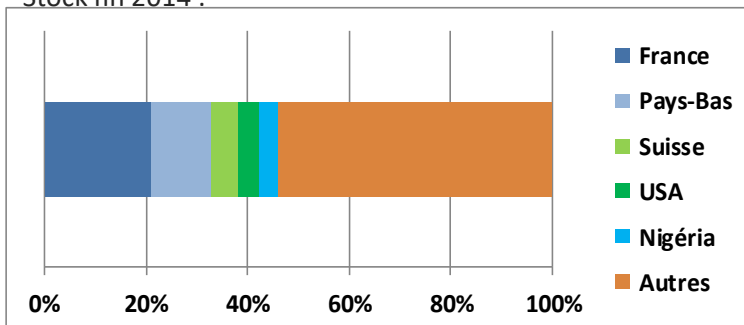
Entrée IDE 2014 :

France : 139 M USD

Angola, Libye, Pays-Bas, Togo, ...

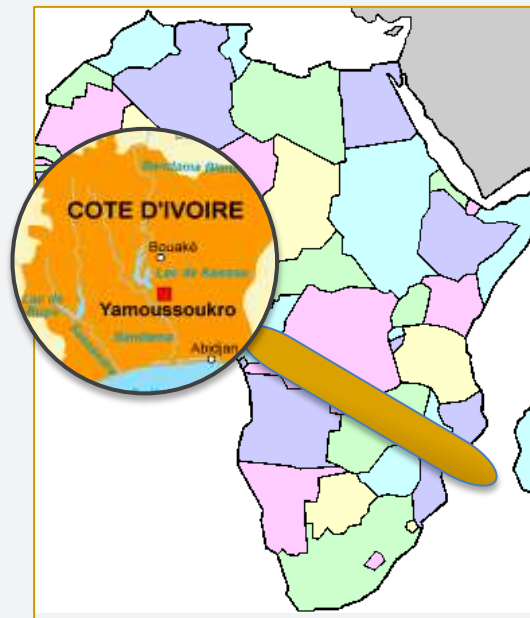
Remarque : d'autres pays se montrent agressifs, le Maroc, l'Inde, Maurice

Stock fin 2014 :



Côte d'Ivoire: 6^{ème} récipiendaire d'IDE dans la région derrière le Nigéria, le Ghana, le Niger, la Guinée et la Mauritanie

- Industrie minière et pétrolière
- Industrie manufacturière dont IAA
- Intermédiation financière et assurances, ...
- **Agriculture très en retrait !**



Investisseurs ivoiriens en agriculture et agro-industrie

- ND
- en revanche, il existe des fonds d'investissements tels que AFRICINVEST (basé à Tunis) et CAURIS (basé à Lomé et Abidjan)

→ Côte d'Ivoire au rang des 6 champions de la croissance en Afrique sub-saharienne

- La Côte d'Ivoire a rompu avec de longues années de conflits, avec l'élection présidentielle d'octobre 2015 qui a porté au pouvoir A. Ouattara et les législatives qui se sont déroulées dans le calme en décembre 2016.
- Elle affiche une croissance apparente solide en 2016, 7,5 ~ 8,4% selon les sources, et une croissance annuelle moyenne de 9% de 2011 à 2015.
- Et figure ainsi au rang des 6 champions de la croissance en Afrique sub-saharienne pour 2017 et 2018 de source FMI (rapport régional mai 2017), avec l'Éthiopie, le Ghana, le Rwanda, le Sénégal et la Tanzanie.
- Elle est la 2^{ème} puissance économique d'Afrique de l'ouest.
- Si les chiffres sont éloquentes, la Côte d'Ivoire n'en reste pas moins confrontée à un niveau de pauvreté très élevé au regard de sa croissance économique spectaculaire : près d'1 Ivoirien sur 2 est considéré comme pauvre ; 2/3 des Ivoiriens touchent un salaire moyen limité à 65 000 FCFA, soit environ 100 EUR/mois (de source BM).
- Une croissance perçue en demi-teinte sur le terrain agroalimentaire ivoirien, dans la plupart de ses composantes, de l'élevage à l'industrie en passant par la distribution alimentaire.
- A la population ivoirienne ~23 M habitants, il convient d'ajouter les expatriés, les visiteurs et touristes étrangers. Ces flux ont considérablement décliné avec les années sombres 2002-2011 et l'attentat de 2016 : seulement 500 000 touristes étrangers recensés en 2016 (et 700 000 touristes nationaux) dont 60% de voyageurs d'affaires, générant 2 à 5 points de PIB (sous toutes réserves).
- Poursuite des travaux d'infrastructure du 2^{ème} Plan National de Développement (2016-2020), découverte de nouveaux champs pétroliers, climat favorable aux investissements, calme politique relatif, relance de la consommation, sont autant d'indicateurs positifs aux yeux des institutions internationales... et de bonne augure pour la croissance 2017 qui devrait encore dépasser les 7% (7,2% selon FMI en date de mai 2017 et 7,3% selon AfDB en juillet 2017).

→ L'économie ivoirienne est diversifiée mais la valeur ajoutée produite ne l'est pas

- Le secteur primaire (hydrocarbures, industrie minière - or, manganèse, etc. -, agriculture - café, cacao, etc.) emploie près de 70% de la population active et contribue pour environ 70% des revenus à l'exportation.
- La Côte d'Ivoire est avant tout un pays agricole.
- Et force est de constater que le secteur qui se porte le mieux est celui des cultures de rente et cultures d'exportation.
- L'économie ivoirienne est par conséquent particulièrement vulnérable à la volatilité des cours internationaux, du cacao, du café, de la noix de cajou, du caoutchouc, ... comme ceux du pétrole.
- Elle est également exposée aux aléas climatiques qui affectent ses performances agricoles.

→ Confiance mitigée dans l'avenir

- La Côte d'Ivoire se relève d'une longue période de guerre civile et de stagnation économique ; elle affiche enfin une certaine stabilité politique mais la réconciliation des clans est loin d'être parfaite.
- La tension sociale est sous-jacente, une large partie de la population ne tirant que très peu bénéfice de la croissance économique du pays ; les mutineries du début de l'année 2017 en attestent.
- Sur le terrain de l'enquête, c'est un sentiment d'incertitude sur l'avenir qui prédomine : en ligne de mire le prochain scrutin présidentiel en 2020 avec la crainte de nouvelles turbulences.

→ Agriculture, véritable socle de l'économie ivoirienne

- La Côte d'Ivoire s'illustre incontestablement dans les cultures de rente et d'exportation que sont le cacaoyer, le caféier, l'hévéa, l'anacardier, le palmier à huile, le bananier, ... En guise d'illustration, la Côte d'Ivoire est le 1^{er} producteur mondial de cacao, et ce, depuis plus de 20 ans, devant le Ghana ; elle est également 1^{er} producteur mondial de noix de cajou. La Côte d'Ivoire se classe par ailleurs au 1^{er} rang en Afrique de l'ouest pour son industrie sucrière. La filière coton, « l'or blanc » ivoirien, ferait l'objet d'un plan de relance.
- Si l'agriculture reste au cœur de l'économie ivoirienne, ses performances, hors cultures d'exportation, sont insuffisantes pour prétendre couvrir les besoins du pays.
- Le Plan national d'Investissement en agriculture (PNIA) a, pour objectif, de relancer la « Côte d'Ivoire, puissance agricole régionale ». Entre autres priorités avancées :
 - la relance des productions bovines et ovines ;
 - la relance de l'élevage porcin : objectif de multiplier le cheptel par 2,5 d'ici à 2020 ;
 - le soutien à l'élevage avicole.
- Sur le terrain, les avis sont mitigés : le potentiel de l'agriculture et de l'élevage, hors cultures d'exportation, reste bridé par un accès problématique au foncier rural et aux financements. Les besoins en formation et en transferts de technologies sont en outre considérables.
- Un événement annuel important : le SARA, Salon International de l'Agriculture et des Ressources Animales (*cf page suivante*).

→ Comparée au Ghana, la Côte d'Ivoire est relativement industrialisée

- L'industrie alimentaire ivoirienne compterait plus de 700 entreprises (*de source officielle*). C'est un segment industriel relativement diversifié et cible d'investissements. Il convient de souligner l'obsolescence de nombre de ses filières, de fait fragiles et dans l'obligation de s'organiser et de rénover les outils.
- Le gain de valeur ajoutée figure au rang des priorités nationales : développer la transformation des produits agricoles en Côte d'Ivoire, améliorer la compétitivité de ce secteur industriel (industrie de l'alimentation animale, industrie de la chocolaterie, etc.).



**SALON INTERNATIONAL DE
L'AGRICULTURE ET DES
RESSOURCES ANIMALES**

SARA



Pavillon France 2017 : 38 entreprises

SARA 2017 : « offrir à l'ensemble des acteurs du monde agricole et du grand public une plate-forme de rencontres et d'échanges en vue de l'accroissement de l'investissement pour soutenir la croissance agricole face au changement climatique »

- 718 exposants sur 425 stands
- 25 pays représentés
- Rendez-vous B to B, signatures d'accords et de conventions, visites institutionnelles, conférences, rencontres spécialisées,
- 151 plateaux télévisés
- Pays à l'honneur en 2017 : l'Afrique du sud



Photos Business France Abidjan

→ Présence diffuse de la France

- Nombreuses sont les sociétés françaises actives, en intrants et équipements pour l'agriculture, l'élevage et les IAA.
- Les produits français sont à l'honneur sur le marché des produits gourmet.
- Des groupes industriels majeurs sont implantés en production : acteurs français spécialistes de l'Afrique que sont SOMDIAA (CASTEL) (sucre), MIMRAN (farine et pâtes), MW BRANDS ou COMPAGNIE FRUITIERE, et groupes divers tels que CASTEL, DANONE, CEMOI, ; il en va de même de la logistique avec son leader, le groupe BOLLORE.

→ La France est le premier fournisseur de la Côte d'Ivoire en produits agroalimentaires, avec une part de marché de l'ordre de 20%

- Part de la France : 345 M EUR sur un total import ivoirien de 1 679 M EUR en 2016 ;
- Top 8 des catégories de produits à l'importation (plus de 50 M EUR) ;
 - Céréales : France 18% (84% dans le cas du blé)
 - Produits de la mer : France 8%
 - Tabac : France 57%
 - Boissons et vinaigres : France 26%
 - Viandes et abats : France 22%
 - Produits laitiers : France 27%
 - Préparations à base de céréales : France 43%
 - Sous-produits industriels pour l'alimentation animale : France 14%

→ Absence de visibilité, notamment sur les tenants et aboutissants des APE et APEi

- L'accord d'étape avec l'UE, l'APE intérimaire, est en vigueur depuis septembre 2016.
- Hormis les exportateurs de denrées agricoles, les opérateurs ivoiriens se disent dans le flou, sans visibilité sur les tarifications précises envisagées à l'importation et les conséquences sur l'intégration régionale, un défi régional de longue haleine.
- Autre thème d'inquiétude : le positionnement du Maroc en Afrique de l'ouest et sa capacité concurrentielle sur de nombreux segments agro-alimentaires : fruits, farines et autres produits de la meunerie et de la panification, viandes de volaille, produits laitiers, etc.

EXEMPLES DE MULTINATIONALES IMPLANTEES



INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

NESTLE, DANONE, FRIESLAND CAMPINA, MONDELEZ, OLAM, WILMAR, MICHELIN, LDC, CARGILL, BARRY CALLEBAUT, UNILEVER, HEINEKEN, CASTEL, DIAGEO, COCA COLA, PEPSI, CEMOI, COMPAGNIE FRUITIERE, THAI UNION EUROPE, ...



DISTRIBUTION MODERNE

CARREFOUR (1^{er} hypermarché inauguré en décembre 2015 et 2^{ème} en juin 2017)



FOOD SERVICE

BURGER KING

→ Distribution alimentaire très largement dominée par les réseaux traditionnels

- La distribution moderne est encore peu développée en Côte d'Ivoire, en l'absence encore de véritable culture de la distribution formelle.
- Les circuits traditionnels et la distribution informelle représentent près de 70-90% du marché des produits alimentaires.
- La répartition des segments de consommateurs est assez proche de celle du Ghana selon les critères de la Banque Mondiale (segmentation par tranches de dépenses par jour, taille de la classe moyenne).
- Côte d'Ivoire et Ghana affichent le même taux d'urbanisation ~54% de la population (de source Banque Mondiale).
- Le groupe CARREFOUR qui s'est implanté récemment avec inauguration du 1^{er} établissement en décembre 2015 s'installe opportunément sur un marché dominé jusqu'alors par des familles libanaises.

→ Classe moyenne ivoirienne à la recherche de nouveaux produits

- La classe moyenne ivoirienne représenterait environ 20% de la population ivoirienne, soit 4,6 M consommateurs.
- Si le rapport qualité/prix reste primordial compte tenu du pouvoir d'achat encore limité, le contexte économique est en faveur de nouveaux produits de milieu de gamme et d'une gamme diversifiée de produits gourmets.
- La tendance est par ailleurs au développement de la restauration rapide.

→ Marché des denrées alimentaires de 1^{ère} nécessité

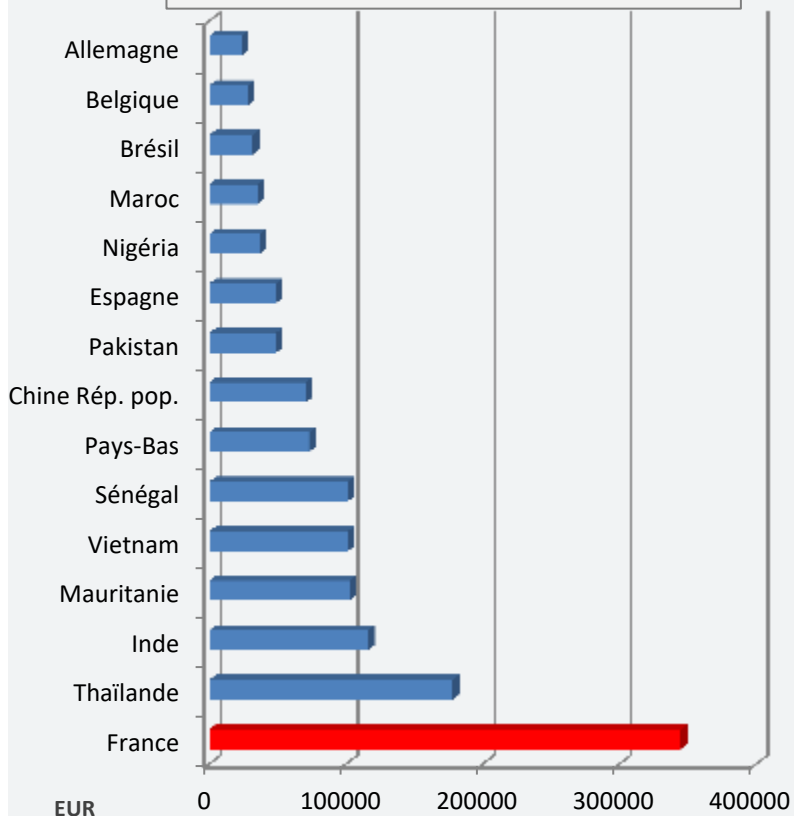
- Les céréales à elles seules constituent, en 2015, près de 35% des importations ivoiriennes de produits alimentaires (24 premiers chapitres) en valeur (~590 M EUR) ; les produits de la mer, les viandes et abats, les produits laitiers et huiles et graisses en représentent également 35% (~585 M EUR).

Dynamique du marché agroalimentaire ivoirien

Source : douanes ivoiriennes

Source : douanes pays fournisseurs

Importations ivoiriennes en 2016
(source COMTRADE selon douanes ivoiriennes)
Total agroalimentaire - 24 chapitres SH
1,7 milliard EUR
15 premiers fournisseurs



1^{er} poste à l'importation : les céréales
606 M EUR en 2016

- ➔ Thaïlande : 177 M EUR
- ➔ France : 110 M EUR
- ➔ Inde : 108 M EUR
- ➔ Vietnam : 98 M EUR

Total chapitre 10
selon les douanes des
pays exportateurs :
~ 476 M EUR

2^{ème} poste : Les produits de la mer
346 M EUR en 2016

- ➔ Mauritanie : 102 M EUR
- ➔ Sénégal : 76 M EUR
- ➔ Chine : 46 M , Maroc : 28 M EUR

Total chapitre 03 :
~ 220 M EUR

3^{ème} poste : le tabac
135 M EUR en 2016

- ➔ France : 77 M EUR
- ➔ Nigéria : 31 M EUR

Total chapitre 24 :
~ 98 M EUR

4^{ème} poste : les boissons
77 M EUR en 2016

- ➔ Espagne : 26 M EUR
- ➔ France : 20 M EUR

Total chapitre 22 :
~ 74 M EUR

5^{ème} poste : les viandes et abats
66 M EUR en 2016

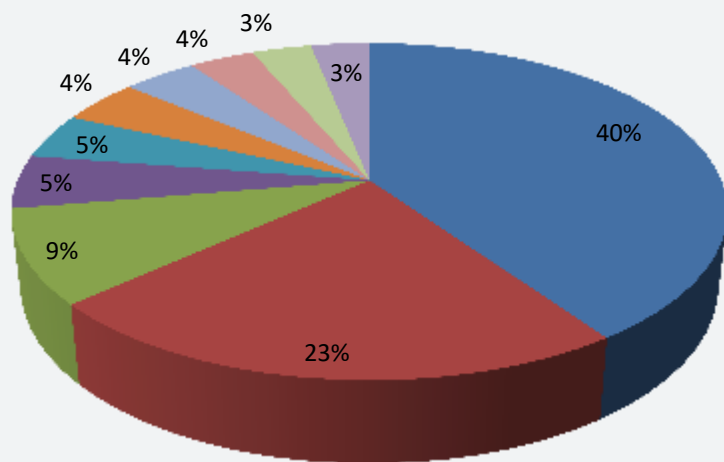
- ➔ France : 15 M EUR
- ➔ Brésil : 11 M EUR
- ➔ Allemagne : 9, Espagne : 6 M EUR

Total chapitre 02 :
~ 56 M EUR



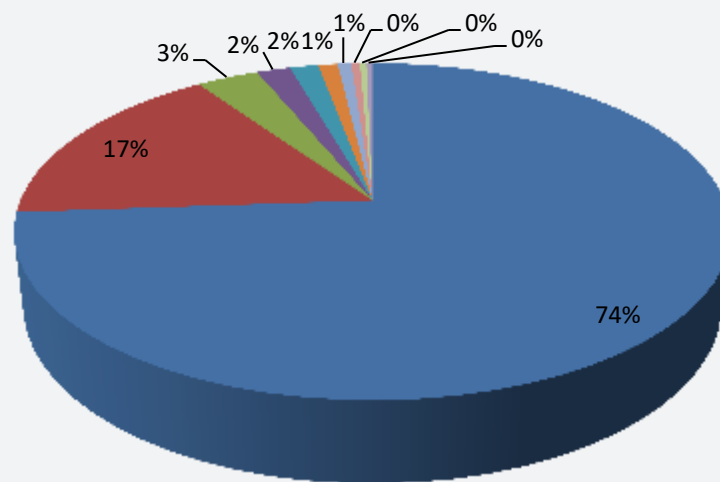
Existence de flux informels d'ampleur significative
Pays plate-forme de réexportation

Importations ivoiriennes de produits alimentaires 1,7 milliard EUR en 2016



- Céréales
- Produits de la mer
- Tabacs
- Boissons alcoolisées
- Viandes et abats
- Produits laitiers, œufs
- Prép. à base de céréales
- Aliments pour animaux
- Prod de la minoterie
- Légumes

Exportations ivoiriennes de produits alimentaires 5,7 milliards EUR en 2016

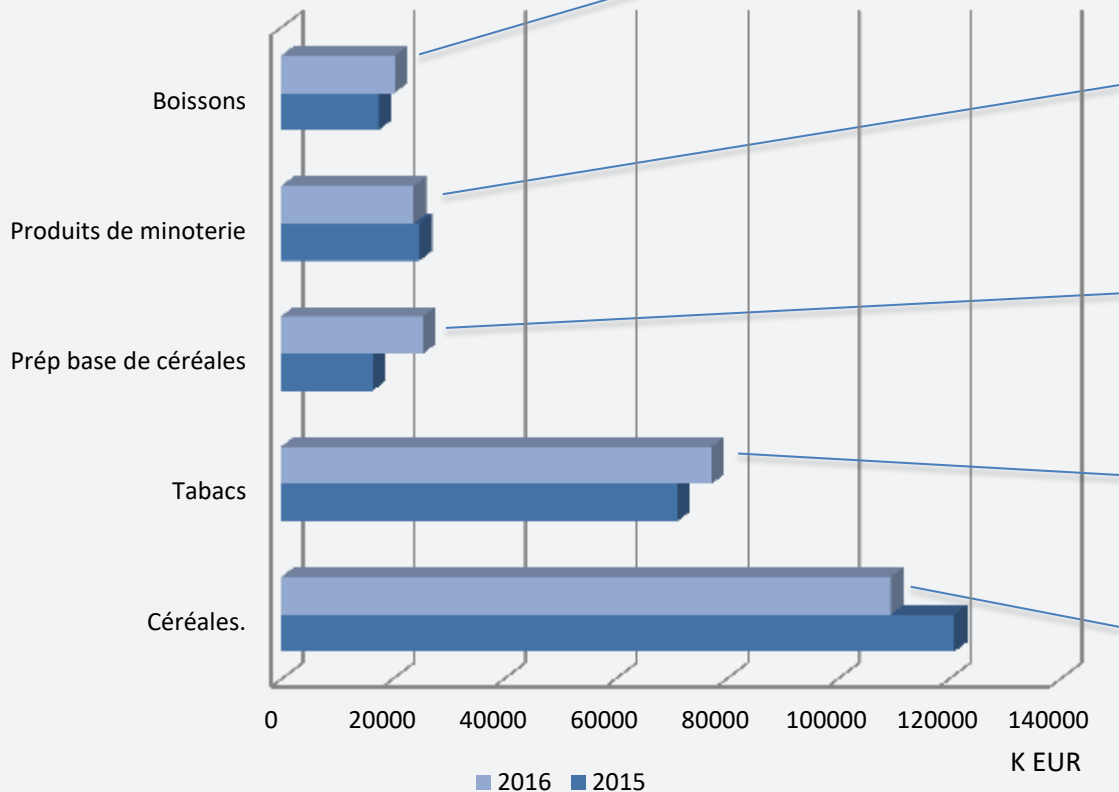


- Cacao et dérivés.
- Fruits
- Graisses & huiles
- Café, thé, maté et épices.
- Prép. alimentaires
- Tabacs
- Prép base de céréales
- Sucres
- Grains et semences
- Boissons alcoolisées

source : Comtrade selon douanes ivoiriennes

Importations ivoiriennes en provenance de France Total (24 premiers chapitres) : 345 M EUR en 2016

5 premiers postes



France 2^{ème} fournisseur derrière l'Espagne avec 26% des importations ivoiriennes en valeur
Vins ~ 13 M EUR
Alcool ≥ 80% vol. ~ 2 M EUR

France 1^{er} fournisseur avec 50% des importations ivoiriennes en valeur et 49 000 T en 2016
Grits et semoules ~ 33 000 T
Malt ~ 15 000 T

France 1^{er} fournisseur avec 47% des importations ivoiriennes en valeur et 6 600 T en 2016
Extraits de malt ~ 61 %
Préparations pour BVP ~ 23%

France 1^{er} fournisseur avec 57% devant le Nigéria

France 2^{ème} fournisseur de céréales en valeur avec 18% des importations ivoiriennes
1^{er} en tonnage avec 500 000 T en 2016
Blé ~ 500 000 T
Maïs ~ 100 T

Dynamique du marché agroalimentaire ivoirien - synthèse des opportunités

Axes majeurs (avec hiérarchie des priorités ● ● ●, ● ●, ●)

→ Intrants et technologies agricoles

- ● ● Appui à la « professionnalisation » de la filière maïs, fourniture semences de qualité, conduite de la culture (potentiel de 2 campagnes/an), choix des cultures de rotation, ...
- ● ● Partenariat en riziculture
- ● Fourniture d'engrais
- ● Production d'engrais, compostage
- ● Mécanisation de la riziculture
- ● Mécanisation de la culture de la canne à sucre (plantation et récolte) et gestion de l'eau d'irrigation
- ● Savoir-faire en « bio » : engrais et phyto (mangue et banane)
- ● Toutes technologies innovantes de contrôle à distance : cartographie, surveillance des plantations, pilotage à distance d'interventions sur cultures
- ● Drones en substitution de l'avion pour le traitement des bananeraies notamment et le contrôle des plantations (vigueur, etc.)
- Appui au secteur du secteur du maraîchage
- Génétique végétale, toutes catégories
- Appui au programme de développement d'une filière semences potagères (tomate, aubergine, poivron, gombo,)
- Transfert de technologies en productions fourragères
- Machinisme agricole : marché atone sauf segments particuliers, remorques de qualité, machines d'occasion, mécanisation de la riziculture, ...
- Accompagnement à la mécanisation : centre de formation en machinisme agricole, plate-forme de service après-vente (demande ANADER), voire appui au montage de « CUMA »
- Fertilisation à terme en plantations (bananeraies)



Dynamique du marché agroalimentaire ivoirien - synthèse des opportunités

Axes majeurs (avec hiérarchie des priorités ● ● ●, ● ●, ●)



→ Post-récolte

- ● ● Equipements de « pôles de traitement du riz » (mini-unités locales comme centres régionaux) : nettoyage, tri, blanchissage, mise en sacs, stockage
- ● ● Equipements pour stations de collecte / stockage du maïs grain : séchoirs, silos, etc.
- ● ● Transformation de la noix de cajou : transferts de technologies et équipements
- ● Appui à la création de groupements de machinisme agricole ~CUMA
- ● Trituration du soja : transferts de technologies et équipements
- ● Post-récolte riz et maïs : non maîtrise du stockage, besoins en séchoirs à maïs (problème récurrent des aflatoxines)
- Transfert de technologies en transformation du maïs : nettoyage, dégermage, extraction de l'huile, fabrication d'amidon, ...
- Transformation des fruits (jus, compotes) : mini unités, et de la tomate (sous réserves, faute de compétitivité de la filière)

→ Divers

- ● ● Appui à l'organisation des filières
- ● ● Création de centres de montage réparation de machinisme agricole et formation/accompagnement à la mécanisation
- ● ● Valorisation de la biomasse (palmier à huile, canne à sucre, cabosse, ...) : engrais comme énergie
- ● Appui au projet de fermes expérimentales de l'ANADER (objectif : mécanisation et bonnes pratiques culturales)
- Production locale d'engrais « bio »

→ Intrants et technologies d'élevage



- ● ● Expertise et conseils en amélioration des bâtiments d'élevage, systèmes de ventilation dynamique et équipements d'élevage (en aviculture : limiter les pertes en aliments et eau)
- ● ● Tout à faire en matière d'hygiène des élevages
- ● ● Matières premières et additifs pour l'alimentation animale mais marché de prix, notion de performances pas encore bien intégrée, vive concurrence (spécialistes néerlandais notamment)
- ● ● Partenariat recherché par N. NORMANDIA : co-investissement et transfert de technologies pour un doublement de capacité
- ● ● Appui à l'organisation des éleveurs laitiers de taille commerciale (groupements ou coops, collecte, commercialisation) ; secteur laitier à fort potentiel en Côte d'Ivoire
- ● ● Besoins très importants en formation des éleveurs (à l'instar projet COOPERL)
- ● Génétique animale, porcine en premier lieu, voire bovine (croisements viande)
- ● Transfert de technologies : ateliers de transformation intégrés aux élevages (secteur porcin)
- ● Equipements d'accoupage d'occasion : incubateurs, éclosiers, etc.
- ● Savoir-faire en biosécurité en élevages intensifs : aviculture plus mature que élevage porcin
- Savoir-faire en élevage « bio »
- Transferts de technologies en engraissement de bovins (« ranch ») et amélioration génétique (croisements zébus X races étrangères)
- Transferts de technologies en aquaculture

Dynamique du marché agroalimentaire ivoirien - synthèse des opportunités

→ Transformation des produits animaux

- Transformation des viandes
- Aval de l'aquaculture : process et froid

→ Divers

- ● ● Appui à l'organisation des filières
- ● ● Formation
- Energies renouvelables, unités de méthanisation



Dynamique du marché agroalimentaire ivoirien - synthèse des opportunités

→ *Produits de consommation dont produits gourmet* *Gammes françaises très présentes en Côte d'Ivoire*

- ● ● En appui aux vins français : communication sur les terroirs français, la conduite des vignobles, la vinification, les assemblages ; « expliquer »
- ● Produits laitiers de longue conservation : lait de consommation et yaourts notamment
- ● Charcuterie : produits premium et qualité intermédiaire
- ● Produits d'épicerie fine : produits nouveaux et « d'exception » toujours recherchés mais obstacle de nature logistique (difficultés de groupage au départ de France) , y compris produits bio et sans gluten
- Fruits frais destinés au marché de masse : la pomme ; contraintes variétales et aptitude à la conservation
- Niche de marché pour des légumes destinés au marché gourmet et à la restauration
- Viandes nobles (marché de niche)
- Diversification de l'offre en fromages (marché de niche)
- Poissons et fruits de mer (marché de niche)



→ *Intrants et équipements industriels*

- ● ● Blés : suprématie de la France à défendre
- ● ● Ingrédients alimentaires : améliorants de panification, malt, amidons modifiés, etc.
- ● ● Transferts de technologies en boulangerie pâtisserie + lignes de fabrication et silos de stockage automatisés
- ● ● Petites unités de boulangerie/boulangeries mobiles pour implantation en zone rurale
- ● ● Ingrédients en conditionnements professionnels pour l'hôtellerie : sauces, préparations de légumes surgelés, etc.
- ● Poudres de lait et autres dérivés laitiers
- ● Lignes de 2nde transformation des céréales : semoule, etc.
- ● Panification du maïs : appui à la production semi-artisanale de farine, formation, contrôle de qualité, ...
- ● Lignes d'extrusion : snacks
- ● Lignes de biscuiterie + R&D
- ● Améliorants de panification et farines spéciales pour applications industrielles

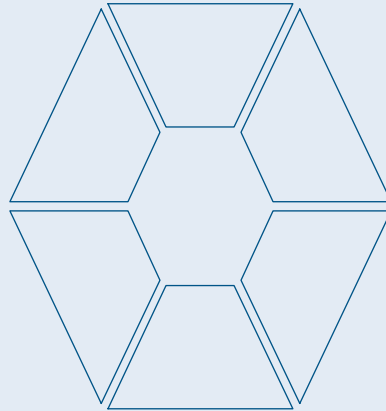
Dynamique du marché agroalimentaire ivoirien - synthèse des opportunités

- ● Certains ingrédients spécifiques hôtellerie restauration : beurres techniques par ex.
- Divers projets identifiés : co-investissement et transfert de technologies eau minérale
- Lignes de traitement et d'embouteillage d'eau minérale (échelle semi-industrielle pour l'intérieur du pays comme industrielle)



→ Divers

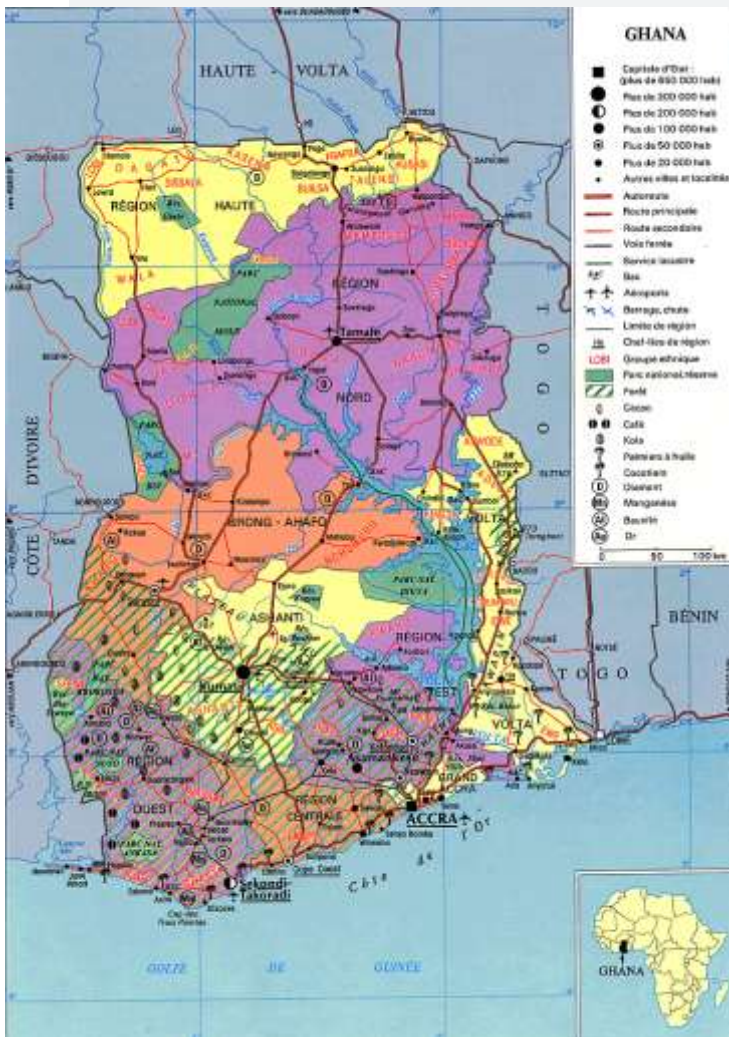
- ● ● Lignes industrielles d'occasion
- ● ● Solutions bon marché de conditionnement des boissons : eau minérale/purifiée, laits aromatisés et yaourts à boire produits, jus de fruits, etc.
- ● ● Formation ; création d'écoles de boulangers, pâtisseries, cuisiniers, hôtellerie : aucune formation diplômante n'existe à l'heure actuelle ; constituerait un support précieux au savoir faire français
- ● ● **VIE** via partenaires français : notamment profil ingénieur agronome et ingénieur en technologies agroindustrielles ; il manque une interface entre les sociétés ivoiriennes et leurs partenaires français pour collecte des CV et suivi des dossiers
- ● ● **Ressources humaines** pour maintenance des installations industrielles et transferts de technologies
- ● Besoins importants en conditionnement et stockage des denrées alimentaires
- ● Concrètement concernant la chaîne du froid : marché potentiel considérable mais investissements freinés par les marges réduites des opérateurs (grossistes en fruits et légumes par ex.)
- ● Equipements de stockage manutention levage
- ● Traitement des effluents : projets concrets de traitement des effluents d'abattoir notamment
- ● Potentiel de valorisation des déchets agricoles et effluents d'élevage (concrétisation à 2-3ans)
- ● Alternative aux générateurs : valorisation de la biomasse, bagasse, sous-produits de l'anacarde ou autres
- ● Conseils en mise à niveau des outils en vue d'un agrément HACCP
- ● Conseils à création de franchises



Ghana

Synthèse diagnostic et opportunités

Dynamique du marché agroalimentaire ghanéen



Source IZF

Population

28,2 M habitants, *Banque Mondiale 2016*

Moins de 15 ans ~ 39%

Population rurale ~ 46 %

Capitale Accra ~ 2,3 M hab. (« Grand Accra ~ 4 M hab. »)

Indice de Développement Humain (IDH) 2015 : 140^{ème} sur 188 avec indice 0,579, en progression régulière, juste derrière la Zambie ; pour réf., Côte d'Ivoire au 172^{ème} rang avec 0,462 et Nigéria au 152^{ème} avec 0,514.

PNB

PIB : 42,7 milliards USD en 2016 (*Banque Mondiale*), au 92^{ème} rang mondial et au 2^{ème} rang régional

Rythme de croissance : +3,6% 2016/15

Répartition PIB 2016

-Agriculture ~ 20%

-Industrie ~ 28%

-Services ~ 52%

Taux d'inflation : 17,4%

Environnement

Indice de perception de la corruption 2016 de *Transparency International* : Ghana en recul de 14 places au 70^{ème} rang mondial sur 168 avec note 43/100 (Côte d'Ivoire au 108^{ème} rang avec 34/100, Sénégal au 64^{ème} rang avec 45/100 et Nigéria au 136^{ème} rang avec 28/100).

Partenaires commerciaux

Principaux clients tous produits : Inde (20%), Suisse (12%), Chine (10%), Pays-Bas (7%), Italie (6%) , Afrique sud (5%) (GTA 2015, données douanières ghanéennes).

“ Agro-alimentaire : Pays-Bas (23%), USA (8%), Malaisie (8%), Vietnam (6%), Belgique (6%), Japon (4%).

Principaux fournisseurs, tous produits : Chine (22%), USA (10%), R. Uni (7%), Belgique (6%), Inde (5%), Afrique sud (3%), Turquie (3%) (GTA, 2015)

“ Agro-alimentaire : Vietnam (11%), Belgique (8%), Thaïlande (7%), USA (6%), Canada (5%), Chine (5%), Brésil (4%), Inde (4%)

Monnaie

Cédi (GHS) 1 EUR ~ 5 GHC (juillet 2017)

LE GHANA A ADHERE AUX ORGANISATIONS SUIVANTES :

Membre de l'Union Africaine (UA), la CEDEAO, Communauté Economique Africaine (CEA)

Membre OMC depuis 1995

Membre du GATT depuis 1957

Accord de partenariat avec l'UE (APE intérimaire)

Etat associé à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)

Parmi les conventions signées :

- Convention d'Union de Paris sur la Propriété industrielle
- Traité sur la Coopération en matière de Brevet (PCT)
- Protocole de Kyoto
- Convention Internationale sur la Protection des Végétaux

COFACE

en date de mai 2017

Note @rating pays : B

Note environnement des affaires : B

Points forts

- « Importantes ressources minières (or), agricoles (cacao) et désormais pétrolières »
- « Démocratie installée »
- « Environnement des affaires attractif favorable aux IDE »
- « Soutien financier international »

Points faibles

- « Niveau élevé de l'endettement public »
- « Lacunes en matière d'infrastructures (énergie, transport) »
- « Dépendance aux cours des matières premières (or, pétrole, cacao) »
- « Fragilité des banques publiques qui affecte l'ensemble du secteur bancaire »

Dynamique du marché agroalimentaire ghanéen

ATTRACTIVITE DU GHANA

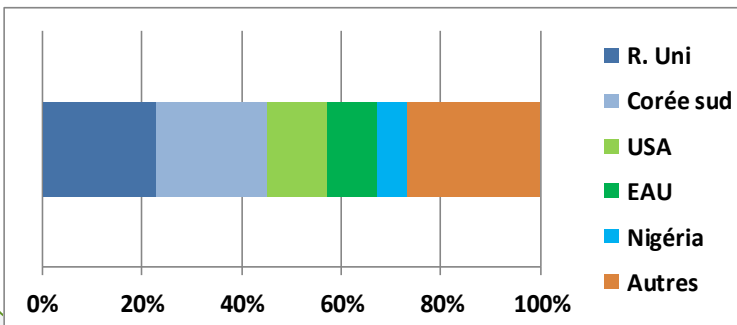
Analyse des IDE

IDE 2014 (entrée) ~ 3,36 milliards USD

IDE (stock) ~ 23,21 milliards USD

Entrée IDE 2014 :

Stock fin 2013 :



Ghana dans le peloton de tête des récipiendaires d'IDE en Afrique sub-saharienne derrière l'Afrique du sud, le Congo, le Mozambique et le Nigéria

- Exploitation pétrolière et gazière
- Télécommunications
- Industrie manufacturière
- Agriculture et IAA très en retrait!

Investisseurs ghanéens en agriculture et agro-industrie

- La volonté existe d'investir/co-investir (aviculture, aquaculture, grandes cultures, ...)

« Ghana Free Zones »

- En ce qui concerne l'agro-alimentaire, les Pouvoirs publics signalent les priorités suivantes : transformation du cacao, de la noix de cajou, des fruits et légumes, des poissons.

➔ L'économie ghanéenne se reprend, après un net recul de sa croissance depuis 2014

- Un PIB de 42,7 milliards USD en 2016 permet au Ghana de conserver le second rang des économies de la CEDEAO, derrière le Nigéria et devant la Côte d'Ivoire.
- Le Ghana a connu une remarquable croissance : +6,7% de moyenne entre 2005 et 2015, avec un pic en 2011 correspondant au début de l'exploitation pétrolière. Le ralentissement observé depuis 2014 suit la chute des cours du pétrole. Le FMI signale une croissance de 3,5% en 2016, la plus faible enregistrée au cours des 20 dernières années, mais table sur 5,8% en 2017 et 9,2% en 2018.
- Le pays tire de l'or (2^{ème} producteur africain, 45% des exportations ghanéennes), du pétrole (22% des exportations) et du cacao (2^{ème} producteur mondial d'or brun, 13% des exportations), près de 80% de ses revenus à l'exportation.
- Et si l'industrie manufacturière est affichée au rang des priorités nationales, le secteur reste faible, voire très faible dans le cas de l'agro-alimentaire.
- Le ratio Dettes/PIB élevé explique que le Ghana soit devenu « à risque » selon certaines agences.
- La crise énergétique récurrente avec un coût exorbitant de l'énergie et la dépréciation récurrente du cedi (-11% en 2016 face au dollar ; prévisions de -5% en 2017) constituent des freins majeurs au développement de ce pays.
- La transition démocratique du Ghana s'est confirmée en 2016 avec une passation de pouvoir sereine entre le président sortant, John Dramani Maham et le nouveau, Nana Akufo-Addo. La stabilité politique est incontestablement un atout pour les investisseurs étrangers.

➔ Le Ghana relève de la catégorie des « pays à revenus intermédiaires » (tranche inférieure)

- C'est en 2010 que le Ghana obtient ce statut, qui le classe ainsi aux côtés de la Côte d'Ivoire, du Nigéria, du Congo Brazzaville, du Cameroun ou du Kenya.

→ Agriculture laissée pour compte dans un contexte d'exploitation minière

- Les perspectives d'exploitation des hydrocarbures ont éclipsé une nouvelle fois la stratégie agricole nationale. Et pourtant, le Ghana dispose d'un potentiel agricole important, l'agriculture est ancrée au cœur de l'économie du pays, générant encore près de 45% des emplois.
- Le Ghana est le 2^{ème} producteur mondial de cacao derrière la Côte d'Ivoire ; outre le cacaoyer, les plantations de palmiers à huile, d'hévéas, de bananiers et ananas sont également au 1^{er} rang de l'activité agricole du pays.
- Mais les déficits restent importants en matière de denrées de première nécessité, riz, poisson, viande de volaille notamment.
- Aussi, le « Ghana Shared Growth & Development Agenda 2014-2017 » élève l'agriculture et l'élevage au rang des priorités. Sont citées les filières à potentiel suivantes :
 - l'horticulture sous abri (floriculture et productions légumières) ,
 - l'horticulture fruitière pour l'export,
 - la filière « tomate »,
 - la filière « maïs »,
 - l'aviculture.
- Le marché est demandeur en tout mais souffre d'un déficit majeur en moyens financiers et d'une crise du foncier pour les entrepreneurs agricoles.
- Tous les intrants et équipements sont importés ; c'est un marché de prix compte tenu des ressources limitées d'une large part d'agriculteurs et d'éleveurs, exposés aux intrants de très bas de gamme échappant à tout contrôle, semences potagères de très faible taux de germination, produits phytosanitaires contrefaits, etc.

→ Comparée à celle de la Côte d'Ivoire, l'industrie agroalimentaire ghanéenne est relativement faible

- Hormis les multinationales implantées, les groupes ghanéens sont rares en agroalimentaire.
- Le régime d'incitation aux investissements directs lancé en 1995, avec la création de zones franches, semble s'essouffler.
- 17% d'inflation et des coûts de l'énergie exorbitants affaiblissent considérablement ce secteur industriel importateur d'intrants et d'équipements.

EXEMPLES DE MULTINATIONALES IMPLANTEES



INDUSTRIE

NESTLE, DANONE, FRIESLAND CAMPINA, DIAGEO*, SAB MILLER, MONDELEZ, OLAM, CARGILL, UNILEVER, COCA COLA, PEPSI, CEMOI, TOUTON, COMPAGNIE FRUITIERE, ...



DISTRIBUTION MODERNE

SHOPRITE, *projet CARREFOUR*



FOOD SERVICE

KFC et autres enseignes de YUM BRANDS

(*) Le Ghana est un des pays majeurs d'implantation en Afrique du groupe DIAGEO avec le Cameroun, l'Angola, le Mozambique et l'Ethiopie

→ Distribution alimentaire

- La distribution moderne est sensiblement plus mature au Ghana qu'en Côte d'Ivoire. En guise d'illustration le WEST HILLS MALL inauguré en octobre 2014 est le plus important centre commercial de la capitale ghanéenne avec près de 28 000 m².
- De grandes chaînes internationales poursuivent leur implantation (SHOPRITE entre autres) ou envisagent de le faire, attirées par l'émergence d'une classe moyenne liée à la croissance économique qui devrait se maintenir autour de 5-6% par an jusqu'en 2020 et la vocation de plate-forme commerciale de ce pays charnière.
- La distribution traditionnelle n'en représente pas moins encore les 2/3 des ventes de produits alimentaires.

→ Marché des produits alimentaires

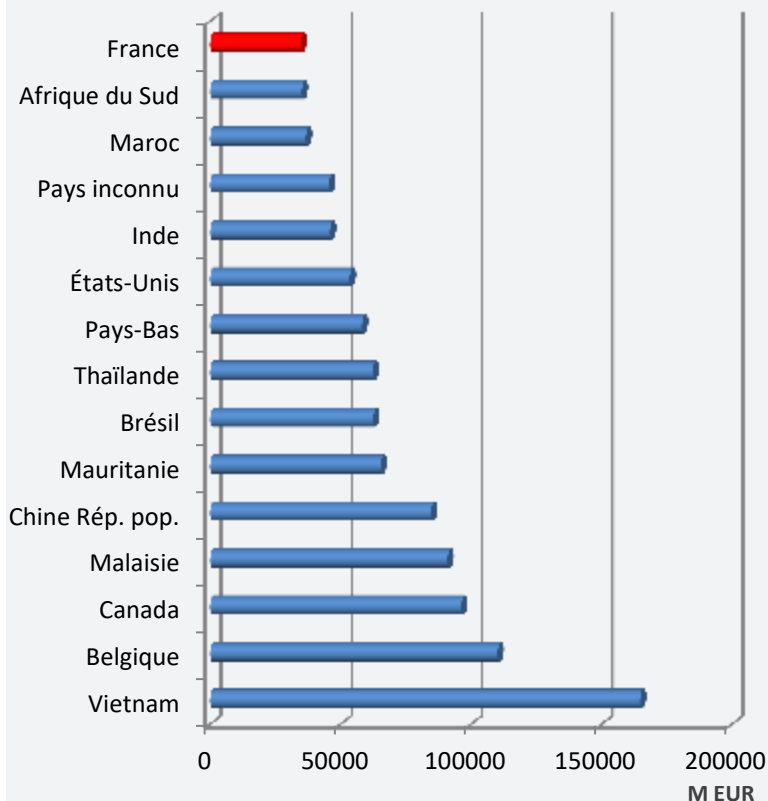
- Selon le Centre ghanéen de promotion de l'investissement, le Ghana consacre annuellement près de 2,2 milliards USD aux importations de produits alimentaires, montant qui justifie des efforts de soutien de la production locale.
- Il est couramment admis que le Ghana importe 85% de ses besoins alimentaires.
- Les Ghanéens consacrent une large part de leur revenu à l'achat de produits alimentaires et boissons ~ près de 41% de leurs dépenses.
- Les opportunités sont diversifiées (fruits, viande de volaille, produits laitiers, boissons alcoolisées, jus de fruits, etc.), mais le marché ghanéen reste foncièrement un marché de prix.
- Les denrées alimentaires de base : céréales, produits de la mer, huiles et graisses et viandes et abats représentent un montant à l'importation de 944 M EUR en 2016, soit près de 63 % des importations ghanéennes de produits alimentaires.

Dynamique du marché agroalimentaire ghanéen

Source : douanes ghanéennes

Source : douanes pays fournisseurs

Importations ghanéennes en 2016
(source COMTRADE selon douanes ghanéennes)
Total agroalimentaire - 24 chapitres SH
1,5 milliard EUR
15 premiers fournisseurs



Flux informels
Plates-formes réexportation

1^{er} poste à l'importation : les céréales

415 M EUR en 2016

➔ Vietnam : 162 M EUR

➔ Canada : 91 M EUR

➔ Thaïlande : 52 M EUR

➔ Inde : 30 M EUR

(France au 7^{ème} rang avec 12 M EUR)

Total chapitre 10
selon les douanes des
pays exportateurs :
261 M EUR en 2016

2^{ème} poste : Les produits de la mer

268 M EUR en 2016

➔ Mauritanie : 65 M EUR

➔ Belgique : 50 M EUR

➔ Maroc : 27 M EUR

Total chapitre 03
selon les douanes des
pays exportateurs :
100 M EUR en 2016

3^{ème} poste : les huiles et graisses

138 M EUR

➔ Malaisie : 88 M EUR

➔ Indonésie : 18 M EUR

➔ Pays-Bas : 17 M EUR

Total chapitre 15
selon les douanes des
pays exportateurs :
203 M EUR en 2016

4^{ème} poste : les viandes et abats

123 M EUR

➔ USA : 28 M EUR

➔ Belgique : 26 M EUR

➔ Brésil : 12 M EUR

➔ Pays-Bas : 12 M EUR

France au 15^{ème} rang avec moins de 1 M EUR)

Total chapitre 02
selon les douanes des
pays exportateurs :
139 M EUR en 2016

5^{ème} poste : les sucres et dérivés

115 M EUR

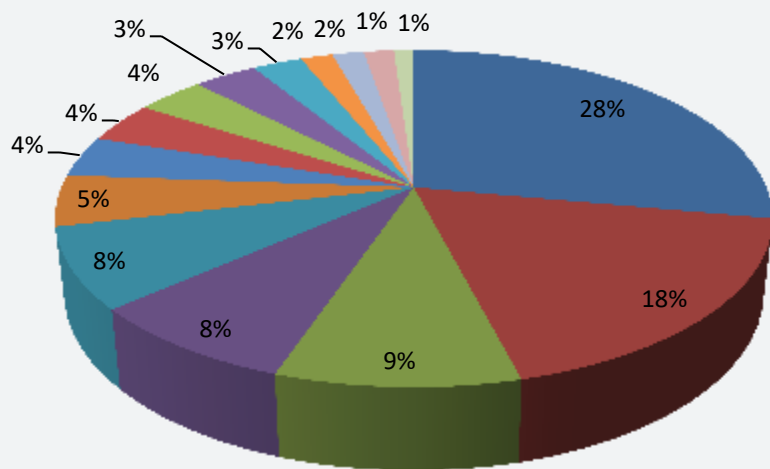
➔ Brésil : 41 M EUR

➔ Guatemala : 29 M EUR

(France au 7^{ème} rang avec 3 M EUR)

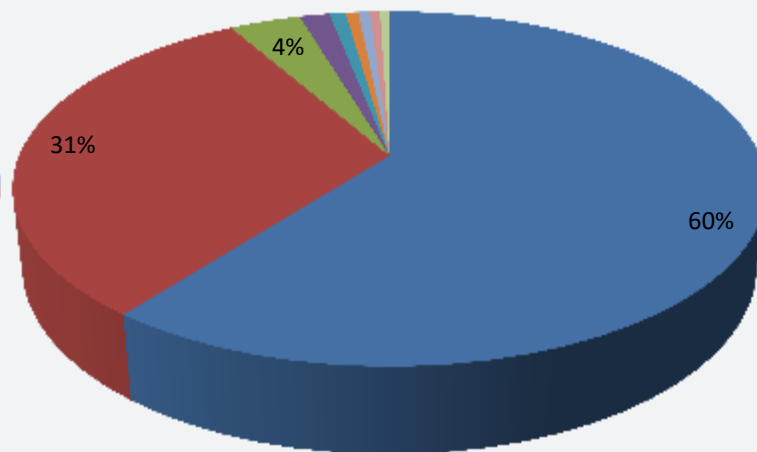
Total chapitre 17
selon les douanes des
pays exportateurs :
120 M EUR en 2016

Importations ghanéennes de produits alimentaires
1,5 milliard EUR en 2016



- Céréales
- Graisses & huiles
- Sucres et sucreries
- Boissons
- Préparation base de céréales
- Préparations alimentaires diverses
- Autres produits d'origine animale
- Légumes, plantes, racines
- Produits de la mer
- Viandes et abats comestibles
- Préparations de légumes et fruits
- Produits laitiers
- Résidus & déchets des ind alimentaires
- Produits de minoterie
- Préparations de viandes

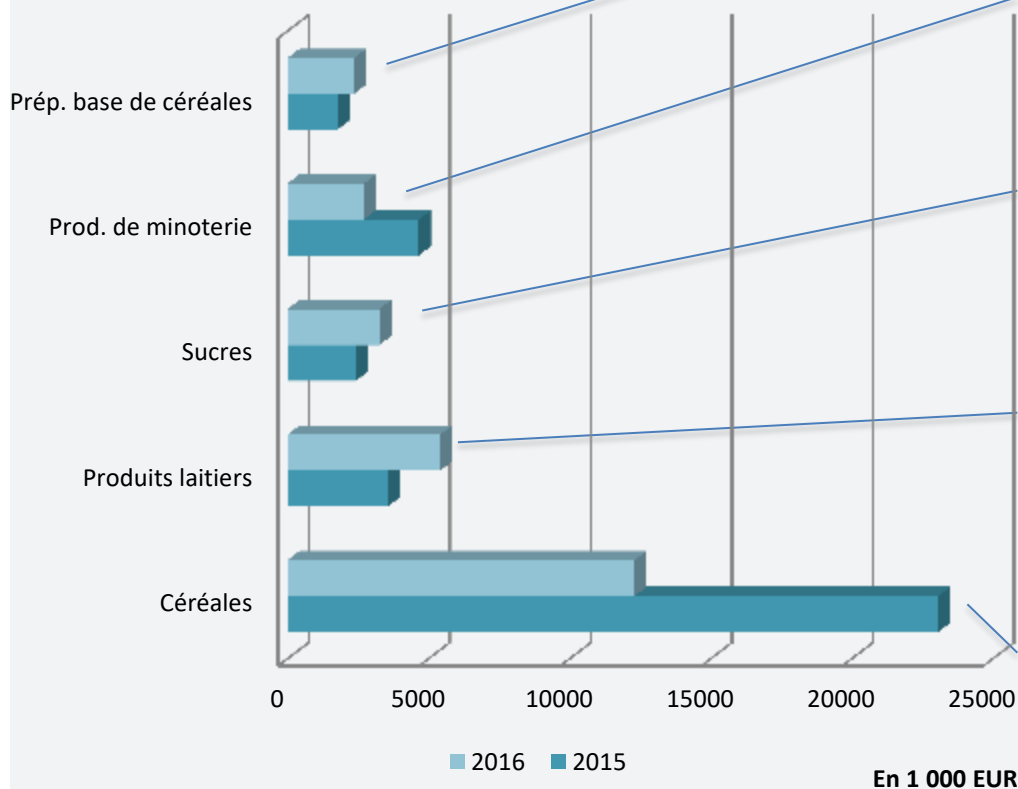
Exportations ghanéennes de produits alimentaires
2,8 milliards EUR en 2016



- Cacao et dérivés
- Fruits
- Graisses & huiles alim.
- Graines, fruits oléagineux; semences
- Prod de minoterie
- Prép base de céréales
- Boissons et vinaigres.

Importations ghanéennes en provenance de France Total (24 premiers chapitres) : 34,7 M EUR en 2016

5 premiers postes



France 7^{ème} fournisseur avec 4 % des importations ghanéennes en valeur.
Il s'agit d'extraits de malt.

France 3^{ème} fournisseur avec 11% des importations ghanéennes en valeur, derrière la Turquie et la Belgique.
Il s'agit de malt ~5 000 T

France 7^{ème} fournisseur en valeur avec moins de 3% des importations ghanéennes

France 4^{er} fournisseur en valeur, derrière la Turquie et la Belgique, avec 9,5% des importations ghanéennes.
Poudres de lait ~2,7 M EUR
Beurres ~1 M EUR

France 7^{ème} fournisseur de céréales en valeur, avec 3% des importations ghanéennes.
Blé ~ 53 000 T contre 94 000 T en 2015
Maïs ~ 7 000 T contre 6 000 T en 2015

Dynamique du marché agroalimentaire ghanéen - synthèse des opportunités

Axes majeurs (avec hiérarchie des priorités ●●●, ●●, ●)

→ Intrants et technologies agricoles

- Transferts de technologies de A à Z en filière maïs
- Partenariat en multiplication semencière (maïs)
- Machines agricoles d'occasion (moissonneuses maïs entre autres)
- Partenariat pour la création d'un centre de machinisme agricole (cible notamment des maïsiculteurs)
- Formation
- Semences potagères (priorité aux choux et pastèque, également tomates, poivrons + oignons et équipements de pépinières)
- Intrants pour les cultures légumières sous abris : filets notamment
- Déficit en engrais, demande pour des engrais de qualité
- Mécanisation agricole! riz/maïs/canne à sucre/manioc/arachide si seulement financements disponibles
- Techniques d'irrigation (pour projets de toutes tailles, grandes fermes de maïsiculture comme pépinières de plants de cacaoyers, y compris goutte à goutte)
- Technologies innovantes de contrôle à distance : cartographie, surveillance des plantations, pilotage à distance d'interventions sur cultures



→ Post-récolte

- Post-récolte maïs : transfert de technologies en production de farines de maïs et autres dérivés
- Post-récolte et traçabilité/sécurité alimentaire - filières export
- Transformation des fruits
- Savoir faire en plate-forme fruitière

→ Divers

- Energies renouvelables : biogaz notamment
- Production locale d'engrais « bio »

Dynamique du marché agroalimentaire ghanéen - synthèse des opportunités

→ Intrants et technologies d'élevage

- ● ● Transfert de savoir faire en élevage porcin de A à Z, y compris l'organisation de filière, le montage de coopérative et L'appui à la formation des éleveurs
- ● ● Matières premières et additifs pour l'alimentation animale
- ● Transferts de technologies en aquaculture : équipements tri-éviscération-conditionnement-froid
- Des co-investisseurs potentiels en aviculture chair si offre de partenariat technique et financier aviculture et alimentation animale
- Santé animale : élevage sans antibiotique
- Bâtiments et équipements d'élevage en élevage porcin



→ Divers

- ● ● Expertise en énergie solaire
- ● Formation agricole
- ● Expertise vétérinaire en aquaculture et aviculture
- ● Demande en expertise agronomique
- ● Expertise en méthanisation
- Expertise en énergie éolienne



→ *Produits de consommation dont produits gourmet*

- ● ● Groupage en provenance de France : produits réfrigérés et congelés ;
« optimisation des importations » ; « véritables partenariats à établir »
pour pérennité des contrats
- ● Opportunités en restauration : viandes et poissons -produits prédécoupés,
pré-tranchés-, préparations intermédiaires faisant gagner du temps,
pain et viennoiserie congelés, etc.
- ● Opportunités pour toutes marques françaises de grande notoriété « *big names* »
- ● Vins : marché en devenir
- ● En appui à la promotion de vins français : formation de sommeliers
- ● Produits laitiers français : lait UHT, fromages et yaourts (marché de niche)
- Fruits frais : pomme, kiwi, raisin*
- Légumes frais : large gamme*
- Viandes de haut de gamme (marché de niche)
- Charcuterie : produits premium et qualité intermédiaire



→ *Intrants et équipements industriels*

- Ingrédients alimentaires : malt, amidons modifiés, etc.
- Viandes pour le catering et la restauration
- Poudres de lait et autres dérivés laitiers
- Céréales et farines

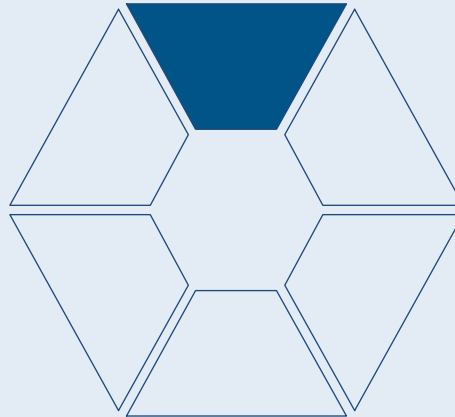
(*) avantage Afrique du sud et Pays-Bas aux circuits bien rodés

Dynamique du marché agroalimentaire ghanéen - synthèse des opportunités

→ Divers

- ● ● Déficit majeur en hygiène alimentaire, chaîne du froid à tous niveaux
(la certification ISO ne concerne que de rares acteurs, sociétés multinationales de la restauration et du catering)
- ● ● Introduction de l'expertise française en logistique froid et équipements
- ● ● Conditionnement et stockage des denrées alimentaires
- ● ● Déficit généralisé en formation (industrie, hôtellerie restauration) : main d'œuvre qualifiée comme non qualifiée, avec conséquences en termes d'intrants et équipements
- ● ● Ecole de boulangerie, pâtisserie, cuisine, hôtellerie, sommelier : aucune formation diplômante n'existe à l'heure actuelle ; constituerait un support précieux au savoir faire français
- ● ● VIE : vive demande, tous secteurs, des cultures de rente à l'industrie
- Toutes technologies générant des économies d'énergie ; énergies renouvelables





Côte d'Ivoire

Envergure agricole

Opportunités intrants et équipements

1.1 Côte d'Ivoire avant tout un pays agricole, avec l'un des plus gros potentiels de la région

L'agriculture et l'élevage occupent une place importante dans l'économie ivoirienne mais pèchent par leur manque de valeur ajoutée et d'investissement.

D'où le lancement d'un programme ambitieux, le Plan National d'investissement Agricole (PNIA), visant à rendre l'agriculture ivoirienne plus compétitive.

Ce Plan est censé créer l'environnement propice aux investissements (mise à disposition de terres agricoles, promotion de la transformation locale avec mesures de défiscalisation, etc.).

Le secteur agricole contribue pour près du tiers du PIB et génère des revenus à près des 2/3 de la population.

60% des recettes à l'exportations sont générées par l'agriculture !

- ➡ Exportations agroalimentaires ivoiriennes ~5,7 milliards EUR en 2016
- ➡ A comparer au total export de 9,7 milliards cette même année
- N°1 Cacao : 4,1 milliard EUR
- N°2 Hydrocarbures et dérivés : 1,2 "
- N°3 Fruits : 0,9 "
- N°4 Métaux : 0,7 "
- N°5 Caoutchouc : 0,5 "

L'élevage n'a pas l'envergure qu'il pourrait avoir en Côte d'Ivoire.

- ➡ Activité secondaire avec une contribution directe au PIB agricole de seulement 4-5% et pas plus de 2% du PIB global

90% de la surface cultivée : le fait de petits exploitants sur 3-5 ha en majorité (café, cacao, maïs, etc.), dotés de moyens rudimentaires



5-7% de la surface cultivée dédiée aux grandes exploitations et plantations

Principaux repères

Côte d'Ivoire 322 500 km² (~ moitié de la France)
Conditions agri-climatiques relativement variées
Près de 24 millions d'habitants dont 50% de ruraux

Agriculture

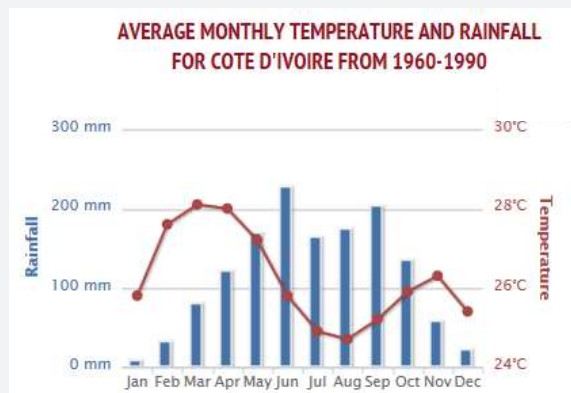
Terres aptes à l'agriculture ~ 20,6 M ha (FAO) ~ 64% du territoire
Terres cultivées ~ 7,4 M ha (moins de 40%)
Terres arables ~ 2,9 M ha
Cultures permanentes ~ 4,5 M ha
Forêts : 10,4 M ha
Cultures de rente : cacaoyer (Côte d'Ivoire 1^{er} producteur mondial avec 2 M ha), caféier, hévéa, palmier à huile, canne à sucre, plantations d'ananas, d'anacardier et bananeraies
Grandes cultures : riz (600 000 ha), maïs, sorgho, millet, soja, manioc et autres tubercules
Coton : production de 340 000 T en 2016/17
Horticulture fruitière et légumière

Elevage

(sous toutes réserves)

Cheptel bovin	1,6 M têtes*
Cheptel ovin / caprin	1,7 M et 1,3 M têtes
Cheptel porcin	nd
Volailles	25,3 M têtes

(*) donnée officielle approximative en raison des flux informels de bovins transhumants (maliens)



Source : Banque Mondiale

PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE (PNIA)

Priorités 2016 - 2020

BILAN PNIA 2012 – 2016

**61% des financements émanent
des bailleurs**

BILAN

Investissements ~ 1 294 milliards FCFA (€ 1,9 milliard)
mobilisés sur un total de 2 040 milliards FCFA, soit
63,4% du budget prévu (PNIA 2012-2016).

Origine des fonds mobilisés :

- Bailleurs ("partenaires techniques et financiers") :
61,1%
- Secteur privé : 21,7%
- Etat : 17,2%



PNIA - Nouvelles actions prioritaires en 2016-2020

	Mds FCFA
Accélération de la transformation par l'accès au fond enclave	
Accélération valorisation noix de cajou	16 Mds en 2016 sur total 120 Mds
Mécanisation agricole	2,1
Projet soja	7
Projet agriculture péri-urbaine	5
Aménagement et mise en valeur des bas-fonds	5
Construction de 5 centres de formation professionnelle intégrée	50
Mise en œuvre de la loi sur le foncier rural	26,8
Création bourse matières premières	3
Promotion agriculture sous-contrat	6,5
Mise en œuvre de la loi d'orientation agricole	
Structuration des filières en interprofessions	
Mise en place de l'agence de sécurité sanitaire des aliments	
Recadrage de la SNDR pour des résultats rapides et durables	
Réforme des filières palmier et hévéa	
Consolidation de la réforme des filières coton et anacarde	
Consolidation de la réforme du C-C (renforcement de la gouvernance, modernisation de la production, amélioration du taux de transformation du cacao, maîtrise du marché	
Source : Ministère de l'Agriculture et du développement rural, janvier 2016	

1.2 Focus cultures d'exportation, cultures industrielles et grandes cultures

Au cœur de l'agriculture ivoirienne des cultures de rente majeures. Au premier rang d'entre elles : le cacao.

La Côte d'Ivoire est en effet le 1^{er} producteur de cacao au monde, avec près de 40% du tonnage mondial en 2015.

Le cacao (sous la forme de fèves ou de produits dérivés) représente à lui seul 23% des exportations ivoiriennes totales cette même année.

- ➡ Production de 1,5-1,7 M T
- ➡ Côte d'Ivoire et Ghana totalisent conjointement 60 % de la production mondiale (respectivement 40 et 20%) ;
- ➡ Acteurs majeurs en Côte d'Ivoire : CARGILL, BARRY CALLEBAUT et OLAM

La France est très présente dans ce secteur en Côte d'Ivoire, avec ses financements (AFD/PROPARCO notamment) et ses acteurs, tant en amont, plantations notamment et R&D, qu'en commercialisation et transformation.

La diversification de la transformation se poursuit avec des outils permettant de produire liqueur de cacao, beurre de cacao, etc.

- ➡ Niveau de transformation actuel: environ 1/3 ;
- ➡ Nouveaux investissements de CEMOI dans la transformation (chocolaterie CEMOI) et non uniquement 1^{ère} transformation (liqueur de cacao, beurre de cacao, etc.) et le 1^{er} acteur à produire du chocolat en tablettes et de la pâte à tartiner en Côte d'Ivoire ! Pour l'export (marchés ouest-africains) et pour le marché domestique (pâte de chocolat en petits sachets).

Un défi pour la Côte d'Ivoire : renouveler ses plantations de caféiers !

Si les cours du café robusta, la spécialité de la Côte d'Ivoire, se sont relativement bien maintenus au cours des années passées, la situation reste fragile.

- ➡ Campagne 2015-16 ~ 140 000 T, de source officielle.

La Côte d'Ivoire se classe également au 1^{er} rang mondial pour la production de noix de cajou.

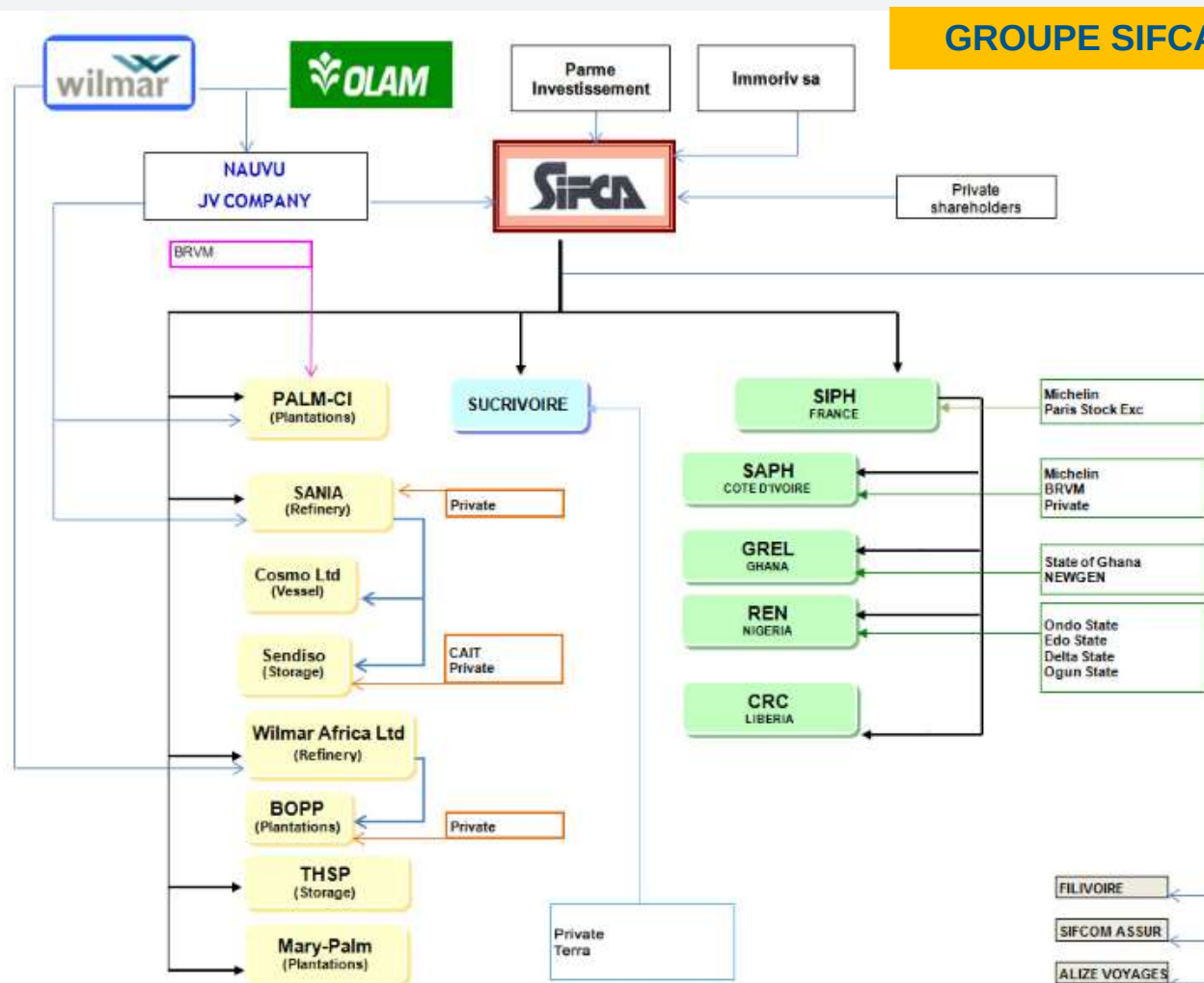
Le gain de valeur ajoutée devrait être un objectif de ce secteur qui transforme très peu et exporte de la marchandise brute.

- ➡ A la recherche de partenariats industriels ou assistance technique pour gain de valeur ajoutée en Côte d'Ivoire

- ➡ Ordre de grandeur de la production : 750 000 T (2015)
- ➡ A noter les neuf pays producteurs africains (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée, Ghana, Mali, Togo et Sénégal) viennent de créer un Comité international consultatif du cajou (CICC).

La Côte d'Ivoire a d'autres spécialités :

- ➡ La banane et l'ananas : la COMPAGNIE FRUITIERE est à l'honneur pour ces deux productions ;
Les bananeraies s'y développent ; cf pages suivantes ;
- ➡ La Côte d'Ivoire est un acteur régional important de l'export de mangues ;
- ➡ Le caoutchouc : la Côte d'Ivoire en est le 1^{er} producteur africain, avec quelque 350 000 T en 2015 ;
Leader : SIFCA avec près de 35% de la production.
- ➡ L'huile de palme : avec près de 400 000 T/an, la Côte d'Ivoire se place au 2^{ème} rang des producteurs africains.
Le contexte : forte hausse de la consommation.
Le développement de cette production inquiète du fait de son impact environnemental (forte pression au défrichage) ;
Leader : le groupe SIFCA avec plus de 60% de part de marché (oléine vrac et huile de table)
 - PALMCI, filiale depuis 2008 ; 39 000 ha de plantations de palmiers à huile et encadrement de 27 000 planteurs sur 133 000 ha ;
 - SANIA, autre filiale, spécialisée dans le raffinage et la commercialisation d'huile de palme ~250 000 T/an et de margarine ;
 - A noter la JV NAUVU/SIFCA avec reprise des outils d'UNILEVER et de l'ex-COSMIVOIRE. Cf schéma ci-après.
 Il convient de signaler que l'AFD, par sa filiale PROPARCO, appuie financièrement ce secteur via des prêts à long terme à PALMCI ainsi qu'à GREL, sa société sœur au Ghana.
- ➡ Enfin « l'or blanc » pour lequel la Côte d'Ivoire est moins connue mais qui fait l'objet d'une relance récente.
Avec 340 000 T de coton en 2016/17, le pays se classe certes loin derrière le Mali et le Burkina, mais la production a pratiquement doublé en 3 ans, suite à la revalorisation des prix aux producteurs et une politique publique de relance de cette culture annuelle avec annonce d'un budget alloué de 7 milliards FCFA (~ 10,7 M EUR) en appui aux quelque 97 000 producteurs ivoiriens concernés.



1.3 Focus banane

La Côte d'Ivoire est le 1^{er} producteur africain de bananes avec 350 000 T en 2016. Elle a engagé un plan de relance en vue de doubler sa production d'ici 2020.

Cette filière « banane dessert » connaît plusieurs développements.

En juin 2016, l'Union Européenne lui accorde 3,6 milliards FCFA, soit 5,5 M EUR sous forme de don.

- ➡ Un financement qui s'inscrit dans un programme de mesures d'appui à la filière lancé en 2013 (MAB)
- ➡ Plusieurs volets d'amélioration dont l'impact environnemental (compostage, gestion des déchets et effluents, maîtrise des traitements phytosanitaires), la qualité de vie des travailleurs, la mise en place de normes de qualité au service d'une image de qualité pour la banane ivoirienne, le développement des marchés local et sous-régional, ...

Un nouvel acteur s'implante : BANACI

« Résultat du lobbying européen pour que les Antillais délocalisent une partie de leur production ».

- ➡ Actionnaires antillais.
- ➡ 1^{ère} plantation en 2013 ; 4 plantations (4 sociétés distinctes) : 2 de 1 000 ha (soit 700 ha en production), une 3^{ème} de 100 ha en bio et une 4^{ème} en cours de plantation en conventionnel.
- ➡ Marché local négligeable, 85-90% CA à l'export dont un peu en sous-région : Mali, Burkina et Niger

Mais la Côte d'Ivoire, c'est avant tout l'un des territoires de la COMPAGNIE FRUITIERE pour la banane et l'ananas, avec près de 4 000 ha

- ➡ Si en Côte d'Ivoire, les plantations restent menées en mode conventionnel, la COMPAGNIE FRUITIERE s'oriente, au Ghana, vers la production bio. Cf étude Ghana et page suivante.
- ➡ De l'ordre de 50-70% de la production ivoirienne de bananes.

Toute nouvelle plantation suppose des investissements importants ~ 12-15 M EUR/1 000 ha, des équipements en amont : pour le travail du sol, le drainage et l'irrigation, plus équipements spécifiques (mais non français pour ces derniers, cableway notamment), des vitroplants, le choix de cultures de rotation, et en aval, tous les équipements de station fruitière.

Et des perspectives à terme pour :

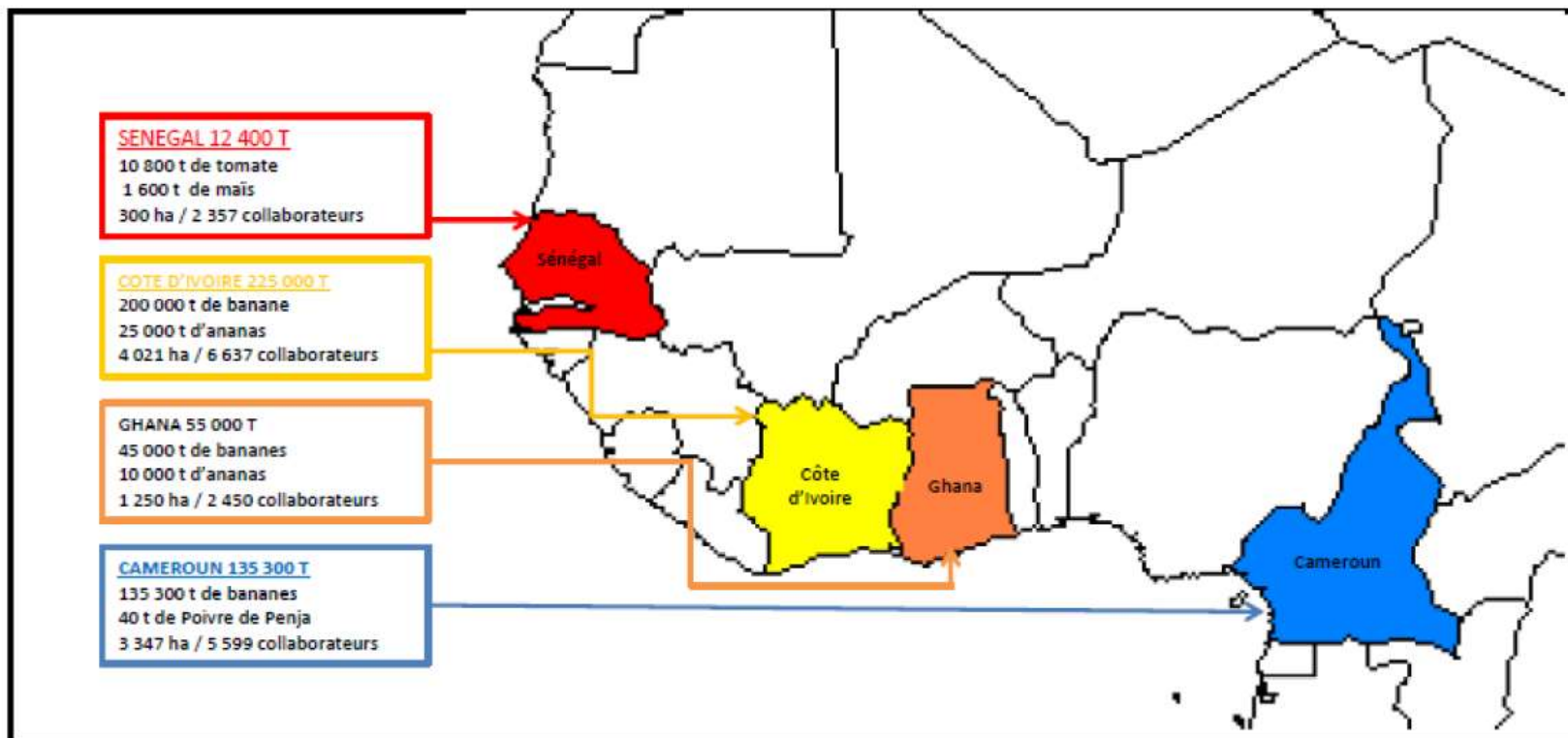
- ➡ De nouvelles technologies : stations météo, surveillance et monitoring des plantations à distance, systèmes de fertigation, etc.

Mais une incertitude : l'accès au foncier rural, loin d'être sécurisé pour les investisseurs.

Rapport d'activité 2014 COMPAGNIE FRUITIERE

Des investissements importants et une amélioration des itinéraires techniques agricoles ont permis d'accroître régulièrement la production de fruits qui dépasse aujourd'hui 200 000 tonnes par an. Bananes et ananas sont cultivés sur une vingtaine de sites dans le pays couvrant au total près de 3 800 hectares.

A Abidjan, la Compagnie Fruitière a construit l'unique laboratoire de vitroplants de bananes et d'ananas du continent africain. Ces vitroplants sont garantis sans OGM et permettent de mettre en culture des plants sains et de grande qualité dans toutes les plantations du groupe.



Dynamique du marché agroalimentaire ivoirien



Quai fruitier
au port autonome
d'Abidjan pour
effectuer les
activités de
consignation,
manutention et
transit.

1.4 Focus riz et maïs

Au rang des grandes cultures et cultures dites vivrières : le riz, le maïs, le soja, le manioc, la banane plantain, le mil,...

Le riz est une des productions majeures de la Côte d'Ivoire et un aliment de base pour la majorité de la population

Le pays nourrit toujours le projet d'être « autosuffisant » en cette denrée stratégique.

- ➔ Production 2015 ~2,15 M T de riz paddy, soit près de 1,4M T de riz blanc, production qui ne couvre que 50% environ de la consommation (1,3 M T en 2016 de source officielle) ;
 - riziculture irriguée ~ 13% des superficies et ~ 15% de la production ;
 - riziculture inondée ~ 2% des superficies et ~ 5% de la production ;
 - riziculture pluviale ~ 85% des superficies et ~ 80% de la production.
- ➔ Importations massives de plus de 1M T riz/an (1,4 M T en 2016).
- ➔ L'Office national de développement de la riziculture (ONDR) est en charge du développement de cette culture : il s'agit de valoriser un climat favorable et un potentiel considérable de terres adaptées à cette culture (bas-fonds et plaines).

Le potentiel « maïs » est quant à lui loin d'être exploité

En l'absence de statistiques, l'ampleur de la culture du maïs est à l'heure actuelle mal connue. Elle est estimée à environ 60 000 ha. Elle semble marginalisée malgré ses atouts de rentabilité et ses multiples applications.

Cette filière n'a suscité jusqu'à présent que très peu d'actions concrètes d'aide de l'Etat.

- ➔ Superficie en maïs en hausse : +15% en 2017 par rapport à 2016.
- Le maïs grain a deux destinations « concurrentes » en Côte d'Ivoire, l'alimentation animale + brasserie mais aussi l'alimentation humaine dans le nord du pays ;
- ➔ Très forte demande du secteur avicole ; 2 acteurs de l'aviculture investisseurs potentiels dans la filière maïs : SIPRA et FOANI
- ➔ Le brasseur SOLIBRA communique largement sur son implication dans le développement de la filière maïs locale ;
- ➔ Un groupe de maïsiculteurs dynamiques tentent de mobiliser les agriculteurs autour d'une Fédération des maïsiculteurs de Côte d'Ivoire (FEMACI – 15 unions régionales, 25 900 agriculteurs) ; très forte demande de leur part pour des transferts de technologies et un appui à l'organisation de leur filière ; il s'agit « d'élever l'économie maïsicole aux côtés des économies du binôme café-cacao, du palmier à huile, de l'hévéa, du secteur des productions animales et Halieutiques » ;
- ➔ Filière vivrière stratégique qui peut trouver appui dans le secteur privé : fournisseurs de semences et d'intrants, industrie de l'alimentation animale, industrie brassicole.

C'est une culture rentable sous réserve de sa « professionnalisation » selon la FEMACI.

Les atouts:

- ➔ Disponibilités en eau : 1000-1200 mm ;
- ➔ Qualité du sol adaptée ;
- ➔ Potentiel de 2 cultures/an ;
- ➔ Durée de végétation de 65-75 jours à 90-105 jours ;
- ➔ Culture de rotation par excellence (coton, arachide, niébé, bananier également, ...) ; rarement en tête de rotation !
- ➔ Performances : 5-7 T/ha chez les gros agriculteurs (20-50 ha et plus ; avec hybrides) et 3-4 T/ha chez les petits paysans.

Les besoins :

- ➔ Accès aux intrants basiques : à commencer par des semences de qualité, en l'absence de véritable filière semences de maïs en Côte d'Ivoire. Pour référence :
 - Semences améliorées composites à 600-700 FCFA/kg ;
 - Hybrides à 2800-3000 FCFA/kg, hors de portée des petits paysans compte tenu de leurs rendements de 3-5 T/ha ;
- ➔ Constitution de groupements pour le machinisme agricole (~ CUMA) : tracteurs de 95-120 CV, outils tractés – charrues, romplow et pulvérisateurs -, remorques de 5-8 T, petites moissonneuses batteuses, séchoirs à maïs, équipements de stockage intermédiaire, véhicule dédié au transport du maïs (5-10 T) ;
- ➔ Accès à des financements (lignes de crédit adaptées à l'agriculture).

La culture du soja devrait se développer à court terme.

Le savoir faire étranger sera sollicité pour cette culture comme pour d'autres légumineuses.

- ➔ Perspectives pour de la génétique adaptée et des équipements agricoles.

FEMACI

A l'horizon 2020, la FEMACI envisage 800.000 Ha d'emblavement.

Objectif de production : 4.000.000 T, soit 5 T/Ha

Création de 600.000 emplois directs ou indirects

Création de 3 centres de séchage/stockage (25.000 T/unité)

Gain de valeur ajoutée via la transformation (micro meuneries).

Des projets à suivre en matière de culture du maïs

Un investisseur potentiel majeur en grandes culture : le groupe SIPRA

Un projet d'ampleur à signaler :

- ➡ Production intégrée de maïs

Il s'agit d'un projet « ouvert », le groupe SIPRA n'a pas arrêté sa stratégie !

SIPRA est un groupe déjà partenaire de plusieurs entreprises française (équipements et savoir-faire)

La référence étant pour le cœur de métier du groupe : INVIVO : « partenaire technique de longue date et d'excellence »

En ligne de mire du groupe : le potentiel aquacole non exploité de la Côte d'Ivoire.

- ➡ Secteur actuellement non mature ;
- ➡ Promoteur potentiel de la filière en qualité d'interface entre éventuels investisseurs et PP. et co-investisseur.

SIPRA

Stratégie de développement :
au-delà du leadership en aviculture, construire un groupe agro-alimentaire de référence diversifié, non exclusivement dédié aux volailles de chair, œufs, alimentation animale.

Projet de production intégrée de maïs grain à grande échelle : « priorité des priorités »

Modèle et stratégie à définir :
Equipements en propre ou en location ?
Conduite de la culture sous irrigation ?
Choix des variétés ?
Choix de l'assistance technique ?

Pilote du projet : Sylvain GOTTA, DG de SIPRA

1.5 Focus Machinisme agricole

Un marché qualifié de « très déprimé »

Globalement, c'est un marché de prix qui se tourne de plus en plus vers des machines d'occasion

Les sociétés agro-industrielles sont les seules à s'équiper.

- ➡ Marché évalué à quelque 200 nouveaux tracteurs/an ;
- ➡ En riziculture : tracteurs et équipements chinois ;
- ➡ Autres grandes cultures (maïs, soja, ...) : des projets d'investissement ;
- ➡ Canne à sucre : marché « *plutôt porteur* » pour le machinisme de qualité ;
Cas de SUCAF : 15-20 tracteurs neufs/an, toutes cylindrées confondues ;
- ➡ Palmier à huile : marché « *plutôt porteur* » ;
- ➡ Plantations de bananes : marché « *porteur* ».



TRACTEURS

➔ Cœur de gamme : 80 CV

➔ Bananeraies : 110 CV

➔ Travaux intermédiaires : 80-90 CV

➔ Travail du sol, labour : 120-130 CV

Seule piste particulière évoquée lors de l'enquête : demande pour des remorques de qualité.

La mécanisation agricole serait un thème prioritaire pour le Conseil d'Etat.

Une priorité : la création de centres de montage/réparation de machinisme agricole et formation/accompagnement à la mécanisation.

Côte d'Ivoire :

Environ 5 M de producteurs agricoles pratiquant une agriculture traditionnelle (maraîchage, cultures extensives sur brûlis, riziculture pluviale, etc.)

Sur de petites surfaces agricoles < 3 ha

Outils agricoles rudimentaires

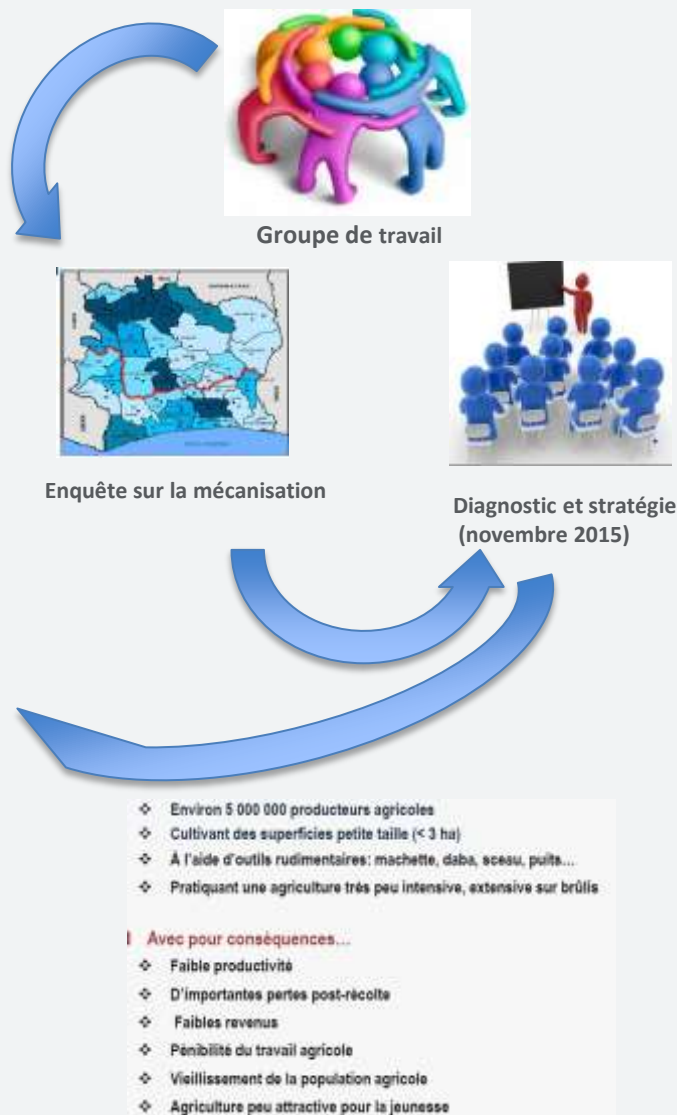
Population agricole pauvre, vieillissante

Ministère de l'Agriculture Service le l'hydraulique et de la Mécanisation agricole

Réflexion et travaux menés avec l'appui
de la JICA (Diagnostic et stratégie - novembre 2015)

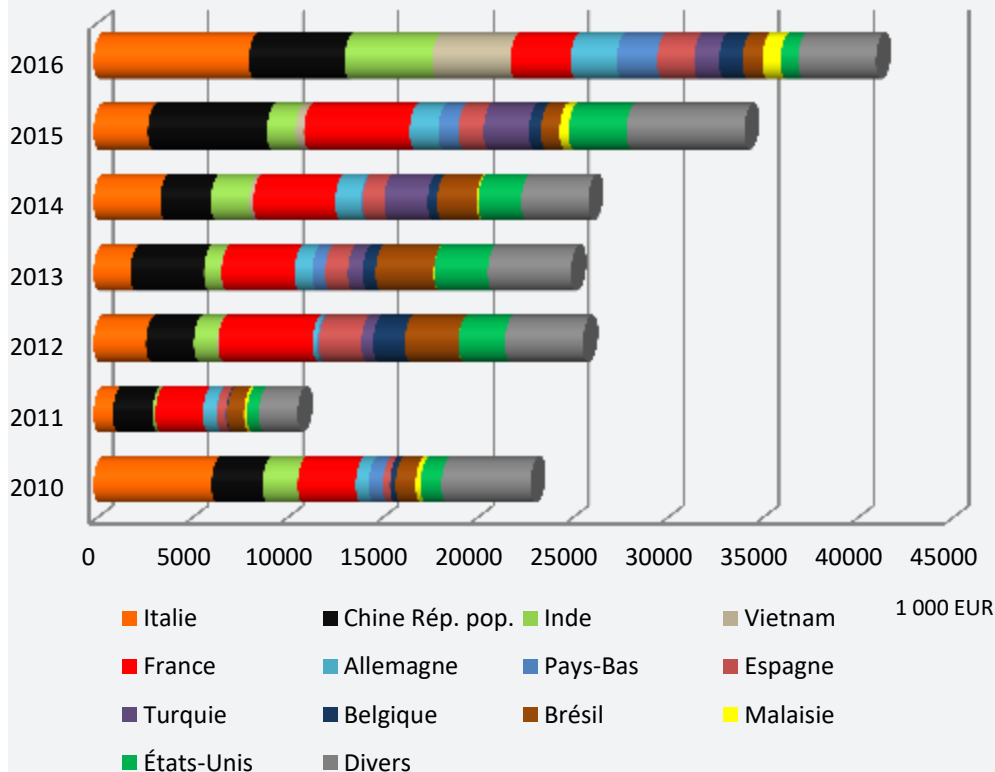
BREVE PRESENTATION DE LA STRATEGIE

N°	Projets	Montant (F CFA)
1	Projet d'appui à la mécanisation de la culture maraîchère à Marabadiassa	595 430 000
2	Projet d'appui à la mécanisation de la riziculture irriguée à Sakassou et M'bahakro	459 800 000
3	Projet d'Appui à la Recherche/Développement des cultures de plantes à Tubercules	421 300 000
4	Projet d'Appui à la mécanisation de la culture du maïs	559 900 000
5	Projet d'amélioration du cadre réglementaire et organisationnel de la mécanisation agricole	75 900 000
6	Projet de mise en place d'un centre de formation d'excellence en mécanisation agricole	2 600 400 000
7	Projet de promotion de la culture attelée dans la Région de la Marahoué	625 900 000
Total		5 338 630 000



Evolution des importations ivoiriennes de machinisme agricole

(Source : COMTRADE, selon douanes ivoiriennes)



Montant total 2016 : 41 millions EUR, un montant relativement faible mais en hausse

Dont principaux postes :

- ➔ Tracteurs ((870190) : 5,7 M EUR
- ➔ Equipements agri/horticoles (842481) : 6,4 M EUR
- ➔ Machines de manutention (8428) : 4,3 M EUR
- ➔ Equipements de travail du sol (8432): 3,5 M EUR
- ➔ Equipements de nettoyage des semences et grains (8437) : 15,6 M EUR
- ➔ Equipements avicoles, incubateurs (8436) : 2,5 M EUR
- ➔ Equipement de traite (8434) : 1,1 M EUR
- ➔ Equipements de récolte (8433) : 1 M EUR

Les pays fournisseurs leaders :

- ➔ Italie avec 20%
- ➔ Chine avec 12%
- ➔ Inde avec 11%
- ➔ Vietnam avec 10%
- ➔ France avec 8%
- ➔ Allemagne avec 6%

PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE (PNIA)

Priorités 2016 - 2020



BILAN PNIA 2012 – 2016

**61% des financements émanent
des bailleurs**



BILAN

Investissements ~ 1 294 milliards FCFA (€ 1,9 milliard)
mobilisés sur un total de 2 040 milliards FCFA, soit
63,4% du budget prévu (PNIA 2012-2016).

Origine des fonds mobilisés :

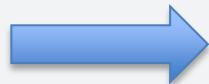
- Bailleurs ("partenaires techniques et financiers") : 61,1%
- Secteur privé : 21,7%
- Etat : 17,2%

PNIA - Nouvelles actions prioritaires en 2016-2020

Mds FCFA	
Accélération de la transformation par l'accès au fond enclave	
Accélération valorisation noix de cajou	16 Mds en 2016 sur total 120 Mds
Mécanisation agricole	2,1
Projet soja	7
Projet agriculture péri-urbaine	5
Aménagement et mise en valeur des bas-fonds	5
Construction de 5 centres de formation professionnelle intégrée	50
Mise en œuvre de la loi sur le foncier rural	26,8
Création bourse matières premières	3
Promotion agriculture sous-contrat	6,5
Mise en œuvre de la loi d'orientation agricole	
Structuration des filières en interprofessions	
Mise en place de l'agence de sécurité sanitaire des aliments	
Recadrage de la SNDR pour des résultats rapides et durables	
Réforme des filières palmier et hévéa	
Consolidation de la réforme des filières coton et anacarde	
Consolidation de la réforme du C-C (renforcement de la gouvernance, modernisation de la production, amélioration du taux de transformation du cacao, maîtrise du marché	

Source : Ministère de l'Agriculture et du développement rural, janvier 2016

1.6 Enjeu majeur : le développement de l'élevage



Plan stratégique de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (PSDEPA) 2014-2020

L'élevage de type traditionnel domine, dans toutes les catégories, y compris l'aviculture.

- Forte dépendance de la Côte d'Ivoire à l'égard des importations de viandes

- Idem pour les produits laitiers : dépendance à hauteur de plus de 80%.

- ➔ Accès difficile au foncier et sans garantie (peu de terres titrées) ;
- ➔ Problème de gestion des ressources fourragères dans les espaces pastoraux ;
- ➔ Accès difficile aux intrants et coût élevé (cas des aliments du bétail) ;
- ➔ Pression sanitaire particulièrement forte du fait du climat et des mouvements d'animaux : épizooties et risque d'émergence de nouvelles maladies ;
- ➔ Infrastructures obsolètes ;
- ➔ Freins aux investissements et absence de culture du long terme (peu de motivation à investir dans des bâtiments d'élevage par exemple) ;
- ➔ Déficit en compétences, problème de la valeur des diplômes ; manque total de techniciens ;
- ➔ Problème d'accès au financement.

Ce bond de la production avicole ivoirienne correspond, en effet, à une place à prendre sur le marché. En effet, en 2011, le pays importait 83% de ses besoins en lait et produits laitiers, 58% en viande bovine, 32% en viande de petits ruminants et 46% en viande porcine. Pour renforcer la tendance et la structurer, le gouvernement a élaboré un Plan stratégique de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (PSDEPA) 2014-2020. Une filière qui comptait déjà, en 2015, 30 millions de volailles, 15 000 emplois directs ou indirects et générait un chiffre d'affaires annuel de FCFA 40 milliards (environ € 61 millions).

Plan stratégique de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (PSDEPA) 2014-2020

Tableau 3 : Evolution des taux de couverture des besoins en viandes et abats par espèce à l'horizon 2020 (scénario 1)

Filières	2012			2020			Quantité viandes et abats
	Quantité (t)	%	Taux de couverture	Quantité (t)	%	Taux de couverture	
Bovins	32 021,35	32,95	8,79	37 518,12	15,19	5,31	5 496,77
Petits ruminants	13 330,04	13,72	3,66	15 618,27	6,32	2,21	2 288,23
Porcs	9 006,07	9,27	2,47	10 785,12	4,37	1,53	1 779,05
Volailles	42 821,74	44,06	11,76	183 065,81	74,12	25,93	140 244,07
TOTAL Viandes Produites	97 179,20	100,00	26,69	246 987,32	100,00	34,99	149 808,11
Total viandes Consommées	364 122,01			705 925,77			

Tableau 14 : Estimation de la contribution de l'aquaculture à la satisfaction des besoins nationaux en produits halieutiques aux horizons 2015 et 2020 (Scénario 1)

	2007	2015	2020
Objectifs Aquaculture (tonnes)	1290	9 523	33 221
Importation (tonnes)	220 000	277 000	283 000
Total disponible (tonnes)	272 282	375 000	420 000
Contribution de l'aquaculture	0,47	2,54	7,91

Plan stratégique de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (PSDEPA) 2014-2020

Tableau 4 : Evolution des taux de couvertures des besoins en viandes et abats par espèce à l'horizon 2020 (Scénario 2)

Filières	2012			2020			Quantité viandes et abats
	Quantité (t)	%	Taux de couverture	Quantité (t)	%	Taux de couverture	
Bovins	32 021,35	32,95	8,79	55 888,80	12,85	7,92	23 867,45
Petits ruminants	13 330,04	13,72	3,66	23 279,75	5,35	3,30	9 949,70
Porcs	9 006,07	9,27	2,47	60 861,29	13,99	8,62	51 855,22
Volailles	42 821,74	44,06	11,76	294 953,03	67,81	41,78	252 131,29
TOTAL Viandes Produites	97 179,20	100	26,69	434 982,87	100	61,62	337 803,67
Total viandes Consommées	364 122,01			705 925,77			

Tableau 15 : Estimation de la contribution de l'aquaculture à la satisfaction des besoins nationaux en produits halieutiques aux horizons 2015 et 2020 (Scénario 2)

	2007	2015	2020
Objectifs Aquaculture (tonnes)	1290	18 670	200 000
Importation (tonnes)	220 000	277 000	283 000
Total disponible (tonnes)	272 282	375 000	420 000
Contribution de l'aquaculture	0,47	4,98	47,62

1.7 Focus élevage laitier

La Côte d'Ivoire dépend largement des importations de produits laitiers, pour plus de 80% de son approvisionnement

La production locale est loin d'être négligeable mais, en l'absence de collecte organisée avec contrôle de qualité, à l'exception de NOUVELLE NORMANDIA en production intégrée, le lait est autoconsommé ou vendu localement sous formes de produits artisanaux .

➔ Laits caillés traditionnel et yaourts

Hormis les pays du Sahel (forte tradition d'élevage bovin mais avant tout tournée vers la viande), du nord-est et du sud du continent africain, la production laitière est marginale.

La production laitière ivoirienne : 32-35 000 T (sous réserves)

- ➔ Elevages traditionnels en extensif, élevages peuls en large part ; élevage de faible productivité ~1-2L/VL/j et moins de 200 L/lactation ;
- ➔ Elevage moderne ~15% production.

Le potentiel fourrager n'est pas en cause, tant en pâturages artificiels (possibilité de 2 cultures de maïs /an) que naturels (panicum et penisetum de bonne valeur fourragère).

Il existe un potentiel d'éleveurs (y compris de taille commerciale ~ 100-200 têtes) mais sans volonté et structures publiques d'accompagnement, aucun développement de la filière n'est possible.

OPPORTUNITES

- Volonté publique de développement du secteur bovin lait et viande
- Filière viandes de ruminants : relance du projet d'abattoir à Abidjan
- Partenariat recherché (transfert de technologies et financement) par NORMANDIA

HANDICAPS

- Filière lait : de multiples handicaps à surmonter compte tenu des conditions climatiques et de l'accès problématique au foncier et aux financements.
- Problème d'accessibilité au matériel d'élevage (matériel de traite par ex.) en termes de maintenance et de disponibilité et coût des pièces de rechange

Seul ou presque à pouvoir valoriser sa qualité de transformateur de lait local en grande distribution et restauration de luxe : N. NORMANDIA

C'est un des modèles qui peut se développer en Afrique sub-saharienne : la ferme- laiterie.

En l'occurrence, les vaches laitières proviennent de quatre races (Holstein, Montbéliarde, Abondance, Normande) en croisement ou non avec la race locale.

- ➔ Au groupe EXAT depuis 2005 (EXAT, NOUVELLE NORMANDIA, SICS) ;
- ➔ 110 têtes dont un cinquantaine de vaches laitières dont les 2/3 en lactation ;
- ➔ Collecte également auprès d'éleveurs encadrés par la société ;
- ➔ Laiterie traitant entre 400 à 500 L lait/j : principalement yaourts, y compris yaourts à boire, sous divers formats ; également lait de consommation (sur commande), crème fraîche, fromage blanc, lait caillé et tome ;
- ➔ 22 magasins dans le pays dont 12 à Abidjan (boutiques LE TERROIR du groupe EXAT) ;
- ➔ Produits distribués principalement en hôtellerie restauration de luxe et en GMS ;
- ➔ Sa cible de clientèle : expatriés et touristes ainsi que CSP++ ivoirienne.



Cet exemple est instructif. L'avenir de cet élevage transformateur passe nécessairement par une augmentation de sa capacité et une relocalisation du fait de la pression foncière en banlieue d'Abidjan.

La demande augmente sans que la société puisse fournir, son réseau de distribution est bien établi et sa notoriété également. Elle pourrait largement multiplier sa production par 10 sans pour autant satisfaire la demande.

La société est à la recherche d'un partenaire, à la fois co-investisseur et partenaire technique.

Le marché ivoirien de la viande bovine est dépendant des importations à hauteur de 90% environ.

Cette trop « grande dépendance du pays en matière de protéines animales » est déplorée.

Un constat en demi teinte : « un secteur qui va bien finir par se développer »

En guise d'illustration, un projet d'abattoir moderne.

- ➔ Projet d'Anyama (Abidjan), en phase d'examen de l'étude de faisabilité : complexe abattoir/marché aux bestiaux ;
- ➔ Autorité contractante: ministère des Ressources animales et halieutiques ;
- ➔ Bureau d'études ivoirien : BNETD.

A noter le travail du groupe CFAO pour appuyer des éleveurs locaux et sécuriser l'approvisionnement en viandes locales des établissements CARREFOUR en Côte d'Ivoire.

- ➔ Cas par exemple de la viande bovine et de la volaille.



Plusieurs fermes d'engraissement seraient opérationnelles ou en cours de montage sous assistance technique française (amélioration génétique – croisements Zébu/N'Dama ou Montbéliarde ou Abondance -, insémination artificielle, nutrition animale, etc.).

PROJET D'ABATTOIR A ABIDJAN

De nouveau à l'ordre du jour, ce projet vise à regrouper les activités de commercialisation et d'abattage du bétail de la ville d'Abidjan et de ses banlieues au niveau d'un centre unique, localisé en périphérie urbaine, dans la commune d'Anyama, à 28 km au nord d'Abidjan.

- ➔ Construction d'un complexe abattoir-marché à bétail d'une capacité d'abattage de 745 bovins/jour et 425 petits ruminants/jour
- ➔ Sur une superficie de 41 ha + zone de pâturage de 187 ha pour accueillir les animaux en transit.
- ➔ Coût estimé : 21 200 M FCFA, soit 32,3 M EUR.
- ➔ Partenariat Public privé ; investissement privé avec contrat de type BOT.



1.8 Focus aviculture

L'aviculture ivoirienne n'est pas aussi développée qu'on pourrait s'y attendre.

La production de l'aviculture commerciale (« aviculture moderne »), sous toutes réserves :

- ➔ Poulet de chair : 38 000 TEC en 2016 et poule de réforme : 8 000 T ;
- ➔ Œufs : 1,6 milliard d'unités en 2016.

De source officielle pour 2016, les mises en place s'élèveraient à environ 35 M poussins de chair et 6,8 poussins de ponte (aviculture commerciale).

Le prix moyen à la production en 2016 :

- ➔ Poulet de chair ~ 1400 FCFA/kg PV (2,10 EUR)/kg PV ;
- ➔ Œufs ~ 1 830 FCFA/plateau (2,80 EUR/30 œufs).

Le groupe HUBBARD-ISA est naturellement très présent sur le marché ivoirien de la génétique. La concurrence s'exprime néanmoins ; ont été signalées, entre autres, les souches Cobb 500 en chair et Bovans brown en ponte.

A noter le partenariat de longue date entre SIPRA et NEOVIA au service de la filière avicole ivoirienne via l'alimentation animale et le partenariat HUBBARD ISA et SIPRA en matière de génétique.

La consommation est très difficile à estimer en l'absence de statistiques de production fiables. Selon l'IPRAVI, hors productions familiales :

- ➔ Volaille de chair (« d'élevage moderne ») y compris import ~2 kg/hab./an ;
- ➔ Œufs (« d'élevage moderne ») : 68 œufs/hab./an.

OPPORTUNITES

- Contexte de volonté publique de relance de l'aviculture
- Fortes attentes des aviculteurs et développement (« professionnalisation ») en cours de l'aviculture commerciale
- Marché pour des équipements d'accoupage d'occasion : incubateurs et éclosiers
- Opportunités à terme pour la conception de bâtiments d'élevage performants (mauvaise qualité générale, problèmes d'hygiène et de vide sanitaire) ; marché mûr des intégrateurs : bâtiments et équipements, ventilation dynamique.
- Opportunité de développement de la filière lapin

HANDICAPS

- Accès problématique aux lignes de financements.
- Disponibilités aléatoires en poussins d'1 jour.
- Déficit récurrent en maïs grain, en quantité et qualité (concurrence de l'alimentation humaine).
- Coût de l'énergie, plus accès et disponibilités aléatoires.
- Concurrence des volailles d'importation : Brésil et potentiellement Maroc

En élevage avicole comme dans les autres élevages, les acteurs renâclent encore à investir dans des bâtiments plus performants et dans l'assistance technique ; ils n'ont pas la culture du long terme.

La production commerciale reste, en large part, de type traditionnel en termes de bâtiments et d'équipements..

- ➡ En poulet de chair : sont considérés comme « de grande taille » des élevages à partir de 10 000 places ;
 - Eleveurs indépendants : max 20 000 places/bande ;
 - Ateliers des intégrateurs : 60 000 places et davantage ;
- ➡ En ponte : sont considérés comme « de grande taille » des élevages à partir de 5 000 pondeuses ;
 - Le plus gros élevage : 250 000 pondeuses.

Deux acteurs majeurs : SIPRA et FOANI (cf synthèses ci-après) et des acteurs de plus petite taille tels que IVEPO, lequel investit actuellement dans l'élevage porcin, PROVETO et la société familiale FACI pour ses ateliers de reproduction chair.

- ➡ Principaux groupes avicoles :
 - N°1 : SIPRA (avec IVOIRE POUSSIN comme filiale d'accoupage) ;
 - N°2 : FOANI SERVICES ;
 - N°3 : FACI.

La « *professionnalisation de la filière est en cours* » mais c'est un cap à franchir, difficile à négocier pour l'aviculture ivoirienne.

La mise en place de bâtiments fermés, sous contrôle d'ambiance, représente un investissement important, et nécessite une technicité adaptée, une bonne maintenance et naturellement la sécurisation et la maîtrise de l'énergie (générateurs)

- ➡ Seules réalisations de ce type à l'actif du groupe SIPRA.

Selon l'association professionnelle avicole IPRAVI, la modernisation des ateliers est indispensable à l'amélioration de la productivité, comme la formation des éleveurs (quasi absente à l'heure actuelle) ; et la déception est grande concernant l'appui public au financement de la filière avicole (absence de lignes de crédit adaptées aux éleveurs).

Le MIRAH (Ministère des Ressources animales et halieutiques) vient de lancer la mise en place de 7 abattoirs avicoles dans le pays pour développer la filière et améliorer les conditions sanitaires ; il est question d'interdire la vente d'animaux vivants et l'abattage traditionnel sur les marchés pour lutter contre la grippe aviaire.

Les pathologies les plus fréquentes : maladie de Gumboro, maladie de Newcastle et coccidiose aviaire. A noter l'épizootie de l'Influenza aviaire hautement pathogène, apparue officiellement en Côte d'Ivoire en février 2006 et en résurgence en 2015 et 2016.

➡ Laboratoires français présents en Côte d'Ivoire et au fait de la situation réelle.

Les prix de marché du poulet de chair :

- ➡ Prix sur les marchés ~ 1 300-2 000 FCFA/kg vif, soit 2 à 3 EUR/kg ;
- ➡ Prix moyen autour de 1 800 FCFA/tête pour un coût de production de l'ordre de 1600-1700 FCFA/tête chez les éleveurs indépendants et moins de 1600 chez les intégrateurs, selon IPRAVI.

Volailles marginales :

- ➡ Pintade : marché de niche ;
- ➡ Dinde : idem ;
- ➡ Caille : idem, filière artisanale exclusivement, œufs et viande.

Cas particulier de l'élevage de lapin

La SIPRA est l'acteur le plus impliqué pour soutenir ce secteur

- ➡ Via la production d'aliments spécifiques et la vulgarisation technique associée ;
- ➡ Auprès d'éleveurs de lapins de son réseau d'aviculteurs COQIVOIRE.

La viande de lapin est appréciée ; elle trouve en outre un marché de niche en restauration.

C'est un élevage artisanal aux équipements basiques mais qui pourrait, à terme, évoluer vers des ateliers semi-artisanaux, avec systèmes d'abreuvoirs, etc.

L'accès problématique aux crédits est un frein majeur.

Il existe au moins un élevage investissant dans des parentaux : la Société Agropastorale de Lamé.

IVOIRE POUSSINS

→ 20 M poussins/mois



IVOGRAIN

→ 150 000 T d'aliments
composés



COQIVOIRE

→ 30 000 poulets de chair/jour
15% commercialisés sous
forme de découpes

→ 50 M œufs/an



CA 2016 : 70 milliards FCFA
~ 106,4 M EUR
1350 employés

SIPRA

Leader de l'aviculture ivoirienne : accoupage, nutrition
animale, production de viande et transformation

Origine : 1976

Son PDG, J.M. Ackah, est à la tête du patronat ivoirien depuis
2016

IVOIRE POUSSINS

IVOGRAIN

COQIVOIRE

+ Chaîne de restauration rapide TWEAT

Filiale au Burkina : SOLUPRA (projet couvoirs + fermes de
reproduction + usine d'aliments du bétail)

Système SIPRA : suivi technique des éleveurs intégrés

Nouveau système de financement mis en place : convention signée
avec la banque ivoirienne BICICI : lignes de crédit sur 6 ans,
jusqu'à 250 M FCFA (~380 000 EUR) pour la construction de
bâtiments d'élevage, achat d'équipements et matériels.



FOANI SERVICES

Société familiale d'envergure
Au rang des intégrateurs leaders
Installations principales à proximité de la frontière avec le Ghana
Activité mal connue

Une dizaine de fermes intégrées :
Reproduction
Accoupage – pondeuses et poulets de chair
Œufs et viande
Fabrication d'aliments du bétail
Abattoir



1.9 Focus élevage porcin

Deux types d'élevage cohabitent, l'élevage commercial en ateliers intensifs et l'élevage traditionnel.

En l'absence de statistiques fiables, il est difficile d'en évaluer l'envergure. Les données disponibles sont totalement incohérentes.

Selon enquête :

- ➡ Production commerciale de l'ordre de 9 -10 000 T ;
- ➡ Importations selon les données douanières de l'ordre de 20 000 T en 2016 ;
- ➡ Consommation de l'ordre de 54 000 T/an, compte tenu de la production autoconsommée et des flux d'importation informels.

La coopération française est active dans l'appui à cette filière depuis les années 90.

Mais les années de conflits en Côte d'Ivoire et la peste porcine ont naturellement freiné tout développement de ce secteur.

- ➡ Lancement d'une interprofession porcine avec appui du fonds FIRCA et coopération française en matière d'abattage découpe ;
- ➡ Relance en 2013 avec un protocole d'accord entre la Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC) sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et COOPERL : transferts de technologies en amélioration génétique, santé animale, etc.
- ➡ Nouveau plan de développement 2017/2020 comprenant entre autres la réhabilitation de l'abattoir SIVAC et de sa salle de découpe, et un projet de Maison des Eleveurs.

En dépit des efforts, la filière peine à se développer. Et pourtant, la filière est installée avec des débouchés structurés (charcutiers, bouchers).

L'objectif du Plan de développement de l'élevage 2014-2020 - multiplier la production porcine par 6 à l'horizon 2020 - est irréaliste.

OPPORTUNITES

- Coopération française en soutien à cette filière : point d'ancrage
- Transferts de technologies en bâtiments d'élevage : systèmes simples dans un premier temps
- Equipements d'élevage : idem
- Transferts de technologies en découpe et transformation des viandes : logiques projets de transformation intégrés aux élevages
- Savoir faire en biosécurité
- A terme, méthanisation, traitement des déchets

HANDICAPS

- Importations de viandes porcines : aux importations formelles s'ajoutent des flux frauduleux conséquents
- Eleveurs démunis : accès aux financements problématique
- Déficit crucial en formation

En amont de l'abattoir, le défi est de développer un modèle de naisseurs engraisseurs de 10 – 20 truies, avec fourniture de truies F1 et de verrats, appui financier et formation.

- ➡ Adapter le modèle existant et l'optimiser : bâtiments et équipements simples ;
- ➡ Sensibiliser à la notion de « performances d'élevage », former à la maîtrise des coûts : énergie, alimentation.

Le plus gros élevage est détenu par la société familiale NAWOYA.

- ➡ 1100 truies sur 2 sites ;
- ➡ Naisseur et engraisseur de la totalité des porcelets produits ;
- ➡ Races Landrace, Pietrain, large White et Duroc en croisements double étage ;
- ➡ Porc charcutier type : 85 kg PC à 10 mois ;
- ➡ 2 circuits de commercialisation majeurs : charcutiers et rôtisseuses sur les marchés.

Nécessité pour cette société d'aller vers la valeur ajoutée : projet de fabrication de saucisses, saucissons et jambons.

Les marges des éleveurs sont limitées.

- ➡ Prix de vente du porc charcutier ~1100-1300 FCFA/kg PC, soit environ 1,70-2,00 EUR/kg PC ;
- ➡ Prix de revient ~1000 FCFA/kg PC, soit près de 1 EUR/kg PC.

La prévention et la lutte contre les maladies des animaux et zoonoses est un défi difficile dans toute la région.

Les maladies majeures :

- ➡ La peste porcine, responsable d'une mortalité à grande échelle ;
- ➡ Les parasitoses diverses : ténia, strongyloses, ...

Tout à faire en matière de biosécurité en élevage, une thématique délicate à aborder. Les investissements en ce sens doivent tenir compte du terrain et des compétences disponibles.

Le développement de la distribution moderne incite aux investissements industriels en transformation de la viande.

A ce propos, deux acteurs majeurs en Côte d'Ivoire

- ➡ GID, Groupe Industrie et Distribution « Le Blason » ;
- ➡ SICS, Société Internationale de Charcuterie et de Salaison.

1.10 Focus aquaculture

Le poisson constitue, en Côte d'Ivoire, la première source de protéines animales consommées.

Malgré un potentiel de production locale important, c'est un secteur fortement dépendant des importations ~320 000 T/an

La filière se présente comme suit :

- ➔ Production approximative de 42 000 T (réf 2014) pour plus de 320 000 T d'importations ;
- ➔ Pêche et aquaculture contribuent pour près de 3% PIB agricole et 0,75% PIB global ;
- ➔ Potentiel aquacole considérable selon la FAO :
 - Près de 150 000 ha de lagunes ;
 - 350 000 ha de lacs et bas-fonds propices à l'exploitation aquacole ;
 - Richesse de la faune aquatique.

L'élevage en étang est rudimentaire : aménagement d'une cuvette, apport d'alevins et d'un peu d'aliment (tilapia, silure, hétérotis, mâchoiron, ...).

Il existe des fermes, de faible technicité, produisant en moyenne de 25 à 50T/an.

- ➔ Prix de l'aliment disponible : 1 à 1,5 FCFA/kg ;
- ➔ Coûts de production : de l'ordre de 1000 – 1100 FCFA/kg pour des poissons de 300-350g ;
- ➔ Prix de détail : de l'ordre de 1500 FCFA/kg (jusqu'à 2000 FCFA/kg en haut de gamme).

OPPORTUNITES

- Volonté publique affichée
- Potentiel de production et marché porteur : des co-investisseurs ivoiriens potentiels
- Aquaculture continentale : le prisé « mâchoiron » (~poisson chat) et le tilapia
- Besoins en transfert de technologies : incubateurs, distributeurs d'aliment, toiles fines, froid

HANDICAPS

- Secteur au stade des balbutiements
- Volonté publique affichée mais quasi absence de réalisation
- Activité en permanence exposée à la spéculation foncière
- Autre frein majeur : l'accès aux financements
- Développement insuffisant pour justifier la fabrication locale d'aliments extrudés

Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire a intégré le secteur de la pêche et de l'aquaculture dans son Plan stratégique de développement PSDEPA (2014-2020) pour un montant affiché de 446 973 MRDS FCFA élevage et pêche/aquaculture

Dans les grandes lignes :

- ➔ Réhabilitation et développement d'infrastructures ;
- ➔ Création d'agences « pêche et aquaculture » ;
- ➔ Réduire les importations sous un plafond de 100 000 T/an.

1.11 Focus alimentation animale

Comme relaté précédemment, au sein des focus aviculture et élevage porcin, le savoir faire français est fortement positionné sur le marché de la nutrition animale, un secteur clef pour les filières d'élevage.

Toutes les firmes de service françaises sont présentes.

La fabrication d'aliments composés est dominée par :

- ➡ Le groupe SIPRA, intégrateur avicole leader et également industriel leader de la nutrition animale (IVOGRAIN ~ 420 000 T, sous réserves) ; en partenariat avec un groupe français ;
- ➡ La société FACI, en partenariat avec PROVIMI ;
- ➡ La société FOANI, autre intégrateur avicole.

La gamme :

- Aliments pour volailles (~ 300 000 T) et porcs (Total ~ 400 000 T)
- Compléments pour bovins ;
- Aliments pour poisson ;
- Aliments pour chevaux : marché de niche, 2 ou 3 haras.

Les éleveurs et industriels ont recours à diverses ressources locales, à savoir les sous-produits industriels : dérivés de riz, blé, maïs, tourteaux de coprah et de palmiste, drèches de brasserie.

Industrie exportatrice ?

Des aliments pour bovins seraient exportés vers les Burkina et le Mali (marché de commerçants) où l'élevage est mouvant, spéculatif, en fonction des conditions climatiques et ressources fourragères.

OPPORTUNITES

- Savoir-faire français largement implanté : point d'ancrage pour toutes nouvelles spécialités ?

HANDICAPS

- Une présence française déjà forte tant en matière de transfert de technologies que d'intrants et d'équipements, y compris de laboratoire.
- SIPRA, principal acteur en cours d'investissements affirment ses besoins satisfaits (contrats bouclés) pour les 2 à 3 ans qui viennent.

Evolution des importations ivoiriennes de maïs (Source : GTA, selon douanes de Côte d'Ivoire)

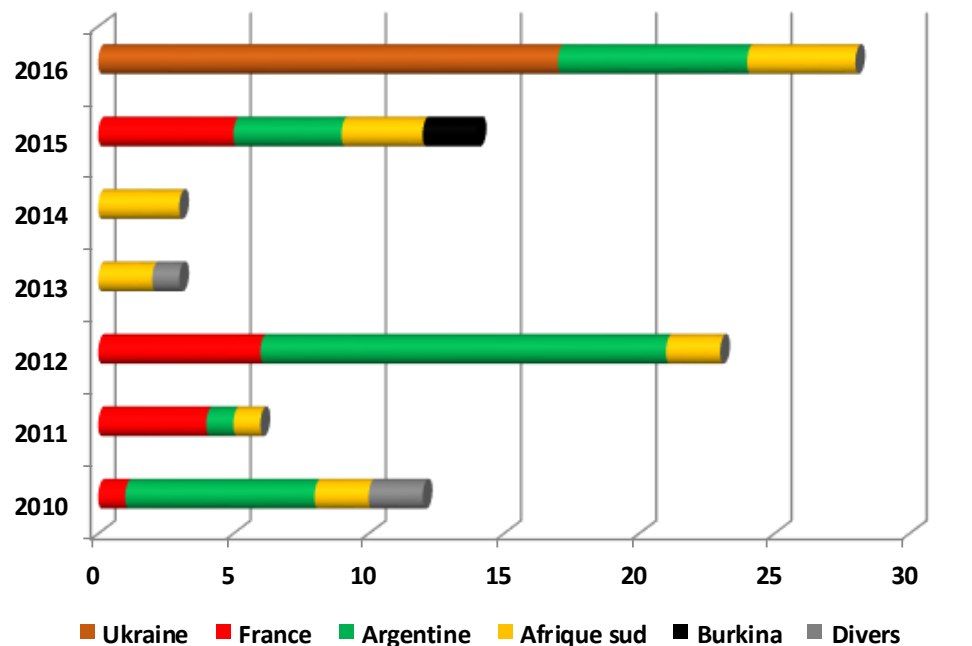
Maïs : 28 200 T en 2016

7,5 M EUR

MAÏS MARCHÉ IVOIRIEN

Montant total 2016 : 7,5 millions EUR

➡ Importations particulièrement fluctuantes



En 1 000 T



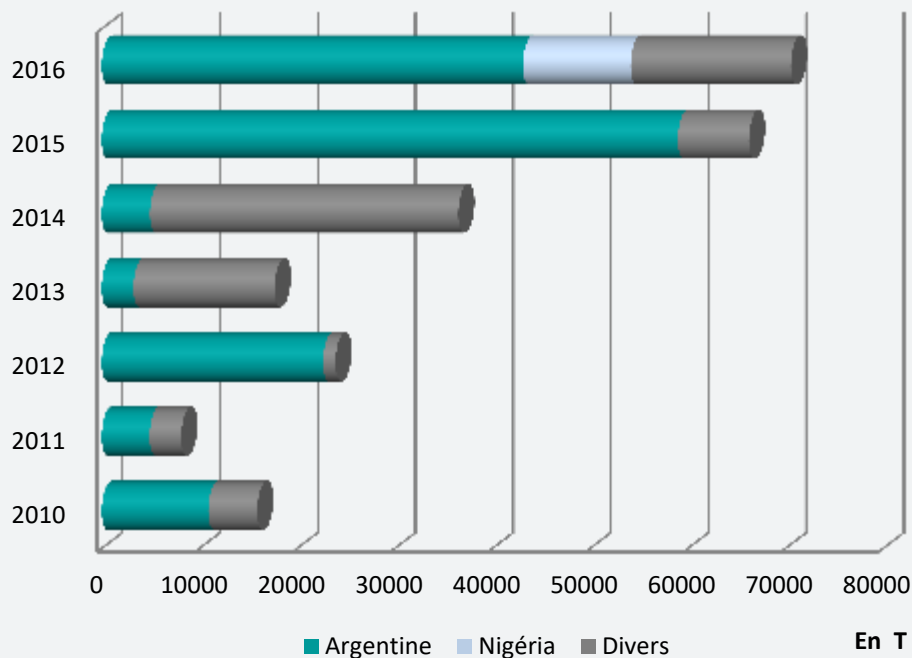
Données similaires selon les douanes des pays exportateurs.

La France : 100 T en 2016, contre plus de 5 000 T en 2015, selon les douanes françaises.

Evolution des importations ivoiriennes de tourteaux (Source : GTA, selon douanes de Côte d'Ivoire)

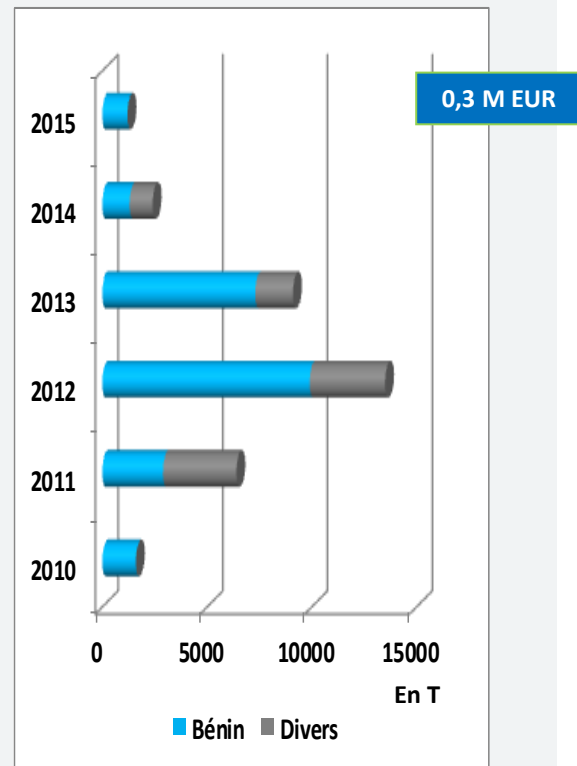
Tourteaux de soja : 000 T en 2016

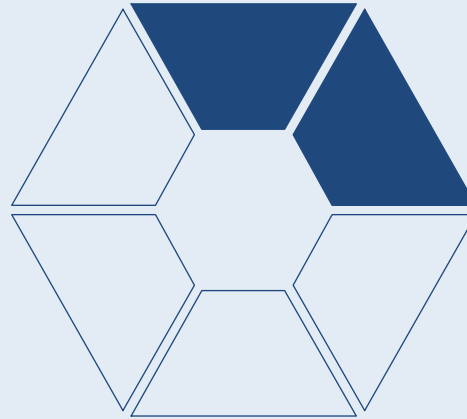
26,3 M EUR



TOURTEAUX D'OLEAGINEUX MARCHÉ IVOIRIEN

Tourteaux autres que soja et
arachide : 1 000T en 2015





Côte d'Ivoire

Envergure agro-industrielle

Opportunités intrants et équipements

2.1 Focus industrie laitière

C'est un secteur concentré en Côte d'Ivoire.

- ➔ NESTLE: gamme « *Cerelac* » ;
- ➔ SAPLED : yaourts « *Princesse* » et jus « *Tampico* » ;
- ➔ EUROLAIT : licence « *Candia* » et « *Yoplait* » ; également implantée au Mali (yaourts et lait stérilisé) ;
- ➔ SAPROLAIT : yaourts « *Vigor* » ;
- ➔ FRIESLAND CAMPINA ;
- ➔ FANMILK (groupe DANONE) : usines en Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Nigéria et projet Mali + centres de distribution au Bénin et Burkina.

Sur le segment du lait de consommation, un leader : EUROLAIT

- ➔ EUROLAIT, partenaire de SODIAAL ;
- ➔ Une position stratégique clef sur le marché du lait de consommation ;
- Seul fabricant local de lait UHT.

Sur le segment des laits concentrés

- ➔ FRIESLAND CAMPINA a racheté fin 2014 l'usine de OLAM de même que le droit d'utiliser la marque « *Pearl* » dans certains pays africains L'usine ex-OLAM fabrique des laits concentrés sucrés et non sucrés à partir de poudres d'importation.
- Montant de l'investissement : 19 M USD .

Des diversification notables

- ➔ EUROLAIT (groupe EUROFIND), franchisé « *Yoplait* » et « *Candia* » : bouillons culinaires depuis 2010.

OPPORTUNITES

- Industrie qui investit, augmente sa capacité, se diversifie (produits laitiers plus élaborés, jus de fruits, nourriture infantile).
- Besoins en transferts de technologies et ressources humaines ; la maintenance des installations est un thème récurrent.
- Industrie ouverte à toutes nouvelles offres en matières premières (industrie de reconstitution) et dépendante .
- Industrie ouverte à tout partenariat industriel.
- Opportunités pour des VIE via les partenaires

HANDICAPS

- Attention à la concurrence franco française
- Projets freinés par le pouvoir d'achat limité de la population.
- Dans le cas des PME ivoiriennes, grande difficulté à lever des fonds.

Estimation du transit de marchandises au port d'Abidjan



NOUVELLE REGLEMENTATION SUR LE TRANSPORT TERRESTRE DES MARCHANDISES DANS LA CEDEAO

Réglementation du poids par essieu – article 14
Adoptée sous la pression des bailleurs de fonds qui financent les travaux d'infrastructures et constatent la dégradation rapide des routes
Date d'application : 1^{er} juillet 2017

- Poids essieu / remorque 3 essieux : 32 T
- Poids essieu / remorque 4 essieux : 42 T au lieu de 65-70 T

- ➔ Renchérissement considérable des coûts de transport si ces mesures sont effectivement appliquées et contrôlées.
- ➔ Conséquences sur les flux intra-africains car Abidjan, Tema, Lomé, Cotonou sont les ports des pays de l'hinterland.



POUDRES DE LAIT

Répartition approximative du tonnage importé 2016

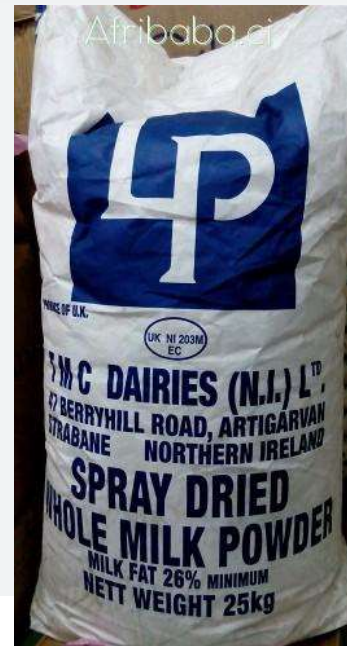
➔ Transit

300 T à destination du Mali

1 200 T à destination du Burkina

➔ Marché ivoirien ~13 300 T

Pour mémoire les douanes ivoiriennes font état de 11 000 T d'importation de poudre grasse et 3 000 T de poudre maigre en 2016



Ensachage de poudres de lait par Groupe CARRE D'OR en sachets de 10g, 25g , etc.

Focus industrie laitière (suite)

Cas particulier des laits infantiles et farines lactées

3 acteurs majeurs d'aliments infantiles de « gamme internationale », dont un fabricant ivoirien :

- ➡ Outre NESTLE Côte d'Ivoire : fabricant de « Cerelac », en Côte d'Ivoire depuis 1959 ; entre autres, usine « Nescafé », un centre de recherche et station expérimentale (cacao, café ainsi que céréales traditionnelles africaines comme le mil, le sorgho, le maïs et les tubercules (manioc, igname), un centre de distribution régional ultramoderne inauguré en 2017 ;
- ➡ Et le groupe DANONE ;
- ➡ La dynamique société PKL ;
- Gammes de farines lactées instantanées « Farinor » et spécialités aux légumes et fruits « Nutribon », mettant en avant des matières premières locales (soja et maïs) et plébiscitées par les consommateurs ;
- Diversification vers la nutrition pour adultes, les farines enrichies pour l'Aide alimentaire, les grits pour l'industrie brassicole ;
- Fondée en 1994, PKL atteint un CA de près de 1,3 milliard FCFA, soit environ 2 M EUR.



EUROFIND
Siège en Côte d'Ivoire



EUROFIND PARTICIPATION
SOTACI
ACIERIES DE COTE
D'IVOIRE
SCCI
EUROLAIT

Partenaires majeurs : transferts de technologies et diversification industrielle

- VALLOUREC : acier
- RHÔNE POULENC puis ATOCHEM : matières plastiques dérivées
- MICHELIN : filière hévéa
- YOPLAIT et CANDIA : filière produits laitiers
- CAFE NAJJAR : torréfaction du café
- PEUGEOT : cycles
- EVIAN : eau minérale

Croissance interne et externe du groupe avec filiales dans la sous-région :

- Togo : STIL, filiale de SOTACI
- Bénin : SOTABENIN, filiale de SOTACI
- Mali : EUROLAIT-Mali, filiale de EUROLAIT et SOTAMALI, filiale de SOTACI
- Sénégal : SSPC, filiale de SCCI

2.2 Focus industrie sucrière

La Côte d'Ivoire est le premier producteur de sucre de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) avec 198 000 tonnes en 2014/15 (Source : Ministère de l'Industrie).

Selon cette même source officielle :

- SUCRIVOIRE : 93 000 T ;
- SUCAF : 105 000 T.

Les prix seraient inchangés depuis 2011

Selon enquête, la production 2016 serait de l'ordre de 205 000 T et la consommation domestique d'environ 18 000 T/mois.



		Tarif ex-usine HT	Transport	Prix rendu Abidjan HT	Prix rendu Abidjan TTC
656 FCFA = SUCRIVOIRE	Sucre blond industriel	478 000	19 000	497 000	583 040
SUCRIVOIRE	Sucre blanc supérieur	507 500	25 500	533 000	624 350
SUCAFI	Sucre blond industriel	503 000	21 250	524 250	614 790
SUCAFI	Sucre blanc industriel	547 000	21 250	568 250	666 710

C'est un secteur naturellement stratégique pour le pays et sous protection étatique.

Le Ministère de l'Industrie qui a la tutelle de ce secteur annonce des investissements de 100 milliards FCFA pour la période 2016-2020 (~152 M EUR).

Il convient d'indiquer que l'Union Européenne finance la filière sucrière ivoirienne via un programme spécifique d'appui à la relance de la filière initié en 2007 .

- En juin 2016, l'UE lui a accordé 3,3 milliards FCFA, soit 5 M EUR.

Le prix du sucre sur le marché domestique tient compte des coûts de production, sans aucune corrélation avec le cours international.

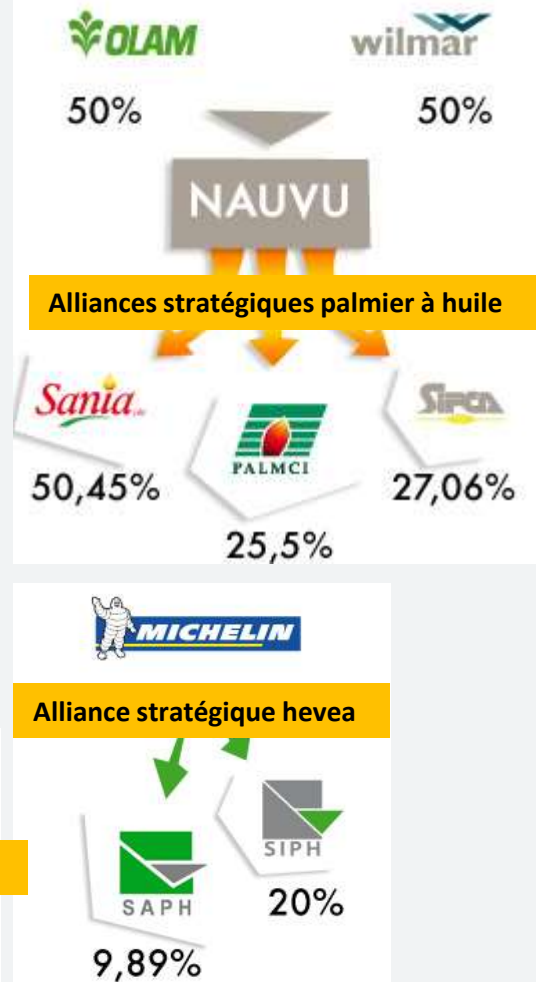
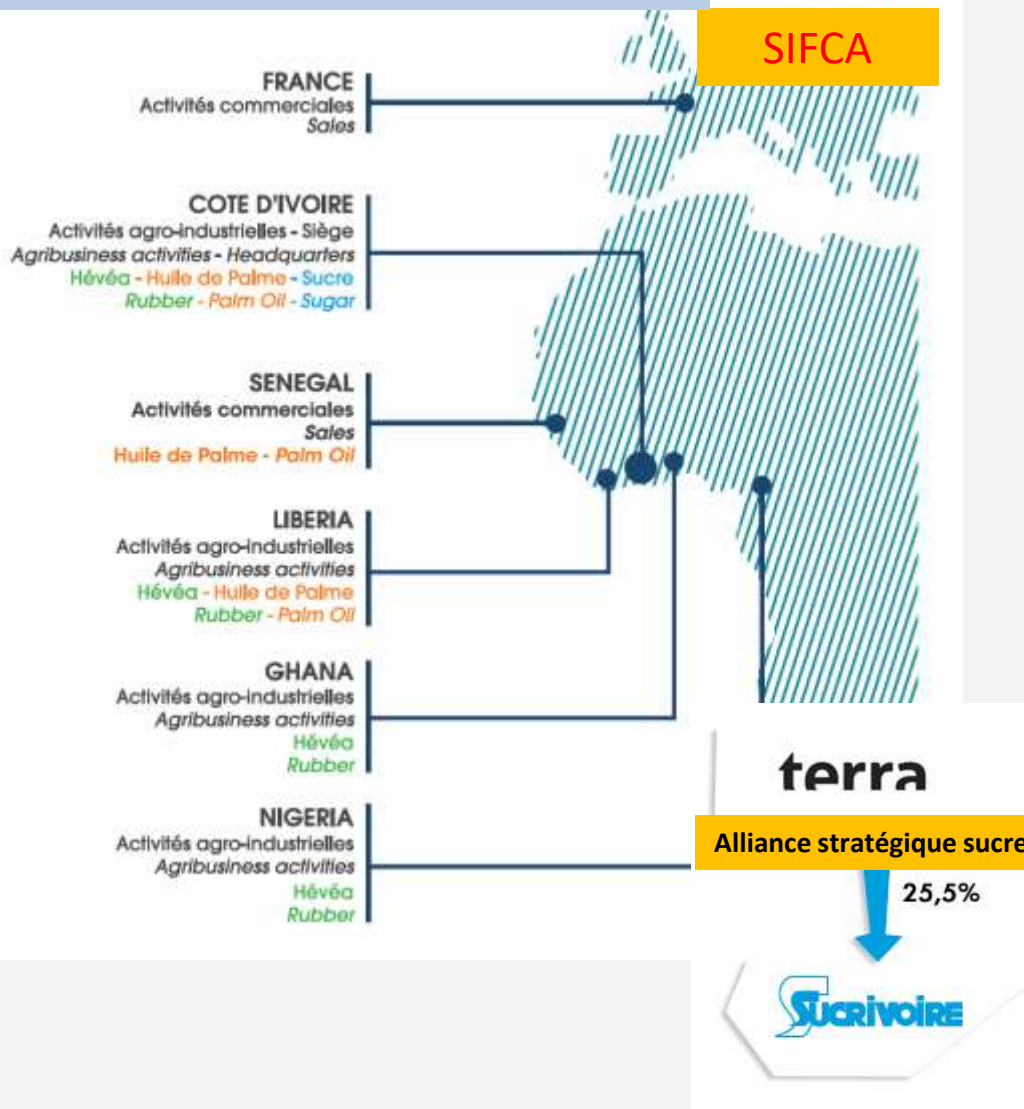
Le prix élevé du sucre affecte la compétitivité des industriels en utilisant, chocolaterie par exemple.

Les Pouvoirs Publics ont annoncé, en juillet 2016, la cession de leur part dans le groupe SUCRIVOIRE.

- SUCRIVOIRE, filiale du conglomérat ivoirien SIFCA depuis 1997, exploite plus de 12 000 ha, compte 7 400 salariés dont 650 permanents ;
- Capital avant privatisation : SIFCA : 51,5%, Etat ivoirien : 23% et TERRA MAURICIA : 25,5% ;
- Entrée en bourse à hauteur de 23% du capital en 2016 ;
- Appui financier de la PROPARGO ;
- Production campagne 2016/17 : 966 000 T de canne, soit 95 300 T de sucre ; 2 unités industrielles.

Cf synthèse ci-après

PARTENAIRES ET IMPLANTATIONS DU GROUPE SIFCA



<http://www.groupesifca.com/alliances.php>



Chiffres clés SUCAF COTE D'IVOIRE

La superficie sous cannes s'élève à 14 600 ha, répartis sur 2 sites.

Production

Capacité de 1 million de tonnes de canne, soit 105 000 tonnes de sucre

Activités

Plantations irriguées intégrées + apporteurs villageois
Production et commercialisation de sucre : sucre blond, sucre raffiné, en poudre et morceaux.

SUCAF Côte d'Ivoire

Groupe SOMDIAA (Société d'Organisation, de Management et de Développement des Industries Alimentaires et Agricoles)

Siège à Paris mais ensemble de ses activités localisées en Afrique centrale, Afrique de l'ouest et Océan indien.

Ses spécialités : industrie sucrière, meunerie, industrie de l'alimentation animale, élevage avicole (œufs de consommation et poussins d'un jour)

La SUCAF Côte d'Ivoire a été créée en 1997 à la suite du programme de restructuration et de privatisation du secteur sucrier ivoirien.

Elle fait partie du groupe SOMDIAA depuis 2010.

Le groupe leader est SUCAF, filiale de SOMDIAA

- ➡ Origine : 1997, via privatisation du secteur sucrier, et filiale de SOMDIAA depuis 2010 ;
- ➡ 2 sucreries : l'une à Ferkessedougou dans le nord du pays et la seconde à proximité du Burkina et du Mali ;
- ➡ Production campagne 2016/17 : 1 034 000 T de canne, soit 105 300 T de sucre.

Cf synthèse ci-avant

Le marché ivoirien du sucre est sous tension. Les flux frauduleux à l'importation sont estimés à environ 60 000 T/an

Les frontières africaines sont poreuses pour le sucre comme pour de nombreuses denrées. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, le sucre de diverses origines (Brésil, Inde, etc.) arrive par voie terrestre ou maritime.

L'augmentation de capacité est incontournable comme l'amélioration des performances. L'ampleur des investissements nécessaires au renouvellement des outils industriels contribue à l'érosion des marges.

Selon SUCRIVOIRE :

- ➡ Expansion des plantations irriguées ;
- ➡ En agriculture raisonnée : amendements et traitements phytosanitaires ;
- ➡ Gestion de l'eau : analyse et contrôle de l'irrigation ;
- ➡ Amélioration des performances par la mécanisation : récolte, voire plantation ;
- ➡ Renouvellement des équipements industriels.

« Des études de faisabilité industrielle sont en cours » ; les spécialistes français sont au fait de la situation.

2.3 Focus filière céréales – meunerie et panification

La Côte d'Ivoire importe chaque année entre 500 et 600 000 T de blé, pour un marché domestique de l'ordre de 500 000 T.

2 types de blés :

- ➔ Blé meunier à hauteur de 85-90% et davantage : blé français ;
- ➔ Blés de force : origine Canada à hauteur de 4-5%.

Bonne résistance des blés français face à la concurrence grâce à un positionnement haut de gamme sur un marché il est vrai façonné de longue date au pain français.

Toutefois, les difficultés rencontrées par les céréaliers français en 2016 ont contraint les opérateurs ivoiriens, certes réticents « à changer leurs habitudes » et « à prendre des risques », à se reporter sur des blés d'autres origines. Une brèche est ouverte.

- ➔ Les blés de la mer Noire ont ainsi fait leur apparition en 2016 ;
- ➔ Les tonnages sont certes restés limités mais les Ivoiriens se sont rendus compte qu'ils pouvaient éventuellement substituer une partie des blés français, par assemblage, à renfort d'améliorants de panification.

Les « blés français conservent le meilleur profil physicochimique » dans le cas de la farine dominante : type « baguette ». Mais « des compromis doivent être trouvés pour la rentabilité de la filière ».

Sur ce marché important en volume, les négociants sont nombreux à s'affronter : outre CEREALIS et SOUFFLET, LDC, GLENCORE, CARGILL, ADM, etc.

Il convient par ailleurs de noter que :

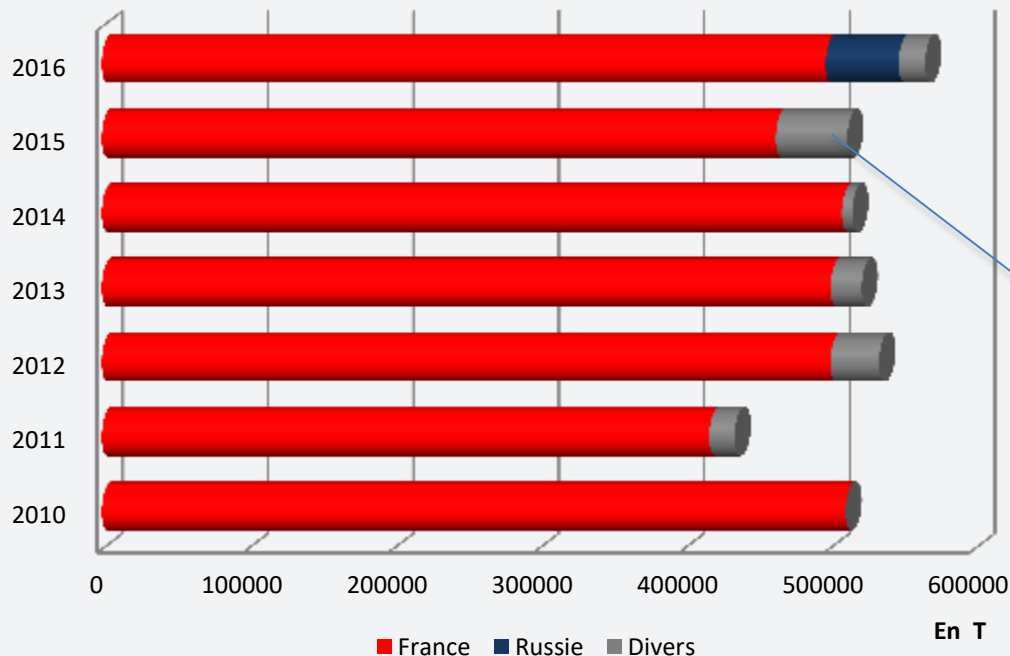
- ➔ La baguette est à prix réglementé en Côte d'Ivoire : 150 FCFA soit 0,23 EUR pour la baguette de 200g ;
- ➔ Les farines locales bénéficient d'une exonération de TVA ;
- ➔ Les farines sont interdites à l'importation ; l'importation se porte par conséquent sur des premixes destinés à la fabrication locale de farines spéciales.

Evolution des importations ivoiriennes de blé (Source : GTA, selon douanes de Côte d'Ivoire)

BLE MARCHÉ IVOIRIEN

Blé : 593 000 T en 2016

130,5 M EUR



Marché de l'ordre de 550-590 000 T par an

- ➔ Suprématie de la France, sauf conjoncture défavorable (aléas climatiques) ;
- ➔ Les blés de la mer Noire ont fait leur apparition en 2016.

Allemagne, Canada, etc.

La France : 540 000 T en 2016, contre 480 000 T en 2015, selon les douanes françaises, pour un montant de 107 M EUR.
Côte d'Ivoire 9^{ème} marché de la France en 2016.



Les tendances relevées :

- ➡ Sur le marché de masse : intérêt à développer des pains à base de matières premières locales, blé + manioc, maïs, soja, etc.
- ➡ Marchés de niche : pains spéciaux en distribution de luxe – grandes surfaces telles que CARREFOUR et chaînes de boulangeries (MAISON DES PAINS, DES GATEAUX ET DU PAIN, PAUL, prochainement MAISON KAIZER) ;
- ➡ Diversification industrielle envisagée : en biscuiterie notamment, semoulerie, industrie des snacks ;
- ➡ Bonne tenue également du marché traditionnel avec, notamment, les « mamans beignets », vendeuses de rue de spécialités, lesdits « beignets aller-retour ».

A noter qu'en ce qui concerne le leader de la fabrication de pâtes alimentaires, le groupe CARRE D'OR, le blé dur viendrait « exclusivement de France ».

Il est signalé une pénurie de pain, y compris en ville.

Devant le manque de boulangeries en zone rurale – plus de 80% des Ivoiriens n'ont pas accès à une boulangerie- , il existe des projets d'implantation de petites unités mobiles de boulangerie.

Il existerait environ 3 000 boulangeries en Côte d'Ivoire.

- ➡ Moyenne de 5 sacs de farine/jour/boulangerie : 250 kg farine/jour ;
- ➡ Total Côte d'Ivoire ~ 275 000 T de farine/an
- ➡ Prix de gros de la farine : 15 500 – 18 000 FCFA/sac, soit 24-27 EUR/sac de 50 kg

Les pâtisseries ivoiriens se heurtent quant à eux à la cherté de leurs ingrédients, importés en large part.

- ➡ La plupart des ingrédients sont frappés de droits et taxes ~ 44% ; c'est le cas des poudres d'amande, sucre glace, etc.
- ➡ Parmi les acteurs : DES GATEAUX ET DU PAIN, PAUL, BRIOCHE DOREE, PATISserie ABIDJANAISE, ...

Promotion d'un pain à base de blé et de manioc

Avec le soutien du Ministère de l'Agriculture et de la BM, programme de l'Union des Boulangers de Côte d'Ivoire (UNPBCI) lancé en 2015, avec formation des boulangers

- Une des multiples tentatives en Afrique subsaharienne pour développer des recettes de pain valorisant les ressources locales : manioc, mil, niébé et maïs, voire banane plantain.
Recettes de type blé 85%, manioc 15%
- Obtenteur de variétés de manioc adaptées : ITA de Dakar

Promotion du maïs local en panification

Les producteurs ivoiriens de maïs tentent de s'organiser. La promotion de farines de maïs en panification est, à leurs yeux, un axe de développement prometteur.

OPPORTUNITES MEUNERIE PANIFICATION

- Marché important de blés, premix et améliorants de farines et de panification
Atout de qualité des blés français à faire valoir face à la concurrence
- Transferts de technologies en 2^{ème} transformation (semoules) et en pâtisserie, biscuiterie, snacks (extrusion)
Atout du service après-vente français face à la concurrence (silos, etc.)
- Appui R&D et analyses matières premières et produits
- Marché pour des petites unités de panification, boulangeries mobiles, pour toucher les consommateurs en zone rurale



Pain

Rayon boulangerie de CARREFOUR

Quelques exemples :

Baguette tradition 200 FCFA/unité ~ 0,30 EUR/unité

Baguette aux graines pavot 450 FCFA/unité ~ 0,70 EUR/unité

Petits pains

Petit pain « pavé » 80 FCFA/pièce ~ 0,12 EUR/pièce

Petit pain aux raisins 140 FCFA/pièce ~ 0,21 EUR/pièce

Petit pain sésame 120 FCFA/pièce ~ 0,18 EUR/pièce

Petit pain au manioc 80 FCFA/pièce ~ 0,12 EUR/pièce

Petit pain au maïs 80 FCFA/pièce ~ 0,12 EUR/pièce

Estimation du transit de marchandises au port d'Abidjan



RIZ

Répartition approximative du tonnage importé 2016

→ Transit ~350 000 T

A destination principalement du Mali, du Burkina et du Niger

→ Marché ivoirien ~1 300 000 T

Pour mémoire les douanes ivoiriennes font état de 1 300 000 T d'importation en 2016



BLE

Répartition approximative du tonnage importé 2016

→ Transit ~ 164 000 T

A destination principalement du Mali, du Burkina et du Niger

→ Marché ivoirien ~ 530 000 T

Pour mémoire les douanes ivoiriennes font état de 590 000 T d'importation en 2016

NOUVELLE REGLEMENTATION SUR LE TRANSPORT TERRESTRE DES MARCHANDISES DANS LA CEDEAO

Réglementation du poids par essieu – article 14

Adoptée sous la pression des bailleurs de fonds qui financent les travaux d'infrastructures et constatent la dégradation rapide des routes

Date d'application : 1^{er} juillet 2017

- Poids essieu / remorque 3 essieux : 32 T
- Poids essieu / remorque 4 essieux : 42 T au lieu de 65-70 T

→ Renchérissment considérable des coûts de transport si ces mesures sont effectivement appliquées et contrôlées.

→ Conséquences sur les flux intra-africains car Abidjan, Tema, Lomé, Cotonou sont les ports des pays de l'hinterland.

Groupe CARRE D'OR

SDTM - SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE TOUTES MARCHANDISES

Créée en 1998, elle couvre 70% du marché du riz en Côte d'Ivoire et distribue tous les produits du groupe et également des marchandises locales, importées et possède son réseau de distribution étendu sur toute la sous région d'Afrique de l'Ouest.



GMCI - GLOBAL MANUTENTION CÔTE D'IVOIRE

Fondée en 2002, la société GMCI est située en zone portuaire d'Abidjan. Elle a pour activités principales : Le transit maritime et aérien, le transport, la consignation maritime, l'entrepôt, la manutention et l'agence de voyages et de tourisme.

CAPRACI - COMPAGNIE AFRICAINE DE PRODUITS ALIMENTAIRES EN CÔTE D'IVOIRE

Créée en 1999, cette entreprise équipée de matériel à la pointe des nouvelles technologies avec un système entièrement automatisé est implantée en Zone Industrielle de Yopougon. Elle est spécialisée dans la fabrication de pâtes Alimentaires notamment la marque « pâtes Maman ».



CIPREMCI - COMPAGNIE IVOIRIENNE DE PRODUCTION D'EAU MINÉRALE EN CÔTE D'IVOIRE

Créée en 2005, cette société est installée à Bonoua et produit l'eau minérale Céleste à partir d'une source naturelle forée dans les profondeurs du pays Abouré. La mise en bouteille se fait dans une salle stérilisée et protégée par un hangar isolé, loin des magasins de stockage.

MMCI - LES MOULINS MODERNES DE CÔTE D'IVOIRE

Située en Zone portuaire d'Abidjan, cette unité qui a ouvert ses portes début 2009 est équipée de matériel de haute technologie de meunier. Les moulins modernes vont permettre de réduire le coût de consommation des pâtes alimentaires et du pain.



FLEPACI - FLEXIBALL PACKAGING CÔTE D'IVOIRE

Ouvert depuis le 02 Janvier 2013 avec 70 employés au démarrage, FLEPACI atteindra 150 employés à vitesse de croisière. L'usine est spécialisée dans la production d'emballage en cellophane.

GMA

- Leader de la meunerie ivoirienne avec une part de marché d'environ 50%.
- Filiale du groupe français MIMRAM
- Capacité de l'ordre de 1 000-1 300 T/jour.
- Sourcing : blés tendres français et blés de force du Canada et des Etats-Unis.
- 70% de la production destinée au marché domestique et 30% à l'export (Burkina en premier lieu mais pas uniquement).

Moulins modernes de Côte d'Ivoire (MMCI)

- 2^{ème} meunier ivoirien
- Minoterie moderne inaugurée en 2009 (équipements Bühler et silos français)
- Capacité de l'ordre de 300 000 T/an

LES ACTEURS



LMCI

- Consortium : groupe ivoirien de production animale SIPRA, leader de l'aviculture et de l'alimentation animale ; au capital le groupe d'assurances COLINA, le groupe suisse AMEROPA, la BIAO, ECOBANK et BANK of AFRICA BOA
- Minoterie inaugurée en 2008
- Capacité de 70 000 T/an
- Sourcing : blé tendre français à 80% jusqu'en 2016 et blés de force du Canada pour l'essentiel ; recours récent à des blés de la mer Noire et d'Amérique latine.
- Réflexion de stratégie : « élargir la gamme de farines » y compris les niches en gamme industrielle et « intégrer la chaîne de valeur » (2^{ème} transformation).
- L'export doit également être développé.

2.4 Focus industrie brassicole

L'arrivée récente de HEINEKEN a brisé le quasi monopole de SOLIBRA (groupe CASTEL) sur le marché ivoirien de la bière.

Le marché formel se présenterait ainsi :

➡ SOLIBRA

De loin le leader avec un CA de l'ordre de 200 milliards FCFA en 2016 et une production d'environ 2 M HL ;

➡ BRASSIVOIRE

Coentreprise conclue entre le groupe HEINEKEN (51% du capital) et le groupe CFAO (49% du capital) ;

Investissement initial de l'ordre de 150 M EUR pour un outil qui a démarré en production en novembre 2016 avec un objectif de 1,6 M HL/an.

C'est un marché qui attise les convoitises en raison de sa marge de progression ; il est estimé autour de 3 M HL, soit une consommation moyenne de 12 L/hab./an, ce qui correspond à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (en guise de référence, le niveau de consommation est de 36L au Cameroun, de 31 L en France et de 110 L en Allemagne).

➡ Sa croissance annuelle tourne autour de 8% ces 5 dernières années ;

➡ La classe moyenne, sa cible privilégiée, est appelée à l'expansion.

En termes de débouchés pour le malt, la forte croissance escomptée de la consommation de bière est un facteur positif mais divers ingrédients peuvent être utilisés ; en l'occurrence, le nouvel acteur communique largement sur l'incorporation de riz en complément du malt d'orge dans la fabrication de sa bière et son action en matière d'appui au développement de la filière « riz » en Côte d'Ivoire.

Pour mémoire :

➡ Importations de malt en 2016 ~30 000 T dont 50% en provenance de France. *Cf graphique ci-après.*

AFRIQUE : production de 141 M HL (2015)

Marché en croissance : +5%/an

Leaders : CASTEL, GUINNESS, HEINEKEN et SAB MILLER



Côte d'Ivoire :

Production ~ 2,7 M HL

Importations ~ 0,2 M HL

Marché en croissance : +8%/an

CASTEL depuis 6 décennies et HEINEKEN depuis 2017



Evolution des importations ivoiriennes de malt (Source : GTA, selon douanes de Côte d'Ivoire)

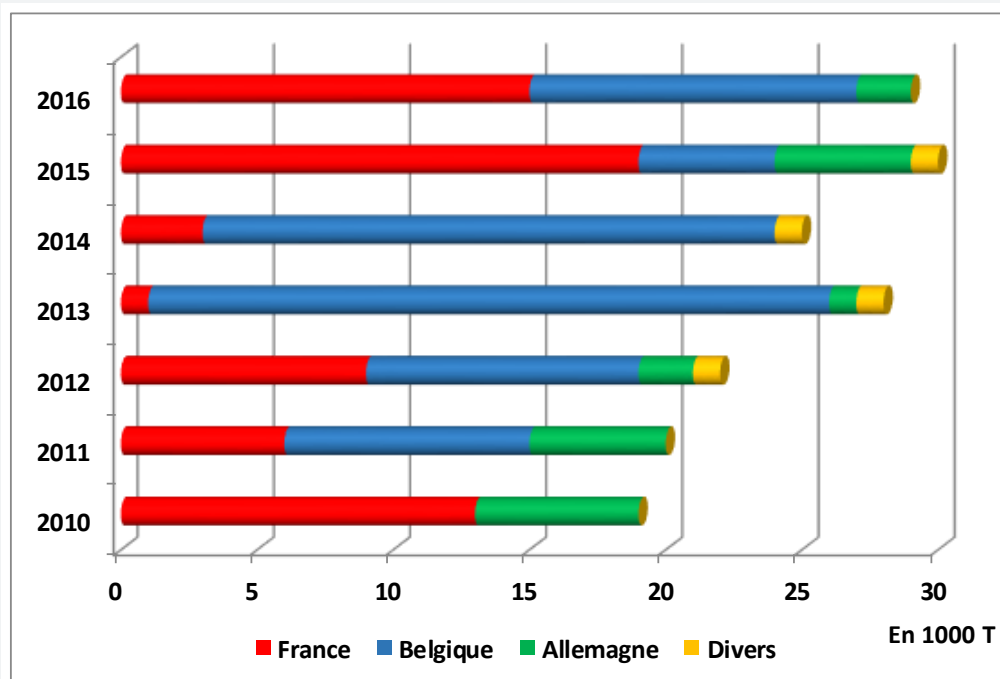
MALT MARCHÉ IVOIRIEN

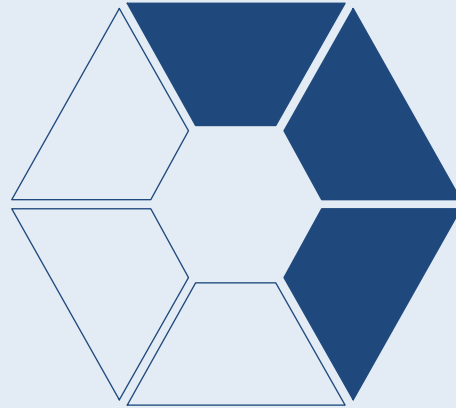
Malt : 30 000 T en 2016

16,3 M EUR

Montant total 2016 : 16,3 M EUR

➡ La France dispute la 1^{ère} place à la Belgique depuis plusieurs années





Côte d'Ivoire

Opportunités offertes par le marché des produits de consommation

3.1 Focus distribution alimentaire

La distribution moderne n'assure que 15 à 25% des besoins alimentaires.

Les habitudes d'achat en réseaux de distribution traditionnels restent bien ancrées, y compris chez les foyers les plus aisés (pour la simple raison que les achats des denrées de base sont assurés très souvent par des employés de maison).

Il n'en demeure pas moins que la distribution moderne se développe (jusqu'à 8%/an selon les groupes de distribution) et évolue avec diversification des enseignes pour toucher davantage de consommateurs .

L'arrivée de CARREFOUR/CFAO fin 2015 a fait bouger les lignes de l'oligopole ivoirien de la distribution alimentaire

- ➡ PROSUMA : leader avec une vingtaine d'enseignes et plus de 150 établissements, renforce son offre « low cost » tout en affinant sa stratégie à l'attention des classes moyennes et aisées ;
- ➡ CDCI : 135 établissements, en pointe sur le segment de la clientèle populaire, diversifie son portefeuille ;
- ➡ CARREFOUR/CFAO s'ancre avec une cible privilégiée, celle des classes moyennes et aisées.

Les professionnels de la distribution insiste sur le faible pouvoir d'achat en Côte d'Ivoire, facteur qui limite leur déploiement. Attirer en supermarchés la clientèle des circuits traditionnels reste un défi.

- ➡ Pour ordre de grandeur, pas plus de 100 EUR en guise de « SMIC » ;
- ➡ Qu'entend-on par classe moyenne en Côte d'Ivoire ? Selon des travaux de l'Université d'Abidjan en 2008, une famille ferait partie de la classe moyenne lorsque le revenu du chef de famille est compris entre 7 et 40 000 FCFA/jour (~ 10-60 EUR/j) en considérant ce revenu comme le seul dont dispose la famille.

Le marché ivoirien est un marché de prix sur lequel « il faut innover en permanence pour se distinguer »

Les groupes de distribution segmentent, diversifient leurs enseignes.

- ➡ Pour CDCI, s'atteler à la masse de consommateurs c'est viser les classes C et D, voire E. mais le groupe travaille néanmoins au développement des produits frais en supermarchés.

Le groupe CDCI envisage de lancer une nouvelle enseigne visant les classes de consommateurs B et B+ en 2018.

- ➡ Chez PROSUMA, l'enseigne « Hyper Hayat » répond aux consommateurs les plus aisés, de même que « Oenophile » tandis que les enseignes « Bonprix », « Miniprix » et « Cash Ivoire » se concentrent sur l'entrée de gamme.

Le secteur des épiceries de luxe est peu étoffé mais demandeur de produits d'exception

Pour l'ÉPICERIE ABIDJANAISE à titre d'exemple :

- ➡ Forte demande pour des produits de terroir, produits d'excellence de toutes natures ;
- ➡ Clientèle de gourmets constituée à 65% de Français, 15% de Libanais et 30% d'ivoiriens binationaux.

Une remarque récurrente : l'offre française pêche en matière de consolidation des commandes.

Il est souvent mis en avant les prestations de groupage des opérateurs néerlandais par exemple, lesquels réussissent ainsi à s'imposer en fourniture du catering.

OPPORTUNITES grande distribution et épicerie de luxe

- Besoins formulés par la distribution moderne :
néant
- acteurs très liés à la France
- Besoins exprimés par le secteur de l'épicerie de luxe
- Produits d'exception pour une clientèle de gourmets (produits de terroir, produits d'excellence de toutes natures, viande, charcuterie, légumes, etc.)
- Grande difficulté à obtenir un groupage au départ de France ; opérateurs de ce fait sensibles aux offres de substitution émanant des Pays-Bas ou de la Belgique.

3.2 Focus hôtellerie restauration

A noter que l'hôtellerie a beaucoup souffert des années de guerre civile et du sentiment d'insécurité qui perdure (attentat de mars 2016).

Néanmoins, il est observé une forte croissance des investissements des groupes hôteliers internationaux : outre ACCOR, AZALAÏ, CARLSON REZIDOR, LOUVRE HOTELS, etc.

Entre 2010 et 2014, le nombre de complexes hôteliers a été multiplié par 2 (Source : Ministère du Tourisme).

Le secteur reste tiré principalement par le tourisme d'affaires et les conférences internationales se tenant à Abidjan.

Si le potentiel touristique est considérable (520 km de côtes, 8 parcs nationaux, 6 réserves naturelles, ...), le secteur ne peut se développer, faute d'infrastructures de qualité (accessibilité, hébergement, sécurité).

Les restaurateurs ont recours dans la mesure du possible aux produits locaux, à hauteur de 80% environ de leur approvisionnement.

En ce qui concerne les produits d'importation, les restaurateurs se fournissent de la manière suivante :

- En large part auprès de groupes de distribution, PROSUMA, CDCI, CARREFOUR ; cas des produits laitiers par exemple ;
- Auprès de rares épiceries fines, également importatrices, pour des spécialités sur commandes (fromages, fruits et légumes, etc.) ;
- En matière d'ingrédients d'importation pour la boulangerie pâtisserie, il existe au moins une société spécialisée (MASTERFOOD) ;
- Dans le cas particulier des vins et spiritueux : chez les cavistes, principalement OENOPHILE et SODIREP.

A noter qu'ils n'ont que très peu recours à des préparations intermédiaires : marché ivoirien qualifié de « *non encore mature pour des produits semi-transformés* ».

OPPORTUNITES restauration de luxe

- Produits en conditionnements « professionnels » : épices, sauces, légumes surgelés, préparations spéciales, etc.
- Ingrédients spécifiques tels que ingrédients pour la cuisine asiatique : mirin, algues, etc.
- Beurre professionnels : beurre de tourage notamment
- Création d'écoles professionnelles.

Il existe un besoin considérable en formation

- Savoir faire hôtelier inexistant ;
- Idem en cuisine, pâtisserie, ... ;
- Faute de ressources locales, la formation se fait en interne et les collaborateurs ainsi formés se montrent très volatiles.

Les difficultés identifiées en matière d'intrants et équipements

- Absence totale d'ingrédients sous format « restauration », tels que : épices, sauces, etc.
- Déficit majeur en entreprises de service autour de la restauration : fourniture de torchons, coutellerie aiguisée, etc.
- Importation directe rendue compliquée par les obstacles non tarifaires ;
- Problème d'accessibilité aux équipements spécifiques.

CDCI

L'ancienne CFCI passée filiale d'Unilever (enseignes : « CDCI Gros », « CDCI Demi-gros », « King Cash » et franchise « Leader Price »), puis acquise en 2002 par Yasser Ezzedine et cotée en bourse en 2007, a renforcé son capital en 2014.

- Fonds d'investissements, Amethis Finance, et Label Vie, professionnel de la distribution au Maroc ;
- Pour ordre de grandeur du CA : CA 2015 de 145 milliards F CFA (environ 221 millions d'euros), + 20 % par rapport à 2014.
- Chaîne multiformat de 135 établissements ; objectif de 200 magasins fin 2018 ;
- Présence tant dans les quartiers populaires d'Abidjan qu'à l'intérieur du pays ;
- Franchises d'entrée de gamme « Leader Price » et « King Cash » ;
- Accent sur le frais – les produits frais étant prisés des classes moyennes émergentes ;
- Centrale d'achats de 8 000 m² ; 2^{ème} centrale prévue à la sortie d'Abidjan sur 26 000 m² de terrain ;
- Rénovation et réhabilitation de l'ensemble de la chaîne ;
- Projets d'implantation dans la sous-région, notamment au Burkina Faso, Mali, Togo, Ghana, voire Nigéria, avec une 1^{ère} implantation dès 2018.

PROSUMA

PROSUMA : groupe dirigé par les 2 associés, Abou Kassam et Karim Fakhry depuis 1993

- Origine : 1966
- Enseignes Casino, Super Hayat plus particulièrement profilées pour les classes moyennes et aisées ;
- Enseignes spécialisées haut de gamme telles que « Oenophile »
- Pour attirer les classes populaires : enseignes « Cash Ivoire » depuis 1997 (supermarchés), « Bonprix » et « Miniprix » (superettes) depuis 2013 ;
- Plus de 150 magasins, une vingtaine d'enseignes et 4 centres commerciaux ;
- 2 centrales d'achats ;
- 90% des achats à l'étranger se font en Europe.



CARREFOUR

CFAO et Carrefour avaient annoncé leur partenariat en Afrique en 2013, avec constitution d'une Joint venture détenue à 55 % par CFAO, filiale du groupe japonais TOYOTA TSHUSHO CORP, et à 45% par le groupe CARREFOUR.

2 établissements en Côte d'Ivoire : le 1^{er} ouvert en décembre 2015 (3 200 m²), et le second (3 800 m²) en juin 2017.

- Concept de petit hypermarché compact ;
- 45 000 références de fabricants ;
- Unité de boulangerie pâtisserie : produits frais, fabriqués sur place à 100% ; en guise d'illustration : 18 000 pains/jour dans l'établissement récemment inauguré ;
- Unité traiteur : idem ;
- Viandes : efforts particuliers pour développer des filières locales (fourniture d'assistance technique et appui au financement) ;
- Fruits et légumes : filières locales déficientes.

Produits locaux à hauteur de 63% CA, tous produits confondus.

Cœur de clientèle : les classes moyennes africaines
 ~95% de sa clientèle de revenu compris entre 150 et 500 000 FCFA/mois soit 230-760 EUR/mois



3.3 Focus marché des produits laitiers

Les laits en poudre et laits concentrés dominent le marché de masse.

L'acceptation des produits laitiers frais par les classes moyennes progresse lentement ; ces consommateurs sont encore peu enclins à mettre le prix pour la qualité compte tenu de leur faible pouvoir d'achat.

- ➔ Les foyers ont pour habitude de reconstituer du lait à partir de poudres pour consommation en l'état ou transformation en laits fermentés tels que dégué (lait fermenté avec mil ou autre céréale) ;
- ➔ La part des laits ré-engraissés a fortement progressé au cours des 5 dernières années, totalisant plus de 65% du marché des poudres de lait selon enquête ;
- Poudres de lait, toutes catégories : distribution traditionnelle pour près de 80%, industrie à hauteur de 20% ;
- Sur le marché africain (vendeurs mauritaniens et maliens dominants), les laits réengraissés représenteraient 80% environ du tonnage commercialisé.

Il est observé une progression des laits de consommation liquides.

C'est une tendance classique en Afrique : les ménages tendent à le substituer au lait en poudre à la faveur de la progression de leur pouvoir d'achat.

- ➔ Importations de laits de consommation de longue conservation estimées à 8 M L, y compris les flux informels ;
- attention à la nouvelle réglementation qui limite la DLC à 150 jours à compter de la date de fabrication et non plus de 300 jours ;
- ➔ Selon les statistiques douanières, les importations formelles s'élèvent à 6-7 M L

Le marché global, y compris la production locale (EUROLAIT et autres) est estimé à environ 15 M L y compris les flux informels.

Le marché des yaourts de longue conservation est jugé « très porteur ».

- ➔ Un groupe français leader sur ce marché ;
- ➔ A noter la tentative de positionnement, en production locale (régionale), de FANMILK-Ghana.

OPPORTUNITES

- Bonnes perspectives pour :
 - le lait UHT
 - les fromages
 - les yaourts, tout particulièrement les yaourts thermisés

HANDICAPS

- Faiblesse du pouvoir d'achat

LAITS DE CONSO

~ 2 300 T (SH 0401) ; France à 77%
Contre 5 000 T en 2015

BEURRES

~ 1 200 T (SH 0405 ; France et N. Zélande
Contre 800 T en 2015

LAITS INFANTILES

20,4 M EUR contre 15,8 M EUR en 2015
France aux 2/3

POUDRES DE LAIT

SMP ~ 3 000 T (SH 040210) France et N. Zélande
WMP ~ 11 000 T (SH 040221) Irlande, N. Zélande, Malaisie et France
Selon enquête : part des laits ré-engraissés autour de 50-70% du marché des « poudres de lait »

+ Lactosérum ~ 2 000 T en 2016

Effet miroir : statistiques des pays fournisseurs proches en tonnage global ~15 000 T, lactosérum compris.

LAITS CONCENTRES

~ 1 500 T (SH 040291) des Pays-Bas contre 6 500 T en 2015 + 500 T (SH 040299) du Togo, Ghana, Arabie S., etc.

Segment en déclin

Probable forte part de laits réengraissés

FROMAGES

Tous fromages ~ 1 100 T (stable)
dont 600 T de France et 200 T du Maroc

Fromages fondus ~ 300T du Maroc et de France

IMPORT Côte d'Ivoire 2016

De source douanes ivoiriennes

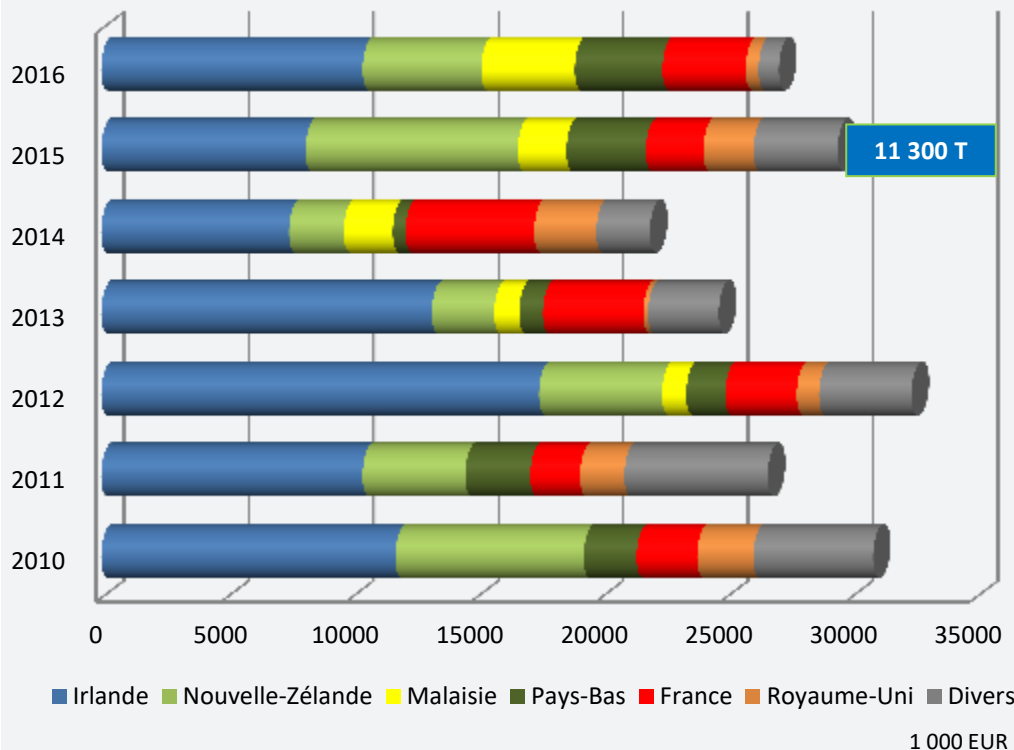


PREPA ALIMENTAIRES

~ 10 000 T (SH 190190)
Pays-Bas, Irlande et France pour 80% du tonnage

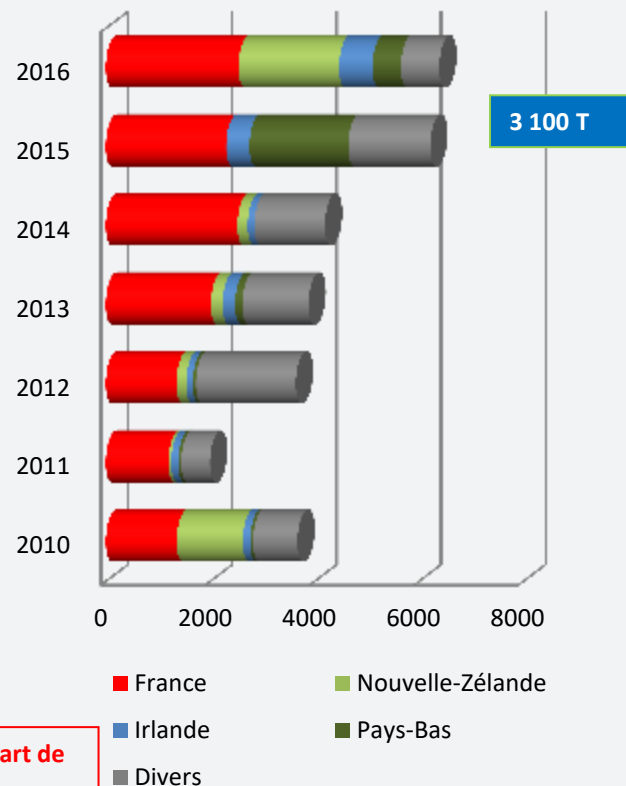
Evolution des importations ivoiriennes de poudres de lait (Source : GTA, selon douanes de Côte d'Ivoire)

Poudres grasses : 27 millions EUR en 2016



POUDRES DE LAIT MARCHÉ IVOIRIEN

Poudre maigre : 6,4 millions EUR en 2016



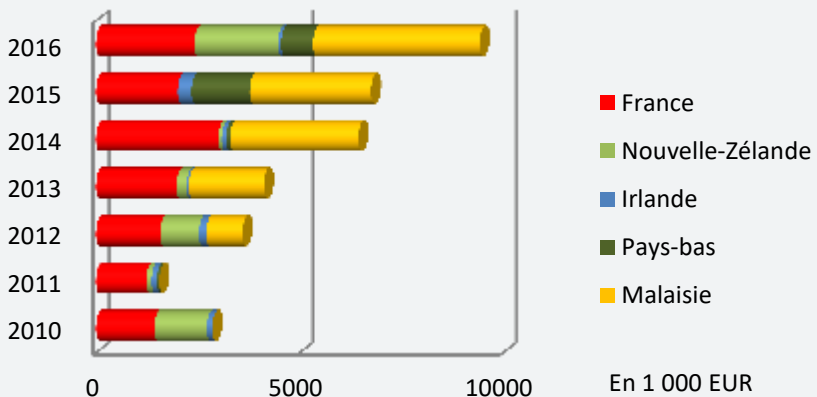
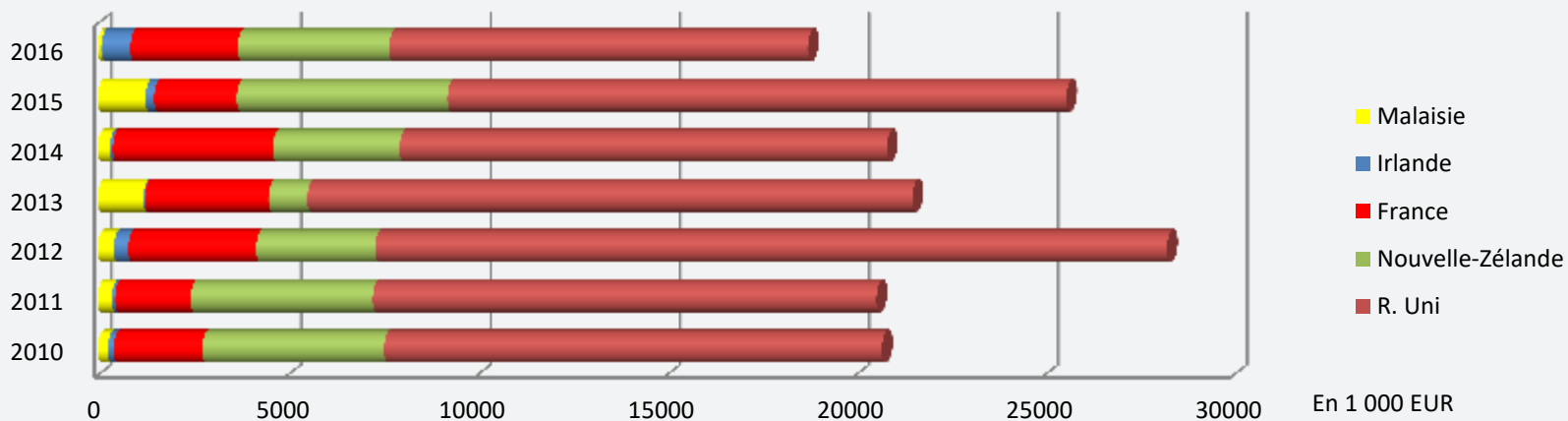
**Quid des laits ré-engraissés ? Sous code douanier 04 comme le laisse entendre la part de marché de la Malaisie ou entrant sous la rubrique 19 ?
Il convient de tenir compte de la rubrique 190190 : plus de 10 000 T en 2016 (Pays-Bas, Irlande, France, ... pour un montant de 20 M EUR**

« EFFET MIROIR »

Importations ivoiriennes de poudres de lait
Selon les douanes des pays exportateurs
(de source GTA)

Poudres grasses ~ 9 500 T et 26 M EUR en 2016

Poudres maigres ~ 4 900 T et 10 M EUR en 2016

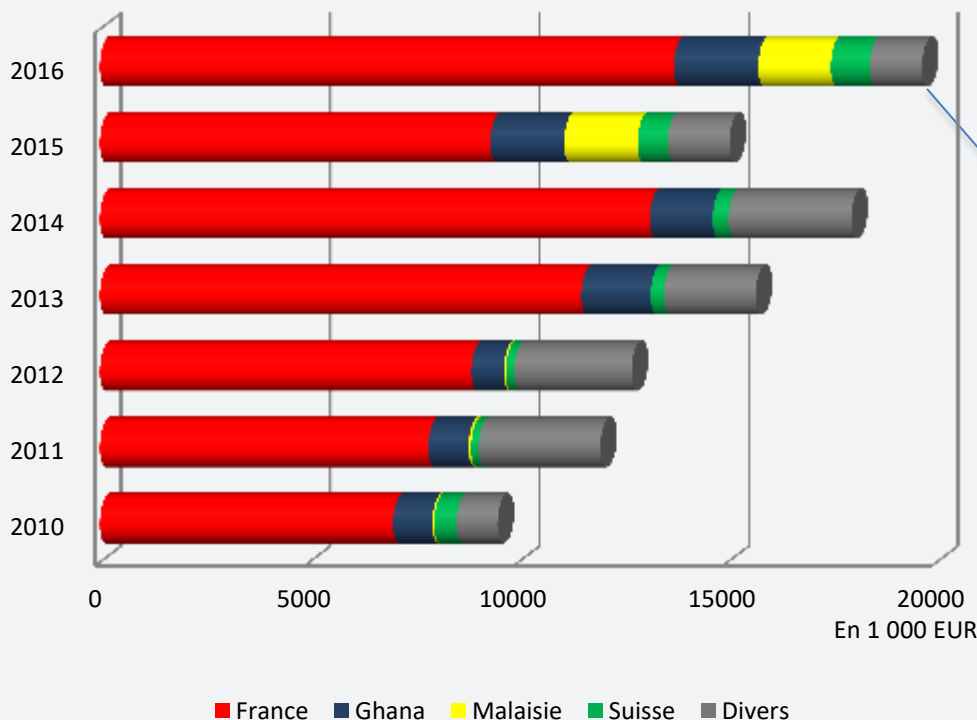


Pas de concordance entre les statistiques de la Côte d'Ivoire et celles des pays exportateurs.
A souligner en ce qui concerne la poudre grasse : le rôle majeur du R. Uni et non de l'Irlande.
Poudre maigre : la Malaisie figure parmi les fournisseurs

Evolution des importations ivoiriennes de laits infantiles Top 5 des pays fournisseurs (Source : GTA, selon douanes de Côte d'Ivoire)

LAITS INFANTILES MARCHÉ IVOIRIEN

Laits infantiles : 20,4 M EUR en 2016



Principalement Pays-Bas et Philippines



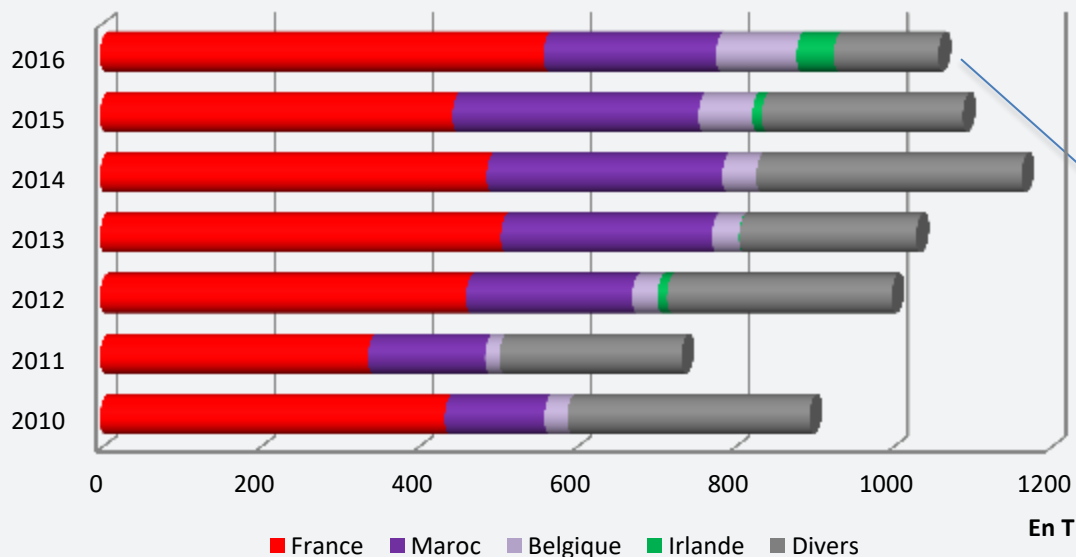
Les statistiques de douanes des pays fournisseurs donnent un résultat proche .

Evolution des importations ivoiriennes de fromages (Source : GTA, selon douanes de Côte d'Ivoire)

FROMAGES MARCHÉ IVOIRIEN

Fromages : 1 100 T en 2016

5,4 M EUR



Montant total 2016 : 5,4 millions EUR

- ➔ Fondus ~ 350 T pour un montant de 1,7 M EUR (Maroc : 200 T et France : 100 T)
- ➔ Fromages « autres » ~ 550 T

Liban, Allemagne, Danemark,
Italie, Espagne, ...



Selon douanes des pays déclarants :
Total ~1 200 T
France ~ 810 T et Maroc ~220 T



Produits laitiers

Ordre de grandeur des prix de détail pour quelques produits :

Yaourts nature de fabrication locale à partir de poudres de lait

250-335 FCFA/unité ~ 0,38-0,51 EUR/kg

Yaourts aux fruits

autour de 480 FCFA/unité ~ 0,73 EUR

Yaourt local Normandia à base de lait frais

300 FCFA/kg ~ 0,46 EUR/kg

Beurre d'importation : de 1 500 à 2 900 FCFA/250g

Fromages spécialités à la coupe :

Roquefort : 23-25 000 FCFA/kg ~ 35-38 EUR/kg

Bleu : 11-13 000 FCFA/kg ~ 17-20 EUR/kg

Gorgonzola : 10-11 000 FCFA/kg ~ 15-17 EUR/kg

St-Albray, St-Paulin, Chaumes, Maroilles, etc. 9-18 000 FCFA/kg ~ 14-27 EUR/kg

3.4 Focus marché des viandes

L'analyse des importations ivoirienne de viandes en tonnage fait apparaître une stabilisation des importations de viande porcine autour de 20 000 T (soit le tonnage 2010 multiplié par 2).

Les importations de volaille sont quasi insignifiantes (1 M EUR en 2016) et les importations de viandes bovines ont considérablement fléchi (à peine 2 M EUR en 2016).

Viandes en l'état : l'origine France est considérée comme « la plus chère »

Le segment de haut de gamme constitue un marché de niche : pièces nobles d'importation en viande bovine, de même que la viande d'agneau.

La viande bovine française y est bien positionnée bien que considérée comme étant « la plus chère » :

- ➡ Notamment viande sous label :
- Volailles spécialités : pintade, chapon, etc.
- Viande bovine (et veau) : viande française bien 15-20 000 FCFA* (~)/kg
- Abats : pieds de bœuf, rognons, etc.
- ➡ Concurrence
- Viande importée des Etats-Unis par ex. : Tbone ~20 000 FCFA/kg ; atout de tendreté ;
- Viande des Pays-Bas, du R. Uni, etc.

L'offre locale :

- ➡ Viande de porc qualifiée de « très bonne » ;
- ➡ Viande bovine : de qualité « satisfaisante » uniquement dans le cas du filet et des pièces à braiser ;
- Amélioration en cours sous l'impulsion notamment du groupe CARREFOUR (élevages sous contrat) ;
- ➡ Viande ovine : offre locale inadaptée aux restaurateurs (conformation médiocre) ;
- ➡ Poulet de chair : de « bonne » qualité.

OPPORTUNITES

- Marché de niche pour des découpes nobles, viandes sous appellations
- Opportunités pour la charcuterie française

HANDICAPS

- Faiblesse du pouvoir d'achat
- Viandes françaises « chères »
- Viandes locales, très bonnes dans le cas du porc, bonnes dans le cas du poulet de chair, médiocres dans le cas des viandes bovines sauf cas particuliers (élevages spécifiques...)
- Rumeurs concernant l'augmentation des taxes à l'importation sur la viande porcine, sous la pression des éleveurs

Cas de la charcuterie

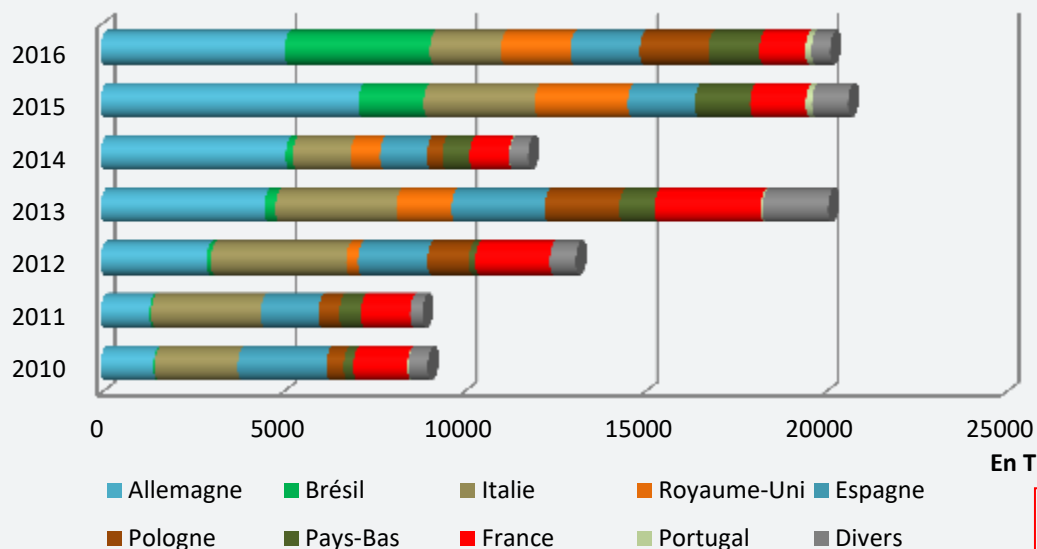
L'offre apparaît très limitée et le segment non dénué d'intérêt, d'autant que les spécialistes italiens et espagnols se montrent très agressifs, y compris sur le très haut de gamme, avec la charcuterie Bellota par ex..

Evolution des importations ivoiriennes de viande de porc (Source : GTA, selon douanes de Côte d'Ivoire)

VIANDE PORCINE MARCHÉ IVOIRIEN

Viandes porcine : 20 000 T en 2016

11,1 M EUR



Montant total 2016 : 11,1 millions EUR

- ➔ La France est devancée par plusieurs pays de l'UE, ainsi que le Brésil en 2016
- ➔ Largement en tête, l'Allemagne en progression jusqu'en 2015 affiche un net recul en 2016 : 25% du tonnage en 2016
- ➔ Le Brésil est en forte progression et talonne l'Allemagne en 2016.



La France déclare un tonnage nettement supérieur : 3000 T en 2016 contre 4 300 T pour l'Allemagne, 4 000 T pour la Belgique (vs moins de 100 T selon la Côte d'Ivoire), 3 400 T pour le Brésil, 2500 T pour la Pologne, 2 200 T pour le R. Uni, 1 700 T pour l'Italie et 1 200 T pour l'Espagne.

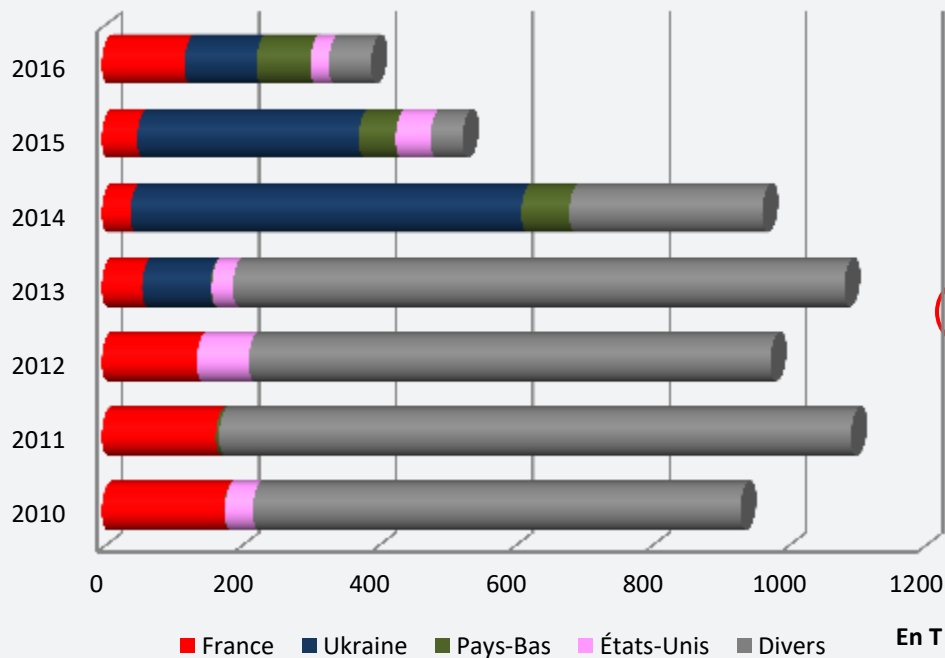
Total 2016 selon les pays exportateurs supérieur au total issu des douanes ivoiriennes ~ 24 000 T.

Evolution des importations ivoiriennes de viande de volaille (Source : GTA, selon douanes de Côte d'Ivoire)

VIANDE VOLAILLE MARCHÉ IVOIRIEN

Viandes de volaille : 400 T en 2016

1 M EUR



Montant total 2016 : 1 million USD

➡ De source ivoirienne, les importations s'avèrent être négligeables



Tonnage supérieur selon les pays exportateurs

➡ France : 700 T en 2016

➡ Pays-Bas : 500 T

Evolution des importations ivoiriennes de viande bovine (Source : GTA, selon douanes de Côte d'Ivoire)

7 fournisseurs majeurs

Viande bovine congelée : 600 T en 2016

1,9 M EUR

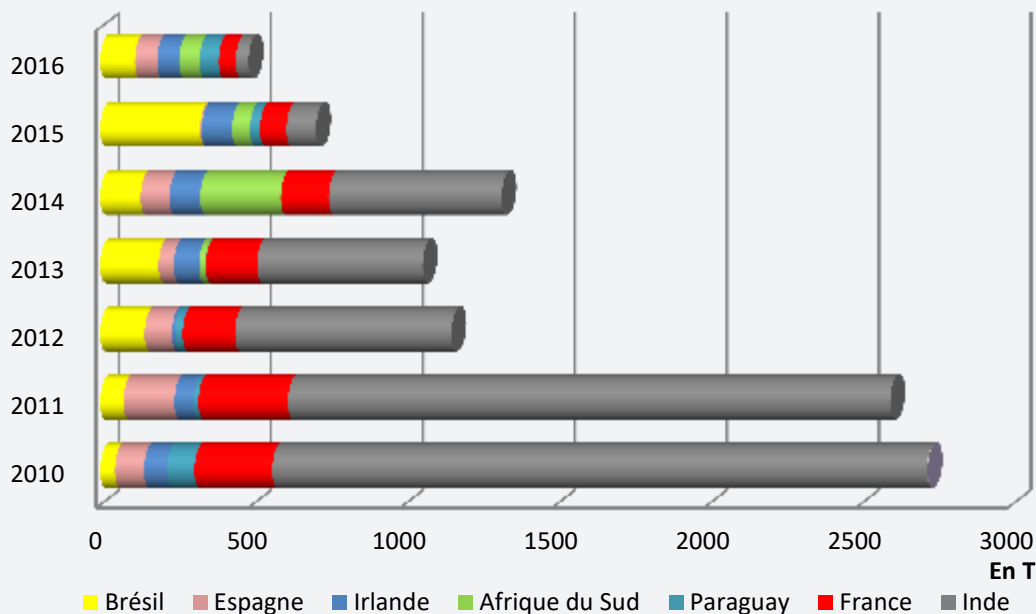
VIANDE BOVINE MARCHÉ IVOIRIEN

Montant total 2016 : 1,9 M EUR contre 2,8 millions EUR en 2015

- ➔ Les importations ivoiriennes, en diminution, sont passées sous le seuil de 1 000 T dès 2015.
- ➔ La viande indo-pakistanaise régresse sur ce marché tandis que la viande brésilienne tente de se positionner.

Près de 4 000 T selon les pays exportateurs en 2015 pour un montant de l'ordre de 4,4 M EUR.

- ➔ Irlande et Belgique en tête avec respectivement 1 200 T et 1 000 T
- ➔ La France : 500 T





Viande locale

Quelques exemples :

Agneau

Epaule 4500 FCFA/kg ~ 6,80 EUR/kg

Gigot 4980 FCFA/kg ~ 7,60 EUR/kg

Côtelette 6590 FCFA/kg ~ 10 EUR/kg

Viande bovine

Veau 7200 FCFA/kg ~ 10,90 EUR/kg

Filet de bœuf 7500 FCFA/kg ~ 11,40 EUR/kg

Porc

Osso buco 3000 FCFA/kg ~ 4,60 EUR/kg

Cuissot 4645 FCFA/kg ~ 7,10 EUR/kg

Filet 6000 FCFA/kg ~ 9,10 EUR/kg

Jarret 3400 FCFA/kg ~ 5,20 EUR/kg

Charcuterie locale GID

Quelques exemples :

Saucisson à l'ail 4200 FCFA/kg ~ 6,40 EUR/kg
 Saucisson de bœuf 3900 FCFA/kg ~ 5,90 EUR/kg
 Saucisson de volaille 4400 FCFA/kg ~ 6,70 EUR/kg
 Saucisson sec 9500 FCFA/kg ~ 14,40 EUR/kg
 Salami 9500 FCFA/kg ~ 14,40 EUR/kg
 Chipolata 5000 FCFA/kg ~ 7,60 EUR/kg
 Merguez 5000 FCFA/kg ~ 7,60 EUR/kg
 Toulouse 3900 FCFA/kg ~ 5,90 EUR/kg

Terrine de canard 6500 FCFA/kg ~ 9,90 EUR/kg
 Terrine de lapin 5900 FCFA/kg ~ 9 EUR/kg
 Pâté de campagne 3500 FCFA/kg ~ 5,30 EUR/kg

Jambon traiteur 7500 FCFA/kg ~ 11,40 EUR/kg
 Jambon blanc carré 6500 FCFA/kg ~ 9,90 EUR/kg





Viande locale haut de gamme (CARREFOUR Eleveurs sous contrat)

Quelques exemples :

Viande bovine

Entrecôte 6880 FCFA/kg ~ 10,45 EUR/kg

Tranche 6800 FCFA/kg ~ 10,30 EUR/kg

Filet 7810 FCFA/kg ~ 11,90 EUR/kg

Rumsteak 5980 FCFA/kg ~ 9,10 EUR/kg

Pot au feu 2560 FCFA/kg ~ 3,90 EUR/kg

Jarret 3170 FCFA/kg ~ 4,80 EUR/kg

Bourguignon 3100 FCFA/kg ~ 4,70 EUR/kg

Porc

Epaule 4100 FCFA/kg ~ 6,20 EUR/kg

Grillade 6900 FCFA/kg ~ 10,50 EUR/kg

Travers 6300 FCFA/kg ~ 9,60 EUR/kg

Poitrine 4800 FCFA/kg ~ 7,30 EUR/kg

Rôti échine 5980 FCFA/kg ~ 9,10 EUR/kg

Côte échine 4780 FCFA/kg ~ 7,30 EUR/kg

Jarret 4300 FCFA/kg ~ 6,50 EUR/kg

Chipolata 4980 FCFA/kg ~ 7,55 EUR/kg

Saucisse de Toulouse idem

Chair à saucisse 4500 FCFA/kg ~ 6,85 EUR/kg





Viandes d'importation

Quelques exemples :

Agneau

Noix (FR) 13 000 FCFA/kg ~ 19,80 EUR/kg

Côte d'agneau 22-24 000 FCFA/kg ~ 33-37 EUR/kg

Epaule avec os 16 500 FCFA/kg ~ 25,15 EUR/kg

Viande bovine

Plat de côte sans os 13 200 FCFA/kg ~ 20,10 EUR/kg

Jarret sans os 10 000 FCFA/kg ~ 15,20 EUR/kg

Côte 23 000 FCFA/kg ~ 30,05 EUR/kg

Filet 35 000 FCFA/kg ~ 53,40 EUR/kg

Onglet d'Angus 19 800 FCFA/kg ~ 30,20 EUR/kg

Côte d'Angus 36 000 FCFA/kg ~ 54,90 EUR/kg



Charcuterie d'importation

Quelques exemples :

Jambon de Paris 30 000 FCFA/kg ~ 46 EUR/kg

Jambon Bellota sans os 137 000 FCFA/kg ~ 209 EUR/kg

Jambon Mangalica 71 500 FCFA/kg ~ 109 EUR/kg

Lomo de Bellota 79 500 FCFA/kg ~ 121 EUR/kg

Culatello 71 500 FCFA/kg ~ 109 EUR/kg

Bresaola 34 500 FCFA/kg ~ 53 EUR/kg

Chorizo Bellota 32 700 FCFA/kg ~ 50 EUR/kg

3.5 Focus marché des fruits et légumes

Le potentiel de maraîchage ivoirien est qualifié de « *très important* » mais il ne se concrétise pas, faute de financement, d'encadrement technique des agriculteurs, de mutualisation des outils et d'infrastructures de tri, stockage, transport satisfaisantes.

La production locale de légumes est très limitée en qualité comme en diversité

- ➡ Quelques exemples :
 - Tomate : d'un seul type (oblongue) ; introduction laborieuse de tomate cerise, à l'initiative de la grande distribution ; il existe un marché de niche pour des tomates d'importation ;
 - Poivron : poivron vert uniquement ; les poivrons jaunes et rouges doivent être importés ;
 - Salades : gamme extrêmement limitée, ne répondant pas à la demande en distribution moderne. Les opérateurs importent certaines variétés de salade et des mescluns.
- ➡ Production hors sol : quelques tentatives mais rien ne semble fonctionner.
- ➡ Production locale probablement fortement polluée.

Concernant les importations de pomme de terre et d'oignon :

- ➡ Pomme de terre : image de qualité de la pomme de terre néerlandaise, profitant de la quasi disparition de la pomme de terre française depuis de nombreuses années ; importations formelles de 39 000 T en 2016 (dont 32 000 T des Pays-Bas et seulement 2 000 T de France) pour un montant de 9 M EUR ;
- ➡ Oignon : image de qualité de l'oignon néerlandais ; importations triples de celles de la pomme de terre en valeur, soit 26 M EUR en 2016 pour un tonnage de 163 000 T dont 75 000 T des Pays-Bas, 42 000 T du Niger et 37 000 T du Burkina (France : 5 000 T).
- ➡ Pour mémoire : l'ail est importé de Chine à pratiquement 100%.

3.5 Focus marché des fruits et légumes (suite)

En matière de fruits « exotiques » : importations de pommes, agrumes (oranges et clémentines) et raisins, principalement

Les importations de fruits s'élèvent à environ 12,4 M EUR en 2016 (de source : douanes ivoiriennes) ; les deux premiers pays fournisseurs, l'Afrique du sud et la France, totalisent, respectivement 5,9 M EUR et 2,1 M EUR ; pommes, agrumes et raisins représentent plus de 80% de ces importations.

- ➡ La pomme : les importations ivoiriennes de pommes et poires s'élèvent à 6,5 M EUR en 2016 (~8 000 T) dont 93% de pommes ; Afrique du sud: 4,7 M EUR et France : 1,2 M EUR
- Potentiel de marché important, estimé par le principal importateur à près de 12 conteneurs/mois, soit un tonnage 4 fois le niveau actuel à l'importation ;
- Groupe CARREFOUR : promotion des pommes françaises, Granny, Pink Lady, Golden, Red Star, ...
- Contexte difficile du fait de la structure de la consommation très conservatrice : marché de pommes Golden ; l'approche du marché doit également tenir compte de la mauvaise conservation de la pomme sous le climat de la Côte d'Ivoire et de l'absence de froid chez les grossistes (marges trop faibles au regard des investissements nécessaires) ; contrairement à la pomme sud-africaine, « *la pomme française ne tient pas* » ;
- Chaleur et humidité conviennent encore moins à la poire : importations négligeables.
- ➡ Le raisin : les importations ivoiriennes s'élèvent à 1,8 M EUR en 2016, avec pour principaux pays fournisseurs : l'Afrique du sud et l'Italie.
- Variété recherchée : Red Globe
- Potentiel de marché estimé à 5-6 conteneurs/mois



CARREFOUR - Abidjan



Gamme diversifiée de fruits et légumes d'importation

= marché de niche

Quelques exemples :

Pomme Granny (FR) 2450 FCFA/kg ~ 3,70 EUR/kg

Pomme Royal Gala (FR) idem

Pomme Cripps Pink (Afrique du sud) 1900 FCFA/kg ~ 2,90 EUR/kg

Tomate anciennes (FR) 8900-11500 FCFA/kg ~ 13,50-17,50 EUR/kg

Tomate ronde 6900 FCFA/kg ~ 10,50 EUR/kg

Tomate cerise (ESP) 14900 FCFA/kg ~ 22,60 EUR/kg

Poivron rouge (FR) 5400 FCFA/kg ~ 8,20 EUR/kg

Fèves (FR) 6900 FCFA/kg ~ 10,50 EUR/kg

Courgette (FR) 8900 FCFA/kg ~ 13,50 EUR/kg

Betterave rouge 6900 FCFA/kg ~ 10,50 EUR/kg

2 exemples de légumes de Côte d'Ivoire

Poivron vert 1750 FCFA/kg ~ 2,70 EUR/kg

Courgette 500 FCFA/kg ~ 0,75 EUR/kg

Oignon et pomme de terre

Pomme de terre (Pays-Bas) 2700 FCFA/5 kg ~ 0,80 EUR/kg

Oignon (Pays-Bas) 2100 FCFA/5 kg ~ 0,65 EUR/kg



3.6 Focus marché des vins et autres boissons alcoolisées

La Côte d'Ivoire est le 2^{ème} pays importateur de vins en Afrique sub-saharienne, derrière le Nigéria.

Elle importe pour près de 38 M EUR de vins en 2016 selon les douanes ivoiriennes, en progression de 65% en 5 ans.

Attention aux données douanières qui ne reflètent pas parfaitement la réalité du marché !

C'est un marché relativement mature par rapport aux autres marchés de la région.

Il convient d'insister sur la forte élasticité de la demande par rapport au prix compte tenu du faible pouvoir d'achat des classes moyennes.

95% des vins importés par la Côte d'Ivoire proviennent de 2 pays : la France et l'Espagne.

- ➡ L'Espagne « domine très largement le volume » : 52% selon les statistiques des pays exportateurs, en valeur (62% selon les douanes ivoiriennes) ;
- Selon les statistiques douanières, 80% des exportations espagnoles à destination de la Côte d'Ivoire sont constituées de vin vrac ;
- Les vins espagnols conditionnés localement se vendent généralement sous des noms « francisés » (« Cuvée ... »), jouant sur l'ambiguïté, avec mention « produit d'Espagne » ou « vin de l'UE », voire « vin de France » ;
- ➡ Jusqu'à peu, la France surpassait l'Espagne en valeur export vins à destination de la Côte d'Ivoire, elle est à présent reléguée au 2^{ème} rang : 44% selon les statistiques des pays exportateurs (33% selon les douanes ivoiriennes) ;
- Fournisseur leader pour les vins en bouteilles ;
- Fournisseur quasi exclusif sur le segment des vins effervescents.

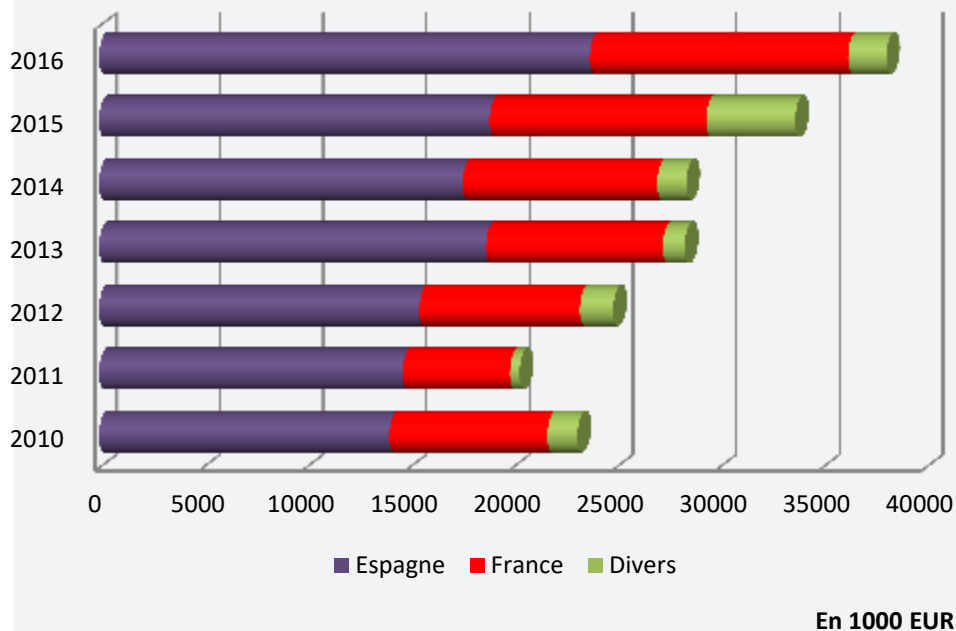
Les droits et taxes officielles à l'importation : les vins sont frappés d'un droit de douane de 20% auquel s'ajoute la TVA de 18% et la taxe spéciale sur les boissons de 25 à 30%.

Les professionnels perçoivent la procédure FAM de gestion des aides à la promotion des vins sur pays tiers (transfert des aides UE) « *trop lourde et trop stricte* » et par conséquent « *handicapante face à la concurrence de l'Espagne qui a adopté un modèle de gestion de ces aides beaucoup plus souple* ».

Les petits exportateurs auraient difficilement accès à ce protocole (appels à projets).

Evolution des importations ivoiriennes de vins (Source : GTA, selon douanes de Côte d'Ivoire)

Vins : 38 M EUR en 2016



VINS MARCHÉ IVOIRIEN

Importations ivoiriennes en hausse illustrant un marché porteur.

➔ 38 M EUR en 2016, + 13% par rapport à 2015.

Selon les douanes des pays déclarants :
Montant 2016 proche de celui déclaré par les douanes ivoiriennes



France : 60 000 hL pour 16 M EUR
Espagne : 410 000 hL pour 19 M EUR

Dynamique du marché agroalimentaire ivoirien



Côte d'Ivoire
**Le plus haut niveau de
taxation sur les vins
dans la région**

**Droits et taxes à
l'importation
70 – 80%**



CIF + 70 – 80%

Départ Espagne

Entrée de gamme ~0,74 EUR/b

Prix moyen des vins espagnols

~0,80-0,85 EUR/b

Départ France

Entrée de gamme ~0,97 EUR/b

Prix moyen des vins français

~ 1,50-1,60 EUR/b

Fret + droits et taxes

Par avion ~ 15 EUR/b, soit pour
un vin à 2 EUR/b, un prix rendu
de 17 EUR

Par bateau ~4-5 EUR/b, soit
pour un vin à 2 EUR/b un prix
rendu de 7 EUR



Le vin rouge a la faveur des consommateurs

- ➔ Vin rouge ~ 85% du marché ;
- ➔ Vin blanc ~ 12% ; marché de vins moelleux : le vin blanc est un « produit d'acquisition », un vin d'appel à même d'attirer les consommatrices et les consommateurs de bière ;
- ➔ Vin rosé ~ 3% ; consommateurs expatriés quasi exclusivement.

A ce propos, faiblesse de l'offre française signalée : l'absence de vins rouges sucrés, d'où le succès des vins rouges moelleux espagnols.

Le vin préféré des Ivoiriens est le vin de Bordeaux

- ➔ Un atout majeur pour l'appellation française ;
- ➔ Un formatage de longue date sur le boisé qui donne également un avantage aux Espagnols et Sud-africains qui utilisent des copeaux de bois.

Le cas du Champagne mérite d'être explicité.

- ➔ La Côte d'Ivoire est le 4^{ème} marché africain pour le Champagne en valeur, derrière l'Afrique du sud, le Nigéria et le Cameroun ~3,3 M EUR en 2016 ;
- ➔ Du fait du différentiel de taxes entre la Côte d'Ivoire et le Ghana, le Ghana réexpédie des volumes importants de Champagne à destination de la Côte d'Ivoire ; il semblerait que le Togo en fasse de même, à une moindre échelle ;
- ➔ Aussi, le marché ivoirien réel, dans le cas du Champagne, est pratiquement double de ce que les statistiques douanières indiquent.

La distribution des vins et spiritueux est assurée par :

- ➔ Les maquis, épiciers traditionnels ;
- ➔ Les groupes de distribution moderne ;
- ➔ Les enseignes spécialisées, intégrées à la distribution moderne ou indépendantes ;
- En guise d'illustration, LA CAVE DE L'OENOPHILE (groupe PROSUMA) compte 12 boutiques (Abidjan, Bassam, San Pedro, Yamassoukro) ; 15 ans d'existence pour ce groupe leader de la vente de vins et spiritueux aux restaurateurs comme aux particuliers, avec une part du marché ivoirien de l'ordre de 65% ; 800 références de vins français et une soixantaine de vins autres (50% vins européens, 50% vins du nouveau monde) ;
- SODIREP.



Les tendances en grande distribution :

- ➡ Groupe CDCI : test en cours, en magasin « Leader Price », d'une gamme de vins de milieu de gamme ; efforts en termes d'organisation des linéaires, climatisation, accueil de la clientèle et conseils, etc. ; pour ce groupe, « *le niveau de prix des vins français reste une contrainte* »
- ➡ PROSUMA : filiale caviste « LA CAVE DE L'OENOPHILE » :cf plus haut

Majorité de vins entre 1 et 6 EUR au détail

- ➡ Ample gamme de prix en supermarchés : 3 à 90 EUR milieu de gamme ;
- ➡ Gamme de vins français couvrant toutes les catégories, des vins d'entrée de gamme au vins de prestige.

L'enquête fait ressortir les points suivants :

- ➡ Les consommateurs ivoiriens vont « culturellement » vers les vins français forts d'une solide image de qualité, tandis que les vins espagnols ne bénéficient pas d'une telle visibilité ;
- ➡ En revanche, la filière viticole espagnole fait preuve d'une « forte agressivité commerciale » et d'une « remarquable efficacité » quant aux événements organisés par les services économiques de l'Ambassade d'Espagne, qualifiés d' « *originaux* », « *ludiques* », alliant gastronomie, culture, théâtre, ...
- ➡ Vins italiens : peu d'impact a priori, une quinzaine de restaurants italiens à Abidjan, des vins relativement chers, une communauté italienne limitée en nombre mais plusieurs événements récents dont un en juillet 2017 et des efforts de prospection ;
Un fer de lance : le Prosecco très agressif sur le segment des vins effervescents ;
Un produit qui se décline du bas de gamme au DOCG ;
Un produit à meilleure image que les crémants, « très marketé » et « tendance chic » ;
- ➡ Efforts des exportateurs chiliens, notamment sur les moelleux, mais handicap du prix (coûts d'approche élevés) et de l'absence d'image ;
- ➡ Intérêt également des exportateurs portugais et marocains.

Par ailleurs :

- ➡ Le kitch fonctionne bien en Côte d'Ivoire ; les bouteilles sleeveées, colorées, s'avèrent être attractives. ; les exportateurs italiens adaptent les bouteilles de Prosecco en conséquence.

Il conviendrait d'étudier de plus près le segment des cidres

Le cidre a un potentiel de marché en attirant les consommateurs de bière.

- ➡ « Produit d'accès », bien typé, sucré, attrait du fruité ;
- ➡ Marketing possible autour du fait que l'épouse du Président ivoirien adore le cidre ;
- ➡ Mais nom « vieillot » à occulter avec une mention plus attractive ;
- ➡ A décliner dans une version sans alcool, pour capter une population musulmane à 40%.

Autre piste identifiée : les bières de cavistes, un marché de niche relativement dynamique.

Les conseils :

La curiosité des Ivoiriens

- ➡ Expliquer, parler du travail sur les vignes, du métier de viticulteur, de la vinification ;
- ➡ Parler de l'histoire, remonter dans le temps ;
- ➡ Communiquer autour des appellations, des terroirs.

Autre remarques générale concernant l'approche française selon les importateurs interrogés :

- ➡ « Suivi du produit à améliorer ».

OPPORTUNITES

- Cidres
- Bières artisanales

HANDICAPS

- Faiblesse du pouvoir d'achat
- Des challengers rapides et efficaces
- Niveau de prix de l'offre espagnole



SH 220410 (vins effervescents)

FRANCE ~ 3,7 M EUR



**Importations
ivoiriennes 2016
Vins SH 2204**

Selon pays exportateurs

ESPAGNE ~ 19,2 M EUR

FRANCE ~ 16 M EUR



SH 220429 (vrac)

ESPAGNE ~ 15,1 M EUR

SH 220421 (vins en b.)

FRANCE ~ 12,1 M EUR
ESPAGNE ~ 4 M EUR

**Consommation des pays africains en litres d'alcool pur
par an et par habitant de plus de 15 ans.**

1	Gabon	9.01	16	Burkina Faso	4.29
2	Nigeria	8.90	17	Côte d'Ivoire	3.99
3	Ouganda	8.33	18	Zimbabwe	3.85
4	Afrique du Sud	7.77	19	Cap-Vert	3.25
5	Rwanda	7.12	20	Liberia	3.07
6	Sierra Leone	6.74	21	Lesotho	2.92
7	Burundi	6.32	22	Zambie	2.75
8	Angola	6.20	23	Maurice	2.65
9	Tanzanie	6.20	24	Gambie	2.44
10	Botswana	5.98	25	Congo (Kinshasa)	2.41
11	Guinée équatoriale	5.73	26	Guinée-Bissau	2.28
12	Cameroun	5.64	27	Ghana	1.84
13	Swaziland	5.05	28	Congo (Brazzaville)	1.75
14	São Tomé & P.	4.42	29	Centrafrique	1.73
15	Seychelles	4.33	30	Kenya	1.73

Source OMS 2017



Ghana

Envergure agricole

Opportunités intrants et équipements

Principaux repères

Ghana 238 000 km² (~ 2/5 France)
530 km de côtes

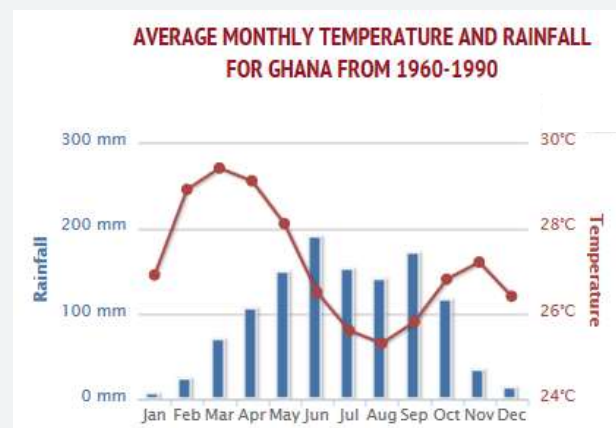
Agriculture

Terres aptes à l'agriculture ~ 16,7 M ha (FAO)
Terres arables ~ 4,8 M ha, terres cultivées ~ 7-8 M ha
Forêts : 4,8 M ha
Cultures de rente : cacaoyer, hévéa, palmier à huile (300 000 ha), plantations d'ananas, ...
Grandes cultures diversifiées : maïs ~ 1 M ha, riz ~200 000 ha, sorgho ~300 000 ha, tubercules, ...
Horticulture fruitière et légumière

Elevage

sous toutes réserves

Cheptel bovin	0,5-1,5 M têtes
Cheptel ovin / caprin	0,9 -3,8 et 4,9 M têtes
Cheptel porcin	520-540 000 têtes
Volailles	43-48 M têtes



Source : Banque Mondiale

1.1 Agriculture ghanéenne à deux vitesses

La particularité du climat du Ghana est d'être, en dépit de sa position géographique, sous influence sahélienne dans sa partie côtière. C'est un climat par conséquent plus sec qu'en Côte d'Ivoire, avec conséquences sur l'agriculture.

- 2 saisons : saison humide et saison sèche ;
- Pluviométrie de 600 mm/an (zone côtière) à 2200 mm/an (zone forestière du sud-ouest).

Potentiel de terres agricoles de l'ordre de 16-17 M ha

- 16-17 M ha de terres agricoles environ dont seulement 50% cultivés ;
- Potentiel irrigable ~500 000 ha (réalité ~ 15-30 000 ha).

Au Ghana comme en Côte d'Ivoire, la petite agriculture familiale est prédominante et tournée vers la polyculture pluviale/ élevage, avec accès limité aux moyens de production.

C'est une agriculture à deux vitesses, la situation est classique en Afrique subsaharienne.

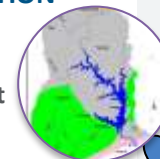
- ➡ Secteur agricole exportateur : cultures de rente telles que le cacao et cultures industrielles ;
- ➡ Secteur dit « vivrier » aux structures et méthodes culturelles traditionnelles ;
- De fait, marché d'intrants à très bas prix, échappant à tout contrôle, énormément de produits contrefaits, voire de produits frelatés, produits phytosanitaires interdits en Europe ou de durée de péremption largement dépassée.

Il a été signalé un fort impact des produits chimiques chinois.

Le Ghana est une plate-forme africaine d'importation de produits chimiques de toutes natures, avec une forte part de contrefaçon.

PROJET « ACCRA PLAINS IRRIGATION PROJECT »

1^{ère} phase : plan de 5 000 ha, devant démarrer initialement en 2010



Spéculations envisagées : plantations de bananiers, ananas, manguiers et grandes cultures (soja et autres légumineuses, riz, maïs, arachide, ...)

Avec allocation de terres à des entrepreneurs privés.

GHANA : plate-forme régionale de négoce de produits chimiques

Exemple : importations ghanéennes de glyphosate de 15 M L/an, plus de 5 fois les besoins du pays.

Plate-forme de produits contrefaits

1.2 Focus cultures d'exportation, cultures industrielles et grandes cultures

Si les Pouvoirs Publics montrent, plus que par le passé, une volonté d'appui au développement agricole, la situation sur le terrain reste très difficile. Le pays est peu tourné vers l'agriculture.

Hormis certaines productions pouvant attirer des multinationales, sans les bailleurs de fonds étrangers, l'agriculture ghanéenne serait totalement sinistrée.

Il existe de multiples programmes de développement agricole dans le cadre de financements USAID, JICA, AFD (Proparco), etc., ces programmes générant un apport d'expertise et de technologies (machinisme agricole, irrigation, etc.).

Le potentiel agricole est important mais contrairement à la Côte d'Ivoire, la population rurale est limitée et le pays compte peu de travailleurs immigrés. La productivité du travail est en outre plus faible qu'en Côte d'Ivoire.

Les diverses filières souffrent d'un manque d'organisation.

La problématique du foncier est la même qu'en Côte d'Ivoire : pas de disponibilité ou presque en terres titrées, pouvant servir de garantie aux organismes prêteurs.

Pour mémoire, la filière du cacao au Ghana représente 20% de la production mondiale et concerne 800 000 familles. A noter que pendant la guerre civile en Côte d'Ivoire, les négociants basés au Ghana commercialisaient une large part du cacao ivoirien.

A présent, le différentiel de prix payés aux producteurs entre le Ghana et la Côte d'Ivoire génère d'important flux de contrebande entre les deux pays.

- ➡ Côte d'Ivoire : prix d'achat de 1 226 USD/T ;
- ➡ Ghana : 1 725 USD/T.

Avec la dépression des cours du cacao sur le marché international, il existe une forte pression à la baisse des surfaces consacrées (surface estimée ~800 000 ha). Des spécialistes ghanéens estiment au contraire qu'il est temps d'investir dans cette activité – la seule culture d'exportation- pour améliorer les rendements et la compétitivité de la filière.

Les groupements de planteurs qui se créent pourraient être les moteurs de cette dynamique (certification Fairtrade, etc.).

A noter que l'importateur distributeur d'intrants agricoles WIENCO, société ghanéo-néerlandaise – alliance stratégique avec RMG CONCEPT (SYNGENTA)- appuie la création de tels groupements (cacao, maïs, riz, ...) avec un protocole de financement, fourniture d'intrants, rachat des récoltes.

A souligner également les investissements du groupe de négoce TOUTON dans la transformation du cacao (CTPC).

Hévéa, palmier à huile, coton sont quant à elles des cultures de moindre impact au Ghana.

Le palmier à huile couvre près de 300 000 ha dont 275 000 ha sur territoire villageois.

- ➡ Un acteur industriel à signaler : WILMAR doté de l'outil industriel de l'ex-UNILEVER.

La culture de l'hévéa paraît marginale, ~ 30 000 ha dont moins de 1 000 ha cultivés par les villageois-, mais pourrait connaître de nouveaux développements, à l'initiative notamment du groupe SIFCA.

- ➡ Groupe actif : GHANA RUBBER ESTATE (GREL), filiale de SIPH, de la holding SIFCA (cf étude Côte d'Ivoire) ;
GREL ~13 000 ha de plantation d'hévéa dont 9 000 en production ;
Production de l'ordre de 15 000 kg latex DRC/an (caoutchouc sec)
dont 1/3 issus d'apporteurs ;
Appui financier de PROPARCO.
- ➡ Parmi les autres acteurs : le groupe belge SOCFIN.

Important projet de culture de canne à sucre (cf focus industrie sucrière)

- ➡ MoU signé avec les Mauriciens concernant la mise en culture de 20 à 30 000 ha dans le nord du pays.

Enfin, de nouvelles plantations de bananeraies ! À l'actif de GOLDEN EXOTICS (filiale de LA COMPAGNIE FRUITIERE)

- ➡ 1 200 ha de bananeraies dont 1 000 ha en conduite conventionnelle ;
- ➡ Expérimentation en bio très fructueuse, avec développement de techniques de compostage pour améliorer les sols.

OPPORTUNITES

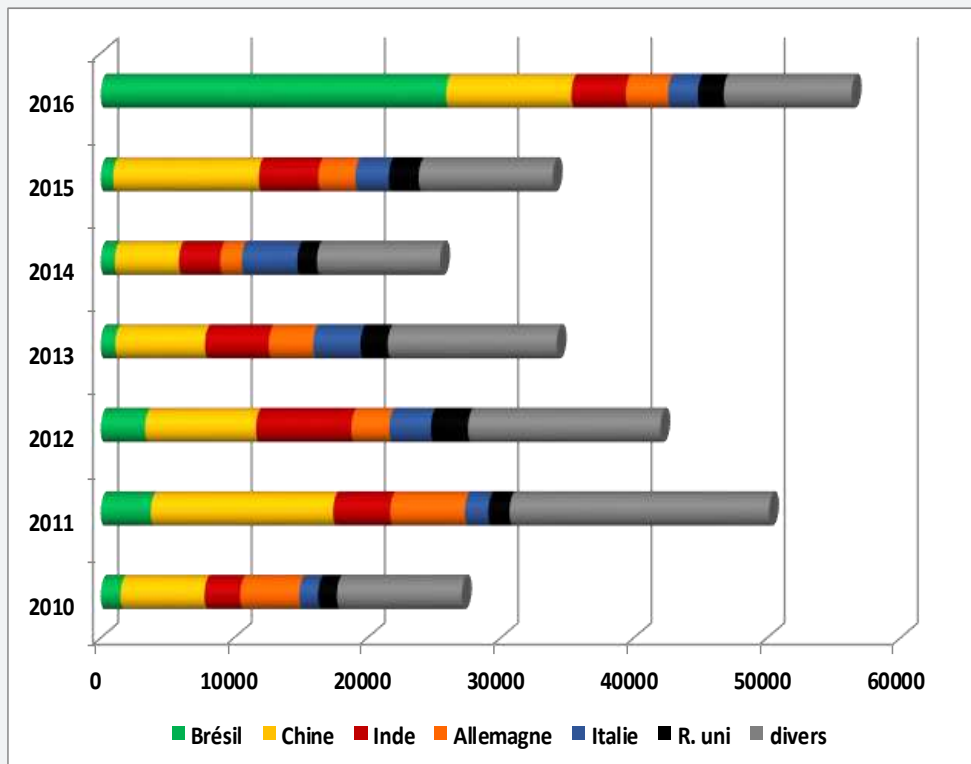
- Besoins en intrants : génétique végétale (semences de maïs en premier lieu), engrais de qualité et autres intrants
- Partenariat en multiplication semencière (maïs)
- Besoins très importants en transfert de technologies, mécanisation agricole
- Besoins considérables en post-récolte
- Besoins en formation agricole
- Besoins divers, même en filière cacao : à commencer par un outil de statistiques agricoles
- Opportunités pour des technologies innovantes de contrôle à distance des paramètres dans le cas des plantations
- Une filière prioritaire à « professionnaliser » : la filière maïs
- Centre de machinisme agricole : cible des maïsiculteurs

HANDICAPS

- Manque crucial de financements (comme en Côte d'Ivoire)
- Accès au foncier problématique (comme en Côte d'Ivoire)
- Déficit considérable en main d'œuvre (ce qui n'est pas le cas en Côte d'Ivoire)
- Concurrence entre éleveurs (Fulanis) et cultivateurs dans le nord du pays

Evolution des importations ghanéennes de machinisme agricole

(Source : COMTRADE, selon douanes ghanéennes)



Montant total 2016 : 70,2 millions EUR, un montant pratiquement double de celui de 2015

Dont principaux postes :

- Tracteurs (870190) : 23,9 M EUR
- Equipements agri/horticoles (842481) : 11,2 M EUR
- Equipements criblage des grains (8437) : 7,4 M EUR
- Equipements pour couvoirs, ... (8436) : 6,5 M EUR
- Equipements travail du sol (8432) : 6,2 M EUR
- Machines et équipements de manutention (842890) : 5 M EUR
- Equipements de récolte (8433) : 4,5 M EUR

Percée du Brésil en 2016, reléguant la Chine au 2^{ème} rang :

- Brésil ~ 25,9 M EUR, soit 37%
- Chine ~ 9,4 M EUR, soit 13%

La France se hausse au 8^{ème} rang en 2016, avec 2,5 M EUR

Culture majeure au Ghana sur 1 M ha : le maïs grain

- ➡ Culture d'ampleur supérieure à celle de la Côte d'Ivoire ;
- ➡ Mais de très faibles rendements moyens ~ 15 q/ha ;
- ➡ Segmentation des structures de production :
 - Petits agriculteurs : 2 ha maximum ;
 - Exploitations de taille moyenne : jusqu'à 20 ha ;
 - Grandes exploitations : 2 ou 3 unités de plus de 50 ha (leader SCAN FARM à Agogo avec 5-600 ha) ;
- ➡ De gros besoins en transfert de technologies sous réserve de sources de financement ;
- ➡ Les contraintes post-récolte sont considérables (transport, stockage).

Ces petits agriculteurs sont démunis, en l'absence de soutien public, ne serait-ce qu'en matière de vulgarisation.

La société WIENCO, JV ghanéo-néerlandaise fondée en 1979 dans la distribution d'intrants agricoles, mène un intéressant projet d'encadrement de maïsiculteurs du nord du pays et de production locale de semences hybrides.

Cette société détentrice de 2 exploitations (1500 ha en riziculture et 400 ha irrigable sous pivot pour un projet semencier) recherche un partenaire en partage de risque.

La culture du soja est, comme en Côte d'Ivoire, à potentiel, avec débouchés assurés.

Comme en Côte d'Ivoire, il est observé un développement du riz.

- ➡ Priorité étatique ;
- ➡ Bailleurs de fonds : USAID et coopération néerlandaise notamment ;
- ➡ Comme dans le cas du maïs, les contraintes de post-récolte sont majeures, même pour des producteurs à rendement faible, de l'ordre de 5q/ha.

Le Ghana consommerait 40 M sacs de maïs chaque année



2 M T



Production nationale probablement sous-estimée

Importations probablement supérieures aux déclarations douanières (officiellement de l'ordre de 70-100 000 T/an)

Cf graphique page suivante

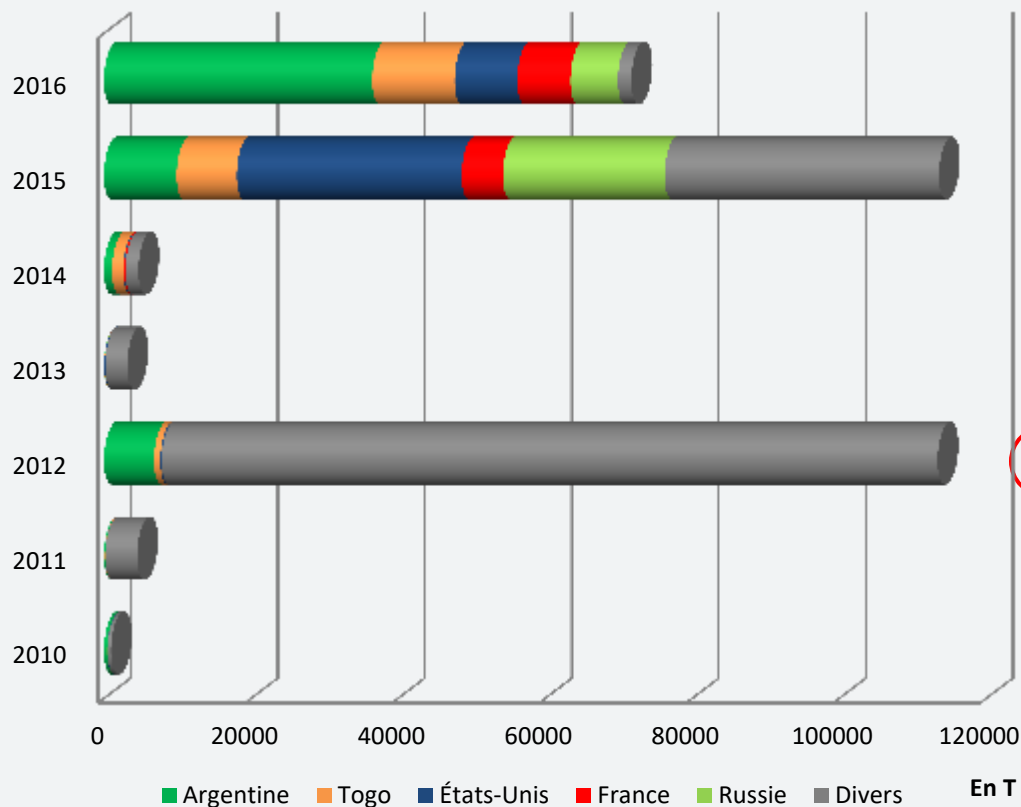


Evolution des importations ghanéennes de maïs (Source : GTA, selon douanes du Ghana)

MAÏS MARCHÉ GHANEEN

Maïs : 72 000 T en 2016

14 M EUR



Marché fluctuant

Montant 2016 : 14 M EUR, contre 24 M EUR l'année précédente

➔ Dominent l'Argentine en 2016, les États-Unis en 2015



La France occupe une place modeste

1.3 Focus productions légumières

L'émergence d'une horticulture légumière performante se heurte à plusieurs facteurs limitants :

- ➔ Accès au foncier et à l'eau, coût élevé de l'irrigation ;
- ➔ Manque de technologies ;
- ➔ Déficit d'organisation de la filière (mise sur le marché chaotique, absence de froid, pertes post-récolte importantes) et de contrôle sanitaire.

Le maraîchage péri-urbain d'Accra peine à satisfaire la demande en légumes de base : tomate, poivron, okra, oignon, choux, salades, maïs, en quantité et qualité.

Le potentiel de production est considérable : zones irriguées le long du fleuve Volta et lac Volta ainsi qu'en zone d'Accra.

En matière de semences potagères, la concurrence est vive sur un marché très étroit (variétés population en large part).

Il est redouté que les légumes produits soient fortement contaminés par des polluants divers.

Pour mémoire, les habitudes de consommation des légumes :

- ➔ Traditionnellement sous forme de soupes « banku » et « fufu », et sauces épicées à base de tomate « shitu » ;
- ➔ Moins fréquentes sous forme de salades et crudités, avant tout le cas des classes aisées et expatriés.

Les productions légumières à l'export

Abstraction faite des racines et tubercules exportés (la quasi-totalité des 14 M EUR exportés en 2016 sous la rubrique SH 07), l'exportation de légumes frais est au stade des balbutiements. Pourtant, l'implantation du groupe kenyan VEGPRO (rebaptisé VP GROUP), avec l'appui financier de la Banque mondiale : a généré une nouvelle dynamique de production : baby corn, poivrons, okra, courge butternut,...

- ➔ Plus de 1 000 ha sans compter les apporteurs (plus de 800) ;
- ➔ Cet investissement du géant kenyan semble indiquer des avantages compétitifs à terme du Ghana sur le Kenya.



VP GROUP

— Growing In Harmony —

VEGPRO GHANA, filiale du groupe kenyan spécialiste de l'exportation de fleurs et de légumes

Appui financier de la Banque Mondiale (Fonds IFC) en 2013

Appui de la coopération néerlandaise :

- **Création de la plate-forme GHANA-VEG (assistance technique et financement 2014-17)**
- **Organisation de missions de spécialistes néerlandais tels que BEJO, UNITHERM, FRUGIVENTA, etc.**

1.4 Filières d'élevage faibles mais à potentiel

Il convient de noter l'absence de statistiques fiables en la matière. De source MoFA, la situation est la suivante :

- ➔ Elevage : 7% du produit brut agricole ;
- ➔ Production 2013 estimée à :
 - Viande bovine ~22 000 T ;
 - Viandes ovine et caprine ~ respectivement 19 et 22 000 T ;
 - Viande porcine ~ 21 000 T ;
 - Viande de volaille ~ 51 000 T.

Deux programmes sont mis en avant concernant l'appui public à l'élevage :

- ➔ West Africa Agricultural Productivity Program (WAAPP II) : programme généré par la Banque Mondiale
- ➔ Ghana Broiler Revitalization Project (MoFA 2014) : programme ghanéen

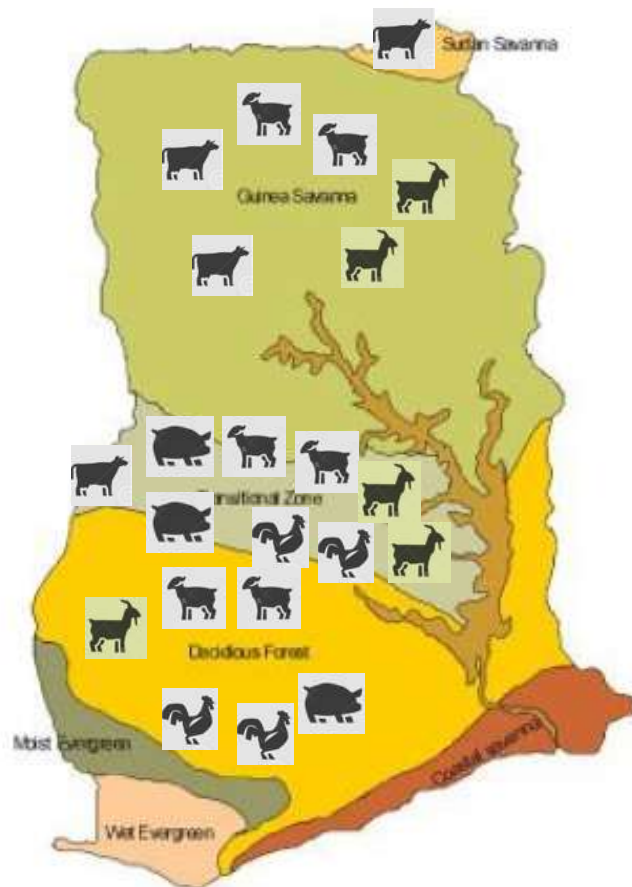
Globalement les filières d'élevage ghanéennes sont faibles à très faibles.

- ➔ Manque de technologies, pratiques d'élevage rudimentaires
- ➔ Déficit d'organisation et de contrôle sanitaire

Bilan :

- ➔ Secteur bovin lait, quasi inexistant ; un gros potentiel toutefois ;
- ➔ Secteur ruminants viande (engraissement) faible à échelle commerciale mais à fort potentiel ;
 - Bovins ~1,7 M têtes : race West Africa Shorthorn dominante, en race pure ou en croisement zébu
 - Ovins ~4,3 M têtes et caprins ~6 M têtes : races trypanotolérantes West African Dwarf
- ➔ Secteur avicole anormalement faible : marché d'importation de viande de volaille des Etats-Unis et du Brésil principalement (total import 2016 ~90 M EUR) ;
- ➔ Secteur porcin à potentiel ;
- ➔ Secteur aquacole à gros potentiel.

Répartition du cheptel
2 régions majeures : zone de forêt et zone intermédiaire



1.5 Focus aviculture

L'aviculture ghanéenne s'avère être sous-développée.

En l'absence de statistiques fiables, le cheptel avicole global est évalué par le MoFA à 68 M têtes pour 2014.

- Aviculture chair en premier lieu, secteur sinistré, incapable d'affronter les importations massives de viande de poulet de chair du Brésil et des Etats-Unis.
- Ponte, secteur plus solide car filière non exposée aux importations, mais néanmoins fragmentée : présence d'ateliers en périphérie d'Accra et de Kumasi
- Ce qui explique que 80% de l'aliment composé pour volaille soit destiné aux ateliers de poules pondeuses, et uniquement aux petits éleveurs
- La plus grosse unité compte 0,5 M têtes (loin des standards internationaux) et le segment intermédiaire moins de 10 ateliers de taille moyenne (200-400 000 pondeuses) ; ces acteurs fabriquent leur propre aliment à partir de concentré d'importation ;
- Cheptel estimé ~8,5 M pondeuses ;
- Lignées Hisex Brown, ISA Brown, Lohman Brown, Bovar Brown, ...

La production ghanéenne de poulet de chair est estimée à environ 35 000 T pour 2017 (de source USDA), à comparer aux 158 000 T d'importation (prévisions 2017), soit moins de 20% de la consommation estimée.

Des coûts de production excessifs et un prix de détail 30 à 40% plus cher que le broiler d'importation.

- Coût élevé de l'aliment et performances médiocres ;
- Coût élevé des traitements vétérinaires ;
- Coût très élevé de l'énergie.

4 intégrateurs encore opérationnels, le leader étant DARKO FARM

- DARKO : 50% de la production ghanéenne de poussins d'un jour, également poulets de chair et oeufs ;
- AKATE : acteur leader en ponte et des projets en volaille de chair avec intégration de la transformation ;
- ASAMOAH ;
- TOPMAN FARM.



Les avis recueillis sont plutôt optimistes quant à la perspective d'investissements locaux dans cette filière jugée « à haut potentiel ». Mais la pression sanitaire perçue comme une menace permanente est un frein majeur.

C'est toute une filière à construire, avec, nécessairement, un véritable engagement public.

Production locale d'aliments pour volaille

Local poultry feed production in selected feed mills in Ghana					
Feed mill	Location	Operating capacity tonnes/day	Type of feed	January-October 2012	
				Quantity produced (tonnes)	Value (GH¢)
Agricare Ltd	Kumasi		40% concentrate, 60% finished feed	3 500	3 150 000 000
GAPFA	Accra	80	CS,GM,LM,BS,BF	15 649.92	14 084 928 000
Central Feed mill Ltd	Adenta				
Kosher Feed mill	La	24	TS,GM,LM,BS,BF	1 137.96	1 058 166.000
Tantra Co. Ltd	Takoradi/Ho	8	CS,GW,LM	0.230	207 000
Divine Feed mill	Accra				
Amas				825.50	742 950
Delawin Farm Ltd	Tema	10	CS,GW,LM	0.915	814 350
Asutsuare Poultry Farm Ltd	Kumasi	40	CS,GW,LM	4 960	4 464 000
K.Asante Farm Ltd		10		0.558	502 200
CS: chicken starter, GM: grower mash, LM: layer mash, BS: broiler starter, BF: broiler					
Source: Field Data, Akunzule, 2012					

Source : FAO 2014

1.6 Focus élevage porcin

L'élevage porcin est considéré comme étant l'élevage potentiellement le plus rentable au Ghana, voire un « very good business ».

En l'absence de statistiques fiables, le cheptel porcin est estimé par le MoFA à 638 000 têtes pour 2014.

L'élevage est encore peu développé, les structures fragmentées

- ➔ Taille moyenne des élevages naisseurs : 20-30 truies ; rares élevages autour de 100 truies ;
- ➔ Races dominantes en croisement : Landrace et Large White ;
- ➔ Portée moyenne de 10 porcelets nés vivants/truie ;
- ➔ Porc charcutier : 100 kg PV à 8 mois ;
- ➔ Prix aux producteurs ~ 10-12 GHC/kg PV (2-2,40 EUR), soit 15-17 GHC/kg PC (3-3,40 EUR) ;
- ➔ Marge estimée ~0,90 GHC/kg PV (sans le travail).

L'alimentation est préparée par les éleveurs sur la base de concentrés et de ressources locales diverses : sons de blé et de riz, tourteaux de palmiste, de coprah et de soja, légumineuses, maïs, sous-produits divers, sans formulation validée.

Des CMV sont utilisés uniquement dans les aliments starter.

Ont été identifiés les leaders suivants : MARIDAV (représentant de DSM, GIVAUDAN, BIOMIN et ZOETIS), DE HEUS GHANA, AGRICARE

La pression sanitaire est considérée comme étant « gérable » ; si la peste porcine est présente épisodiquement, la situation n'est pas jugée préoccupante.

Principaux fournisseurs en médecine vétérinaire : MARIDAV , MULTIVET.

OPPORTUNITES

- Eleveurs demandeurs en transfert de technologies et organisation de A à Z ; intérêt pour le système coopératif français.
- Besoins importants en formation : nutrition animale, hygiène et biosécurité

HANDICAPS

- Manque crucial de financements

Le marché est porteur pour cet élevage :

- ➔ Marché lucratif de produits de charcuterie : *ham sausage, boiled ham, liver pate, frankfurter* (populaires « *sausage roll* »), *smoked ham, bacon*,...
- ➔ Et de viande réfrigérée.

Une association des éleveurs de porcs s'est créée en 2015 avec l'ambition de structurer la chaîne de valeur

- ➔ 500 membres actifs dont 200 éleveurs propriétaires de ~6 000 truies (moy. 30 truies) ;
- ➔ Très forte demande pour une assistance française.

Il a été évoqué l'opportunité de création d'ateliers en zones franches (avec « défiscalisation à vie »).

1.7 Focus aquaculture

550 km de côtes maritimes plaident en faveur d'un secteur aquacole vigoureux ; il n'en est rien.

Le secteur de la pêche représenterait un CA de l'ordre de 1 milliard GHC.

- ➔ La pêche en mer représenterait plus de 80% des prises ~ 320-350 000 T/an ; les prises en eau douce, le restant ~80-100 000 T dont aquaculture ~30-40 000 T ;
- ➔ Pêche artisanale dans les deux cas ~2 M de pêcheurs ;
- ➔ Le tonnage global serait en déclin du fait de la surexploitation des ressources, des prises illicites, et du changement climatique.

Il convient d'insister sur la place privilégiée du poisson dans le régime alimentaire des Ghanéens : source protéique traditionnellement préférée et la moins chère (environ 60% de la consommation en protéines animales).

- ➔ Niveau de consommation ~ 25kg/hab./an ; environ 20% des dépenses alimentaires au Ghana !

En dépit d'un potentiel exceptionnel (lac Volta), l'aquaculture ghanéenne est encore embryonnaire dans sa composante d'élevage à proprement parler.

Il s'agit avant tout d'élevage de tilapia, en bassins et cages, pour 80% environ de la production. Les 20% restants étant constitués de catfish (*Clarias sp.*, *Heterobranchus sp.*) et le "Sans-nom" (*Heterotis niloticus*) ; élevage semi-intensif pour l'essentiel.

En matière d'aquaculture commerciale, trois acteurs dominent :

- ➔ TROPOFARM
 - 2 000 T de poissons en place (tilapias) ;
 - Consommation de l'ordre de 15 000 T d'aliment/an ;
 - Actionnaires présents au Kenya : VICTORY FARM ;
- ➔ WEST AFRICAN FISH
 - Investisseur danois (Royal Danish Fish Group A/S) ;
- ➔ TRITON
 - Investisseur indien (importateur de produits de la mer).

Ainsi que des acteurs chinois, taïwanais, coréen, et une multitude de fermes ghanéennes de petite taille (50 à 200 T/an).

Un facteur positif pour la filière : l'implantation d'une société israélienne en production d'aliments pour poissons.

Et le revers de la médaille : son quasi monopole sur le marché de l'aliment poisson au Ghana et dans la sous-région.

- ➔ RAANAN FISH FEED WEST AFRICA : plate-forme de production pour l'Afrique de l'ouest avec formation d'éleveurs en région du lac Volta ainsi qu'au Nigéria, Togo, Bénin et Côte d'Ivoire



Des entraves au développement aquacole :

- ➔ Accès au terrain problématique et baisse de niveau du lac Volta (conflit potentiel avec la production d'énergie hydraulique) ;
- ➔ Accès à des lignes de crédit également problématique ;
- ➔ Déficit en aliment poisson de qualité et en alevins ;
- ➔ Manque de savoir faire et de technologies ;
- ➔ Déficit d'organisation de la filière et de contrôle sanitaire ;
- ➔ Chaîne du froid défectueuse au Ghana, à tous niveaux : problème d'accès au client final dans de bonnes conditions.

A noter l'existence d'un projet d'élevage de crevettes auquel participe un bureau d'études français.

Le potentiel est jugé considérable d'autant plus que le Ghana se classe au rang des 5 plus gros pays consommateurs de poisson en Afrique.

Pour mémoire, le Ghana importe pour assouvir la demande domestique

- ➔ 267,5 M EUR d'importations en 2016 (SH 03) ~ 870 000 T
- Mauritanie : 65 M EUR
- Belgique : 50 M EUR
- Maroc : 27 M EUR

Ces importations représentent près de 50% du marché de consommation.

C'est le 2^{ème} poste à l'importation agro-alimentaire avec 18% des 1,5 milliard EUR importés en 2016 (se reporter au graphique en début de document).

Remarque : l'importation de tilapias congelés est théoriquement interdite au Ghana, préservant ainsi la filière d'élevage locale.

Il est de même interdit d'importer des reproducteurs tilapias pour préserver les souches locales. Il semblerait que cette interdiction soit enfreinte par certains acteurs peu scrupuleux.

OPPORTUNITES

- Environnement favorable aux investisseurs en production de crevettes comme de poissons : potentiel de production considérable (lac Volta et surfaces en eaux saumâtres) et marché de consommation local porteur
- Besoins identifiés :
 - en élevage : aliments de qualité (production locale du fait des obstacles non tarifaires à l'importation), vaccins (à noter le projet d'implantation d'une société française) et équipements divers
 - en aval: process – tri, éviscération, conditionnement - et chaîne du froid
- Partenariat technique, voire financier pour l'élevage de crevettes (filiale complète)
- Amélioration génétique du tilapia : expertise
- Expertise vétérinaire en élevage aquacole

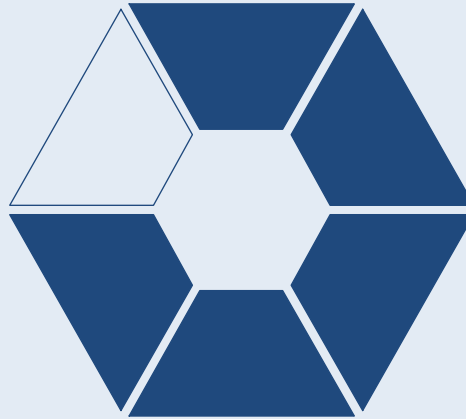
HANDICAPS

- Manque crucial de financements
- Accès au foncier (eau douce) problématique
- Dévaluation du cedi (hausse du coût des intrants)

Ordre de grandeur des prix du tilapia

Prix de gros ex-farm ~ 10-13 GHC /kg
En élevage commercial, en souches locales, sous gestion rigoureuse

Prix de détail ~16-18 GHC/kg
« le tilapia le plus cher au monde »



Ghana

Envergure agro-industrielle

Opportunités intrants et équipements

2.1 Industrie agroalimentaire relativement peu étoffée

L'industrie agro-alimentaire ghanéenne est peu étoffée

Dans un contexte porteur pour des produits alimentaires transformés compte tenu de l'urbanisation et de l'émergence de classes moyennes.

Principaux segments :

- ➔ Industrie des boissons : COCA COLA, PEPSI, SABMiller, DIAGEO, ... ;
- Marché d'équipements et d'intrants de toutes natures ;
- Dans le cas du développement brassicole : marché d'importation de malt ;
- ➔ Industrie de la meunerie et de la panification : IRANI BROTHERS, TAKORADI, OLAM, SEABORD, ... ;
- Marché d'importation de blés ;
- Marché d'importations d'améliorants de panification, levures, etc., et naturellement d'équipements ;
- ➔ Industrie de transformation du cacao : tous les géants multinationaux du secteur sur zone (broyage uniquement), ADM, CARGILL, BARRY CALLEBAUT, CADBURY, TOUTON, ...
- ➔ Industrie sucrière ;
- ➔ Industrie de l'huilerie : WILMAR, SIAT (Belgique), BENSO (GH), NORPALM (Norvège) ;
- ➔ Industrie laitière : FRIESLAND, FANMILK (DANONE), PROMASIDOR ;
- ➔ Industrie autre : NESTLE (Gammes « Milo », « Cerelac », etc.), UNILEVER, BLUE SKIES (fruits transformés).

Les coûts industriels sont élevés.

- ➔ Inflation et dépréciation du cedi contribuent à l'érosion des marges de cette industrie qui importe une large part de ses intrants et la totalité de ses équipements.

OPPORTUNITES

- Marché d'équipements
- Marché d'intrants
- Marché potentiel pour des technologies en énergies renouvelables
- Marché ouvert à tout investisseur étranger

HANDICAPS

- Marché de prix

- ➔ L'accès à l'énergie et son prix constituent également une contrainte majeure. Avec opportunités pour des technologies liées aux énergies renouvelables.

Le régime d'incitation aux investissements directs lancé en 1995, avec la création de zones franches, semble s'essouffler.

Dans le contexte actuel du marché ghanéen, c'est fondamentalement un marché de prix en ce qui concerne les intrants avec concurrence croissante de fournisseurs tels que la Chine (levures, concentré de tomate, etc.) et dans le domaine des équipements, avec la concurrence de pays tels que la Turquie (froid notamment).

2.2 Focus filière céréales - meunerie

La filière meunerie est de structure oligopolistique. Il n'y a guère que 4 acteurs qui comptent :

- ➔ IRANI BROTHERS, acteur libanais (une des 10 familles les plus riches du Ghana), leader sur le marché ghanéen de la farine : 50-55% de part de marché ;
- 1 000 T de capacité/j fonctionnant à 50-60% de sa capacité ;
- ➔ TAKORADI : acteur ghanéen (une des 20 familles les plus riches du Ghana) ;
- 1 000 T de capacité/j ;
- ➔ OLAM GHANA : investissements récents en meunerie, activité qui vient s'ajouter à son activité classique de négoce de riz, sucre, huiles alimentaires, concentré de tomate, produits laitiers, ... ;
- Investissement d'OLAM en 2010 et 2011 (~ 31 M USD) : moulin inauguré en 2012 d'une capacité de 500 T/j à Tema en zone franche ; projet d'expansion à hauteur de 2 000 T/j ;
- ➔ SEABORD avec FLOUR MILLS OF GHANA (FMGL), a racheté GAFCO, unités de meunerie contrôlant environ 30-40% du marché ;
- Acteur mineur en meunerie mais majeur en revanche en alimentation animale.

Globalement une capacité installée proche de 400 000 T/an.

C'est un marché totalement dépendant des importations de blé

- ➔ La meunerie locale bénéficie théoriquement de la protection des droits et taxes sur les farines d'importation : pour les seuls droits de douane ~20% contre 5% dans le cas du blé.
- ➔ Il a été dénoncé la présence de farines turques à prix rendu utilisateurs inférieur au cours du blé.

Marché de l'ordre de 350-450 000 T de blé (officieusement)



- Blés de force en majorité ~80-90%
- Blés tendres ~10-20%



- 80% environ de la farine est destinée à la panification (pain de type anglosaxon)
- 20% à la vente au détail et aux pâtisseries (notamment les ateliers intégrés leaders des supermarchés MAXMART et KOALA, ainsi que les pâtisseries FRANKIE'S, ...)

ENRICHISSEMENT DES FARINES

Introduction en 2010 (loi de nov. 2009)

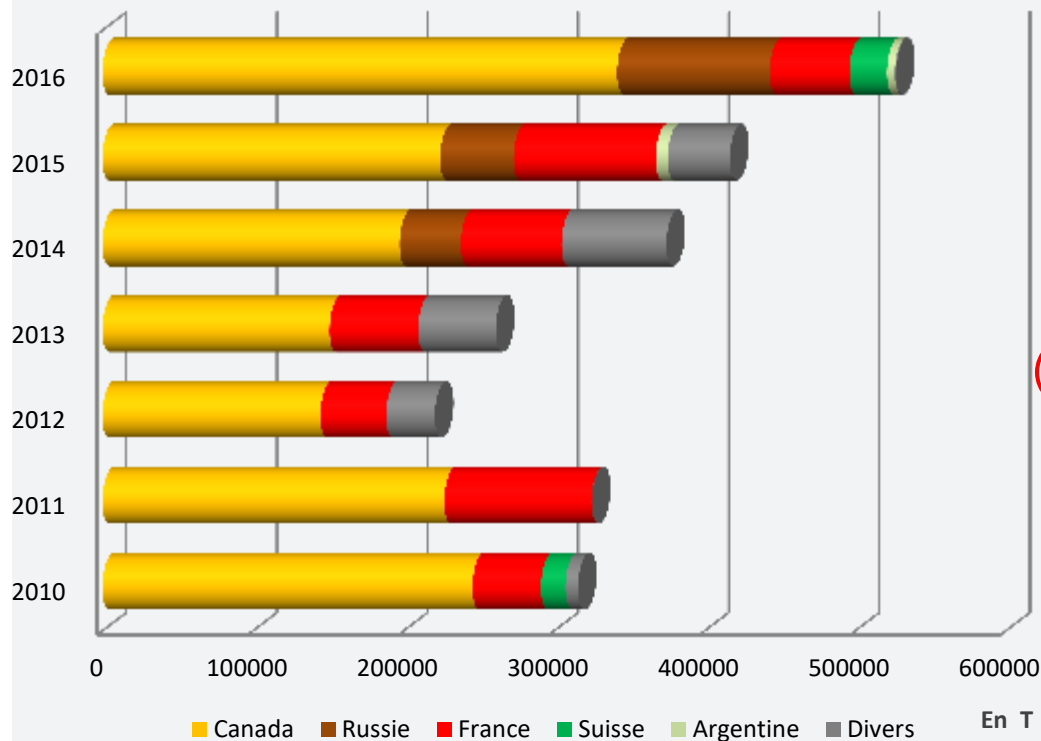
Vitamines A, B1, B2, B6, niacine, acide folique, fer et zinc

Evolution des importations ghanéennes de blé (Source : GTA, selon douanes du Ghana)

BLE MARCHÉ GHANEEN

Blé : 530 000 T en 2016

144 M EUR



Marché en forte croissance

- ➔ Suprématie du Canada avec 65% du tonnage 2016
- ➔ La mer Noire dépasse les 100 000 T en 2016

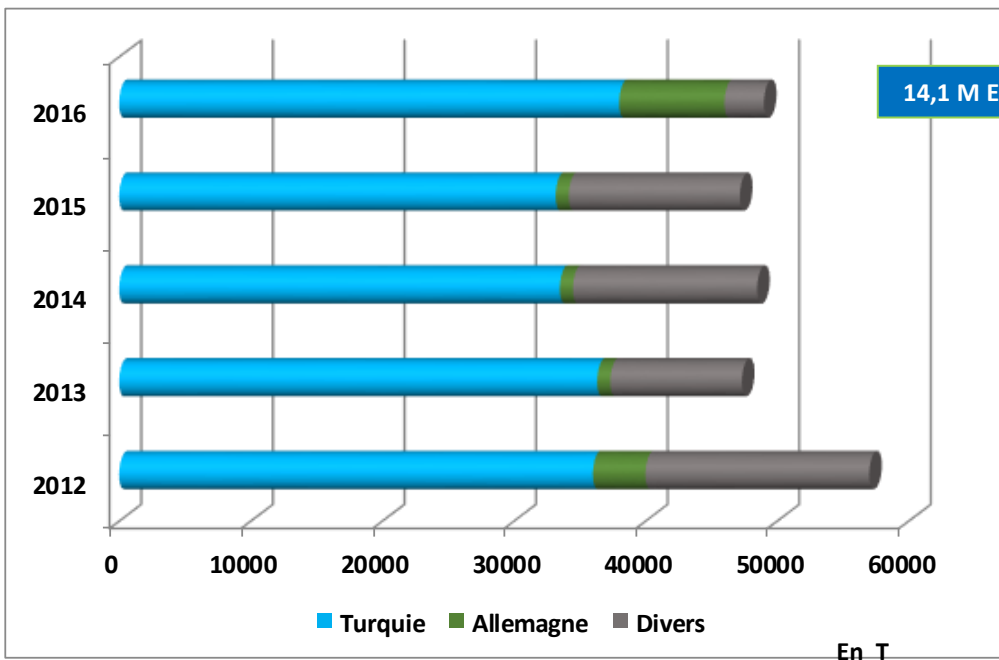


Exportations françaises irrégulières

Evolution des importations ghanéennes de farine de blé

(Source : GTA, selon douanes du Ghana)

Farine de blé : 49 000 T en 2016



FARINE DE BLE MARCHÉ GHANEEN

Marché de l'ordre de 50 000 T par an

➡ Suprématie de la Turquie

2.3 Focus industrie sucrière

Preliminaire : aucun rendez-vous n'a pu être obtenu dans cette filière.

Il existe un **potentiel de culture de canne à sucre** et une **volonté politique de développer cette filière**, compte tenu de la **facture à l'importation du sucre**.

Mais il semble que la situation soit, sur le terrain, très confuse et que les divers projets soient au point mort.

La sucrerie de Komenda :

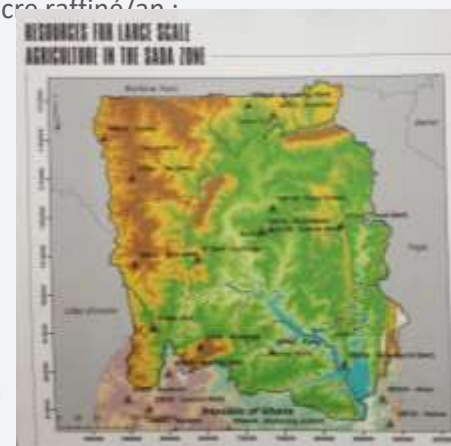
- ➡ La sucrerie de Komenda, inaugurée en mai 2016 n'aurait « jamais fonctionné » ou « fonctionnerait à très faible capacité »
- Grandes difficultés financières ;
- Déficit en matière première.

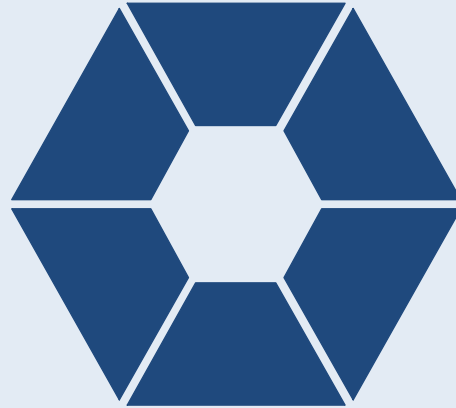
D'hypothétiques investissements de OMNICANE :

- ➡ L'implantation de spécialistes mauriciens : OMNICANE aurait obtenu une concession de 20 000 ha dans le nord du pays dès 2014 ;
- Projet de production de sucre ; il est fait état d'un outil d'une capacité de 100 000 T de sucre raffiné/an ;
- Projet de production d'éthanol et d'énergie ;
- Investissement annoncé de 250 M USD.

Le contexte et le suivant :

- ➡ Montant des importations ghanéennes de sucre en 2016 : 97,7 M EUR (200 M officieusement) pour un tonnage de 275 000 T, auquel il convient d'ajouter 1,5 M EUR de sirop de fructose (Chine) et 0,8 M EUR de sucre inverti ;
- ➡ L'EXIM BANK indienne aurait accordé un prêt de 24 M USD au gouvernement ghanéen pour relancer l'usine de Komenda ;
- ➡ Le grand projet étatique SADA (Savannah Accelerated Development Authority) intégrerait la mise en culture de canne à sucre.





Ghana

Opportunités offertes par le marché de consommation

3.1 Focus distribution alimentaire

Si les circuits traditionnels dominent encore la distribution alimentaire avec près de 80%, la distribution moderne s'est fortement développée depuis le début des années 2010

La distribution alimentaire poursuit son expansion malgré les difficultés économiques : 8 milliards USD en 2015 et prévisions de 11 milliards USD en 2019 selon USDA.

- ➔ Marchés ~ 60%
- ➔ Super- et hypermarchés ~ 4%
- ➔ Convenience stores et petites épiceries ~ 36%

Les indicateurs démographiques font que le Ghana intéresse les groupes de distribution : population pouvant dépasser les 35 M en 2030, taux d'urbanisation de plus de 50% (prévisions de plus de 60% en 2030), population en âge de travailler de près de 60%.

C'est un marché qualifié de « *mature* », le Ghana se classe au 28^{ème} rang du classement GLOBAL RETAILDEVELOPMENT A.T. KEARNEY 2016.

Mais il convient d'insister sur les points suivants :

- ➔ Le salaire mensuel minimum, s'il est effectivement appliqué, est de 58 USD (décision gouvernementale de septembre 2016) ;
- ➔ Les classes moyennes sont dites « *stagnantes* » ;
- ➔ La devise ne cesse de se dévaluer ;
- ➔ Pour ordre de grandeur, niveau de petit-déjeuner « *abordable pour tous* » ~1,5-2 GHS ~ 0,30-0,40 EUR.

Le groupe sudafricain SHOPRITE a choisi le Ghana et le Nigéria en Afrique de l'ouest (au total 14 pays africains d'implantation en dehors de l'Afrique du sud).

Principaux acteurs de la distribution moderne dont les pionniers* :

- ➔ **SHOPRITE** (groupe sud-africain) : 5 établissements, le 1^{er} inauguré en 2007 ; en expansion ; image de « professionnel » ;
- ➔ **GAME** (groupe sud-africain) : 1 unité ;
- ➔ **MAX MART*** (groupe libanais) : 5 unités ; classes de consommateurs visées : top end ;
- ➔ **KOALA*** (groupe libanais) : 3 unités ; classes de consommateurs visées : top end ;
- ➔ **PALACE** Hypermarket (groupe libanais) ;
- ➔ **MARINA*** Supermarket : 1 unité ;
- ➔ **MELCOM** (groupe indien) : une trentaine d'unités ; chaîne focalisée sur le mass market ;
- ➔ **LARA MART** (groupe libanais) : 3 unités ;
- ➔ **SHOP N SAVE** : chaîne de petite taille qui se développe là où les grands groupes ne sont pas encore, en zones résidentielles .

A noter que le groupe CARREFOUR projette de s'implanter au Ghana, dans le cadre de sa stratégie africaine en partenariat avec le groupe CFAO.

Pour orienter les exportateurs français :

- L'enquête de terrain confirme les « frémissements » de reprise économique ;
- Les consommateurs ghanéens sont généralement qualifiés de « conservateurs », qu'il n'est par conséquent pas facile de motiver au changement ;
- Mais les marques de grande notoriété internationales sont attractives, rassurantes (gages de qualité) ; des opportunités à saisir ;
- D'autant que les consommateurs, sensibilisés aux scandales alimentaires, sont généralement peu confiants dans les produits locaux dont l'offre est d'ailleurs limitée (produits transformés) ;
- Par ailleurs les consommateurs des classes moyennes s'ouvrent, sortent davantage qu'il y a dix ans, voyagent et se montrent curieux, veulent apprendre !
- Le Président ghanéen actuel serait francophile ;
- Le Ghana est en outre une plate-forme potentielle de réexportation.

Il convient d'attirer l'attention sur :

- L'étiquetage en anglais obligatoire ;
- Le fret aérien de France peu compétitif, disponibilités et prix (« avantage Pays-Bas et Espagne ») ;
- L'intérêt à mettre en valeur les marques françaises de notoriété internationale.



De nouvelles chaînes de superettes de proximité font leur apparition.

3.2 Focus marché des produits laitiers

Le marché ghanéen est quasiment totalement dépendant des importations de lait sous forme de poudres et de produits laitiers

Un élevage laitier de très faible productivité

L'élevage laitier y est très faible et ses perspectives sont médiocres faute d'atout particulier pour cette production dans cette région africaine, d'autant que les dotations à l'agriculture et à l'élevage, de longue date marginales, vont plutôt en se réduisant.

Il existe plusieurs producteurs transformateurs d'envergure semi-artisanale et qui peinent à se développer (EMADOM, AMRAHIA,) via la distribution moderne, face à la concurrence étrangère et faute de financements.

Les importations ghanéennes de produits laitiers s'élèvent selon les sources douanières à environ 63 M EUR en 2016.

- ➡ A comparer aux 75 M EUR d'importations de la Côte d'Ivoire (de source douanière) ;
- ➡ Il convient de majorer le chiffre annoncé par les douanes ; les importations seraient plus proches de 80-90 M EUR ;
- ➡ Tout en gardant à l'esprit que le Ghana est, comme la Côte d'Ivoire, une plate-forme de réexportation ;
- ➡ Sur ce total de 63 M EUR :
 - Les poudres de lait totalisent 37 M EUR et le lactosérum, autour de 5 M EUR, soit environ les 2/3 ;
 - Les poudres réengraissées se sont imposées sur le marché (de 50 à 70% de part de marché des poudres selon les avis recueillis) mais il est difficile d'en estimer les flux ;
 - Les fromages représentent un montant de 5,3 M EUR en 2016.

OPPORTUNITES

- Marché quasi intégralement dépendant des importations de lait matière première et de produits laitiers de consommation directe.
- Marché porteur des classes moyennes.
- Très faible niveau de consommation avec, par conséquent, marge substantielle de progression.
- Image de qualité des produits laitiers français, à mettre en avant : les classes moyennes aspirant à la qualité et à la fiabilité sanitaire.
- Perspectives attractives : lait de consommation, yaourts et fromages (marché de niche, classes aisées uniquement).

HANDICAPS

- Marché fortement concurrentiel.
- Croissance du marché freinée par la chaîne du froid, problématique, de même que la distribution d'électricité ; coût exorbitant de l'énergie.
- Marché très sensible au prix, y compris sur le segment cible des classes moyennes émergentes et de la restauration.
- Consommateurs conservateurs.
- Handicap du groupage de France face aux offres néerlandaises par exemple.

Importations de produits laitiers en 2016 : 63 M EUR (source douanière).

➔ France : 6 M EUR, en 3^{ème} position, derrière la Nouvelle-Zélande et l'Allemagne.

La marge d'accroissement de la consommation est importante seulement si le pouvoir d'achat des classes moyennes se redresse.

- ➔ Consommation de produits laitiers particulièrement faible au Ghana $\leq$ moyenne africaine de 36kg équivalent lait/hab./an ;
- ➔ Le marché des produits laitiers dans son ensemble est considéré comme étant « porteur » ;
- ➔ Mais c'est un marché très concurrentiel ;
- ➔ Les exportateurs visent naturellement les classes moyennes émergentes d'Accra-Tema-Kumasi ;
- ➔ Il faut souligner que ces consommateurs curieux et voyageurs ont souffert en termes de pouvoir d'achat au cours des 3 dernières années ;
- ➔ Ces consommateurs recherchent des produits à « prix abordables » et la sécurité sanitaire.

Les sociétés françaises ne sont pas de reste sur le marché ghanéen.

- ➔ Des marques françaises y ont acquis une forte notoriété.
- ➔ Beurre et Emmental semblent « concentrer » l'image France sur ce marché.

Au rang des industriels et reconditionneurs locaux, des poids lourds de l'international :

- ➔ NESTLE GHANA (lait « Nido » entre autres) ;
- ➔ PZ CUSSONS WEST AFRICA (lait « Nunu » entre autres) ;
- ➔ FRIESLAND GHANA (lait « Peak ») ;
- ➔ La multinationale africaine PROMASIDOR (laits « Cowbell », « Loya » et « Miksi », laits véritables et poudres réengraissées) ;
- ➔ FANMILK (groupe DANONE) ;
- ➔ ARLA FOODS, en cours d'investissement dans un nouvel outil industriel (« Dano », « Arla », « Lurpak »).

A noter que les industriels utilisateurs de poudres de lait bénéficient d'exonération de droits de douane.

Selon l'enquête, les segments porteurs et conseils :

- ➔ Demande croissante pour le lait UHT : report de consommation classique du lait en poudre vers le lait liquide dès que le pouvoir d'achat le permet ;
- ➔ Segments porteurs des fromages et yaourts.

Image France d'excellence sur ce segment des produits laitiers ➔ Opportunités

- ➔ Perspectives de marché : lait UHT, fromages et yaourts ;
- ➔ Présence française « étoffée » ;
- ➔ Très bonne perception beurre français et fromage emmental ;
- ➔ A améliorer le groupage de France ;
- ➔ Porter ses efforts sur la formation des vendeurs.

Fait notable : ARLA se renforce au Ghana avec mise en place d'une plate-forme de reconditionnement à Tema ! (en cours sept 2017) – poudres bien sûr mais également beurre et fromage.

Il est suggéré aux exportateurs français d'accentuer les efforts sur l'expédition en conteneurs mixtes : « une faiblesse française face aux exportateurs néerlandais ».

Une autre remarque récurrente concerne les attentes des distributeurs en matière de formation des vendeurs (distribution moderne), promotion et communication, en insistant sur le suivi.

LAITS DE CONSO

~ 2 800 T (SH 0401 ; Belgique, France et Allemagne)
Contre 3 400 T en 2015

BEURRES

~ 2 000 T (SH 0405 ; N. Zélande à 70% ! Et France)
Contre 1 500 T en 2015

LAITS INFANTILES

5,3 M EUR contre 5,5 M EUR en 2015

POUDRES DE LAIT

SMP ~ 17 400 T (SH 040210 ; Allemagne et NZ aux 2/3 !

France seulement 1 500 T

WMP ~ 230 T (SH 040221)

Part des laits ré-engraissés ?
+ laits réengraissés en 190190

+ Lactosérum ~6 600 T en 2016 (Danemark et Pologne)

Effet miroir : statistiques des pays fournisseurs proches

IMPORT GHANA 2016

Douanes GH



PREPA ALIMENTAIRES

~ 14 500 T contre 64 000 T en 2015 (SH 190190)

LAITS CONCENTRES

~ 1 400 T (SH 040229 ; Malaisie, R. uni, Pays-Bas, Irlande) + 1 500 T (SH 040291 ; Belgique) + 2 700 T (SH 040299 ; Malaisie et Pays-Bas)
Part des laits ré-engraissés ?

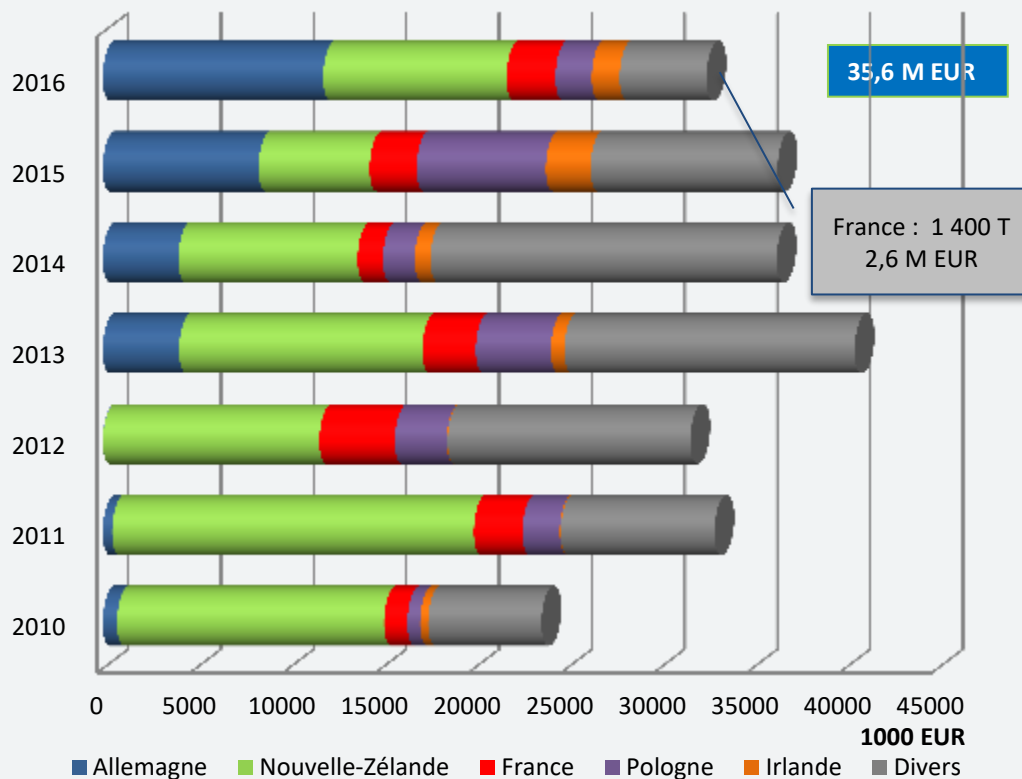
FROMAGES

Tous fromages ~ 900 T contre 600 T en 2015 dont 230 T de France (Belgique, Afrique du sud, Maroc, Allemagne, Pays-Bas, ...)

Fromages fondus : données incohérentes

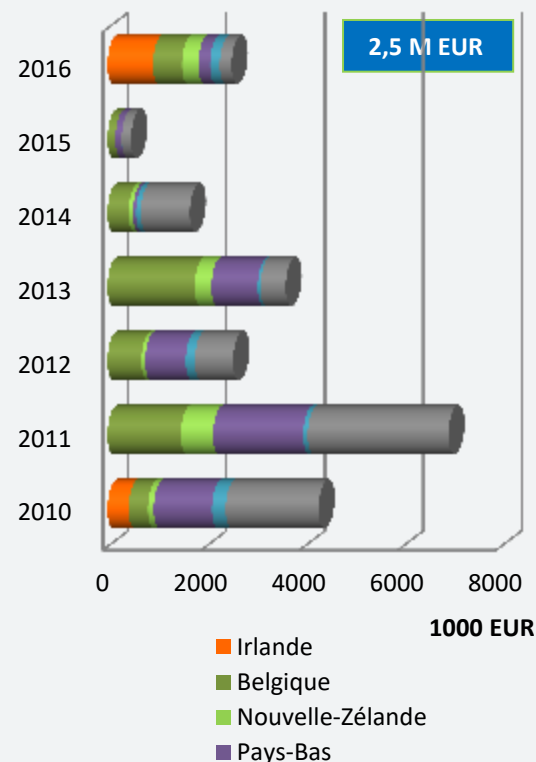
Evolution des importations ghanéennes de poudres de lait (Source : GTA, selon douanes du Ghana)

Poudres maigres : 17 000 T en 2016



POUDRES DE LAIT MARCHÉ GHANEEN

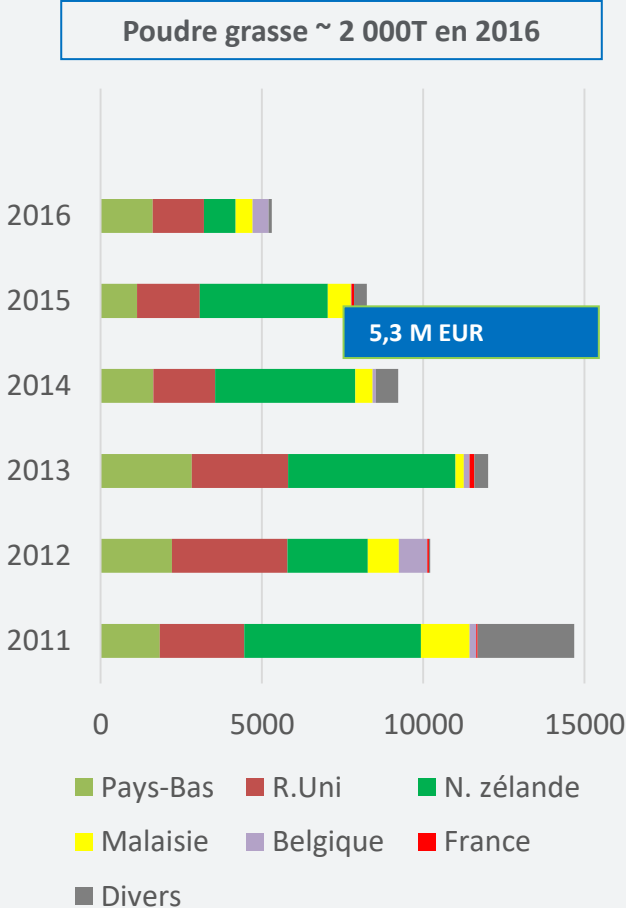
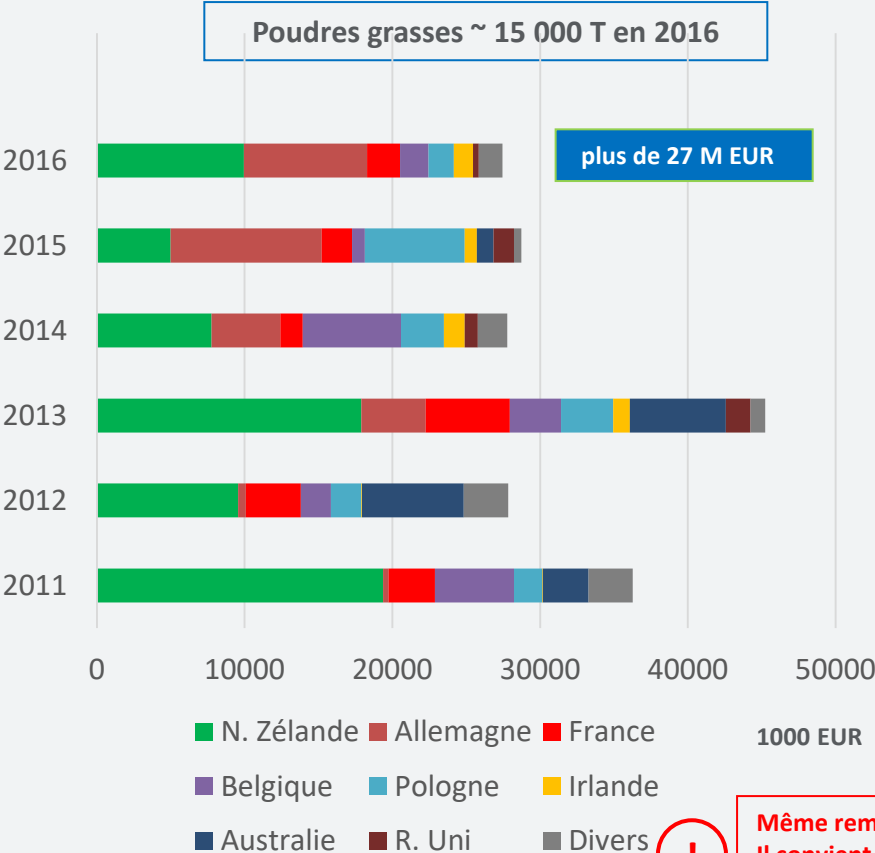
Poudres grasses : 1 500 T en 2016



Quid des laits ré-engraissés ? Dédouanement en 04 ou entrant sous d'autres tarifications ?

Rubrique 190190 : près de 15 000 T en 2016 (contre 64 000 T en 2015) pour un montant de 22 M EUR (18 M EUR en 2015)

« EFFET MIROIR »
Importations ghanéennes de poudres de lait
Selon les douanes des pays exportateurs
(de source GTA)



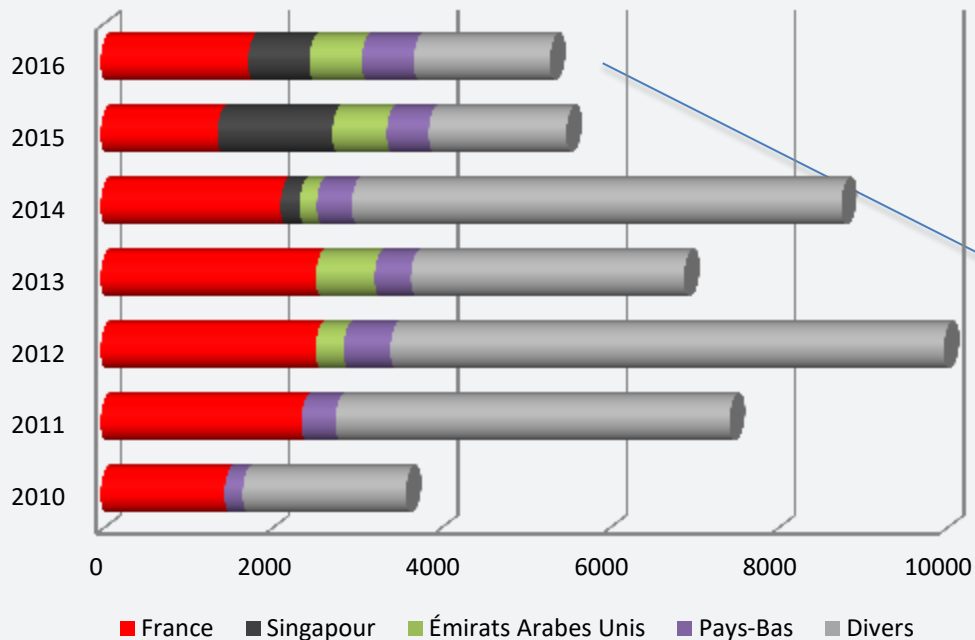
Même remarque que page précédente sur les laits ré-engraissés.
Il convient de tenir compte de la rubrique 190190 : près de 23 000 T en 2016 pour un montant de 25 M EUR

Evolution des importations ghanéennes de laits infantiles

(Source : GTA, selon douanes du Ghana)

LAITS INFANTILES MARCHÉ GHANEEN

Laits infantiles : 5,3 M EUR en 2016



En 1 000 EUR

Montant total 2016 : 5,3 M EUR

- ➔ La France se maintient au 1^{er} rang avec 1/3 du marché en 2016
- ➔ Suivie de Singapour, EAU et Pays-Bas

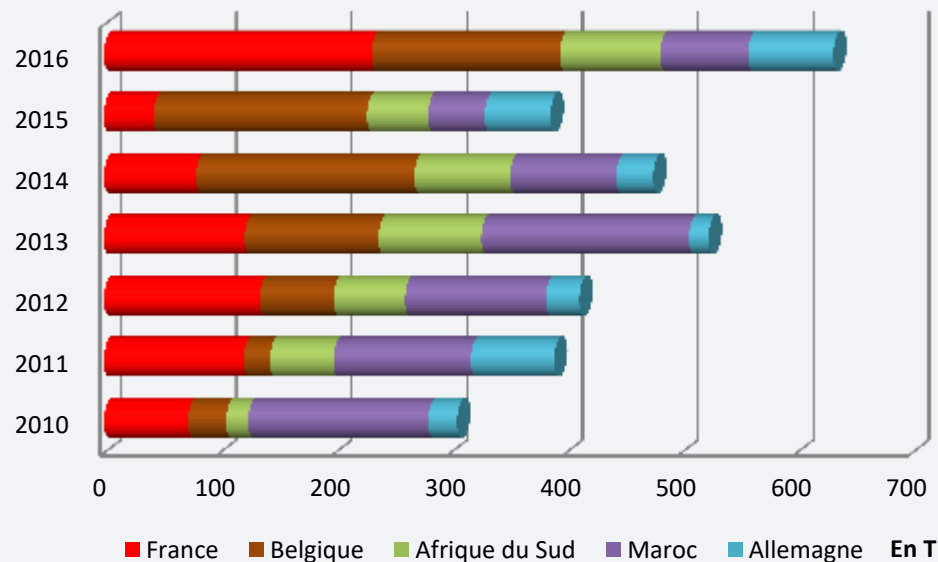
Philippines, Belgique, Vietnam, Malaisie, ...

Evolution des importations ghanéennes de fromages (Source : GTA, selon douanes du Ghana)

Fromages : 860 T en 2016

2,2 M EUR

Top 5 des pays fournisseurs : 630 T en 2016



FROMAGES MARCHÉ GHANEEN

Montant total 2016 : 2,2 millions EUR

- ➔ Fondus : données incohérentes
- ➔ Catégorie nd dominante

PRODUITS LAITIERS

Prix de détail - MARINA Accra

Quelques exemples

Yaourts

Arrivage de yaourts (sur palette)

6,87 GHC/unité (~ 1,40 EUR)

Fromages Rayon à la coupe

St-Paulin ~ 120,46 GHC/kg (~ 24 EUR/kg)

Cheddar ~ 75,60 GHC/kg (~ 15 EUR/kg)

Gouda ~ 145,02 GHC/kg (~ 29 EUR/kg)

Gouda de chèvre ~ 124 GHC/kg (~ 25 EUR/kg)

Kachkaval ~ 135 GHC/kg (~ 27 EUR/kg)

Rayons de préemballés

Fondus Emborg, Président, Meggle, ...

Cheddar Seriously Farm ~ 27,94 GHC/200g (~ 5,60 EUR)

Maasdam ~ 31,35 GHC/350g (~ 6,30 EUR)

Buchette Soignon ~ 18,90 GHC/unité (~ 3,80 EUR)

Yaourt artisanal ~ 10,80 GHC/700g (~ 2,20 EUR)

Yaourt Zee ~ 31,73 GHC/2 L (~ 6,30 EUR)

Emadom low fat vanille ~ 6,35 GHC/500g (~ 1,30 EUR)

Yaourt Incolac fraise ~ 7,09 GHC/600ml (~ 1,40 EUR)

Fanmilk à boire ~ 4,38 GHC/330 ml (~ 0,90 EUR)

Yomi à boire ~ 5,32 GHC/330ml (~ 1,10 EUR)

Zottis classic ~ 9,61 GHC/115g (~ 1,90 EUR)

GoGo (UNILAC) ~ 2,36 GHC/125g (~ 0,50 EUR)

Beurre

Président ~ 46,08 GHC/500g (~ 9,20 EUR/500g)

" ~ 13,95 GHC/200g (~ 2,80 EUR)

Meggle ~ 11,53 GHC/200g (~ 2,30 EUR/200g)

Claudel ~ 12,15 GHC/200g (~ 2,40 EUR)

Margarine

Perfecta (France) ~ 10,57 GHC/500g (~ 2,10 EUR/500g)



1 EUR = 5 GHC

Lait UHT (MARINA)

Exemple des laits entiers

Président ~ 8,75-10,99 GHC/1 L (~ 1,75-2,20 EUR)

(pour mémoire lait écrémé 9,99 GHC/1 L (~ 2 EUR)

Even 11,23 GHC/1 L (~ 2,25 EUR)

Laura 7,99 GHC/1 L (~ 1,60 EUR)

Lait infantile liquide

Lactel croissance 17, 50 promo au lieu de 27,30 GHC/1 L (~ 3,50 EUR
au lieu de 5,50 EUR)

Lait poudre (divers magasins)

A partir de 18 GHC/400g (~3,60 EUR et +)

Nido ~ 23,80 GHC/400g (~ 4,75 EUR) jusqu'à 36GHC (7,20 EUR)

/boîte métal 400g dans un autre magasin

Peak ~25,77 GHC/400g (~ 5,15 EUR)

Promasidor Cowbelt 20-22 GHC/400g (~ 4-4,40 EUR)
(dans un autre magasin)

Creamers (MARINA)

Carnation 2,05 GHC/170g (~ 0,40 EUR)

Ideal Nestle Original 2,88 GHC/170g (~ 0,60 EUR)

1 EUR = 5 GHC

3.3 Focus marché des viandes

L'apport protéique (de source animale) de la population est constitué pour moins de 40% de viandes, toutes confondues, derrière le poisson.

Selon la FAO (2017), *sous toutes réserves* :

- ➡ Volaille ~7 kg/hab./an ;
- ➡ Viande de porc ~ 1 kg/hab./an ;
- ➡ Viande bovine ~ 0,7kg/hab./an ;
- ➡ Viande ovine/caprine ~1,8kg/hab./an.

La consommation ghanéenne de viande de volaille a fortement augmenté au cours des 5 dernières années.

Une des raisons est la restauration hors foyer, de développement très récent dans ce pays : en hôtellerie, restauration et fastfood

- ➡ Volaille congelée d'importation à bas prix parfaitement adaptée : découpes, cuisses et ailes, cuisses désossées, ... ;
- ➡ Aviculture locale trop faible pour émerger.

Les droits et taxes sont théoriquement les suivants :

- ➡ Droits de douane 35% ;
- ➡ TVA de 12,5% ;
- ➡ National Health Insurance Levy (NHIL) de 2,5% ;
- ➡ Diverses autres taxes : 2,4%.

Il a été décelé un marché de découpes adaptés au catering et à la restauration. En restauration de luxe, il existe naturellement une demande pour des magrets, coquelets, viande d'agneau, etc. (marché de niche très étroit)

Viande rouge

- ➡ Filet de boeuf et gîte (« topside »)

Quelle que soit la destination, le facteur prix reste déterminant. Par ailleurs, l'importation est organisée en oligopole, aux règles peu transparentes.

VIANDES

Prix de détail Rayon boucherie de MARINA
Quelques exemples

Poulet de chair

Ailes ~ 20,30 GHC/kg (~ 4,10 EUR/kg)

cuisses ~ 13,50 GHC/kg (~ 2,70 EUR/kg)

Viande bovine

« Steak extra » ~ 35,50 GHC/kg (~ 7,10 EUR/kg)

TBones ~ 32,50 GHC/kg (~ 6,50 EUR/kg)

Escalope de veau ~ 42 GHC/kg (~ 8,40 EUR/kg)

CHARCUTERIE

Prix de détail MAXMART Accra
Quelques exemples

Mortadelle *El Pozo* ~ 40 GHC/kg (~ 8 EUR/kg)

Jambon blanc *El Pozo* ~ 60 GHC/kg (~ 12 EUR/kg)



1 EUR = 5 GHC

Evolution des importations ghanéennes de viande de porc (Source : GTA, selon douanes du Ghana)

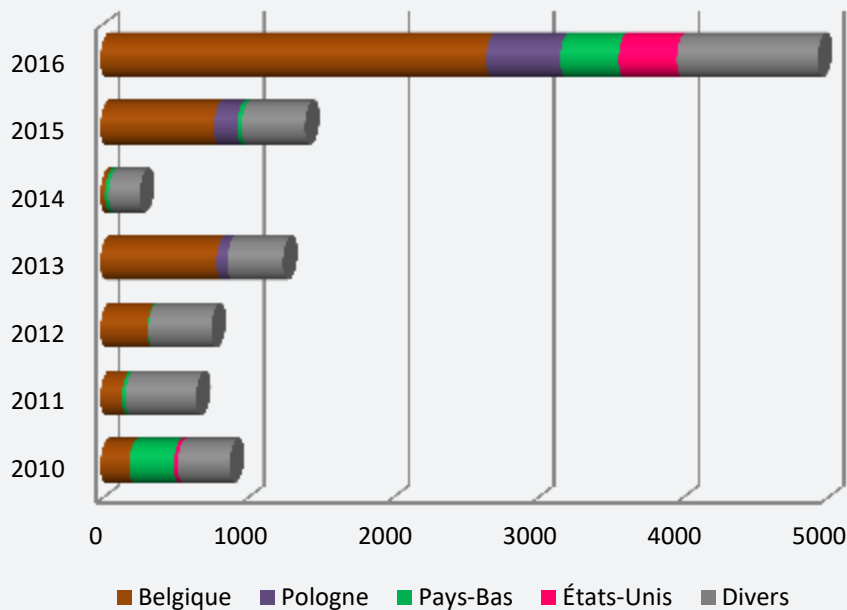
VIANDE PORCINE MARCHÉ GHANEEN

Viandes porcine : près de 5 000 T en 2016

3 M EUR

Montant total 2015 : 1 M EUR

➡ Montant multiplié par 3 en 2016



En T



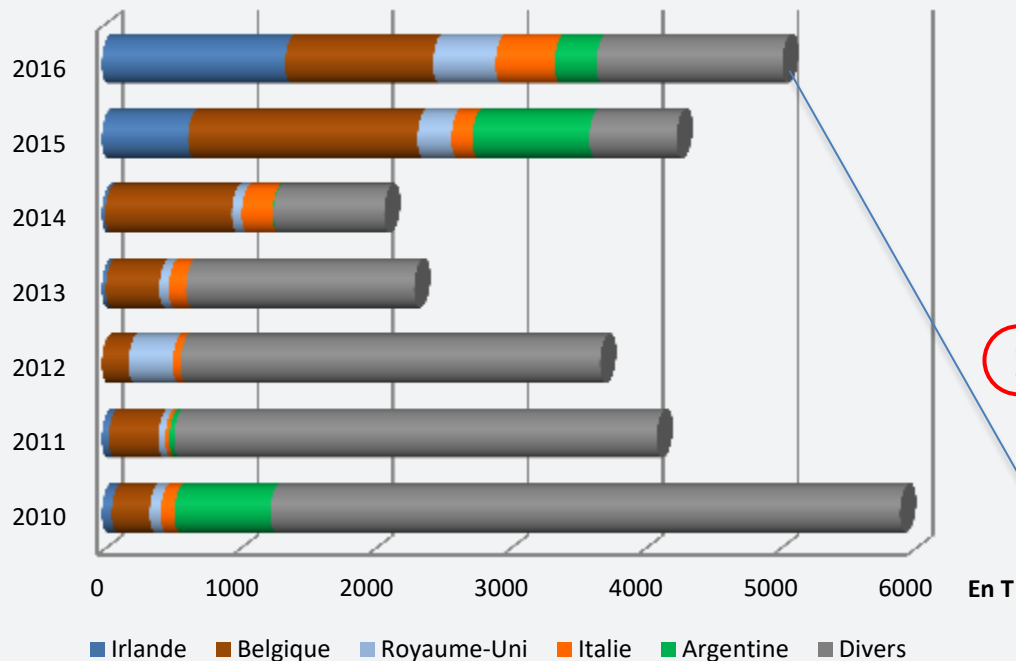
Flux en provenance de France insignifiants

Evolution des importations ghanéennes de viande bovine (Source : GTA, selon douanes du Ghana)

VIANDE BOVINE MARCHÉ GHANEEN

Viande bovine congelée : 5 000 T en 2016

4,1 M EUR



Montant total 2016 : 4,1 millions EUR

- ➔ Les importations ghanéennes ont dépassé le seuil de 4 000 T en 2015.
- ➔ L'Irlande et la Belgique tiennent la tête des pays fournisseurs.
- ➔ L'Inde qui réalisait une large part des importations ghanéennes jusqu'en 2013 (1 500 à 4 000 T) est marginalisée.



Absence de la France

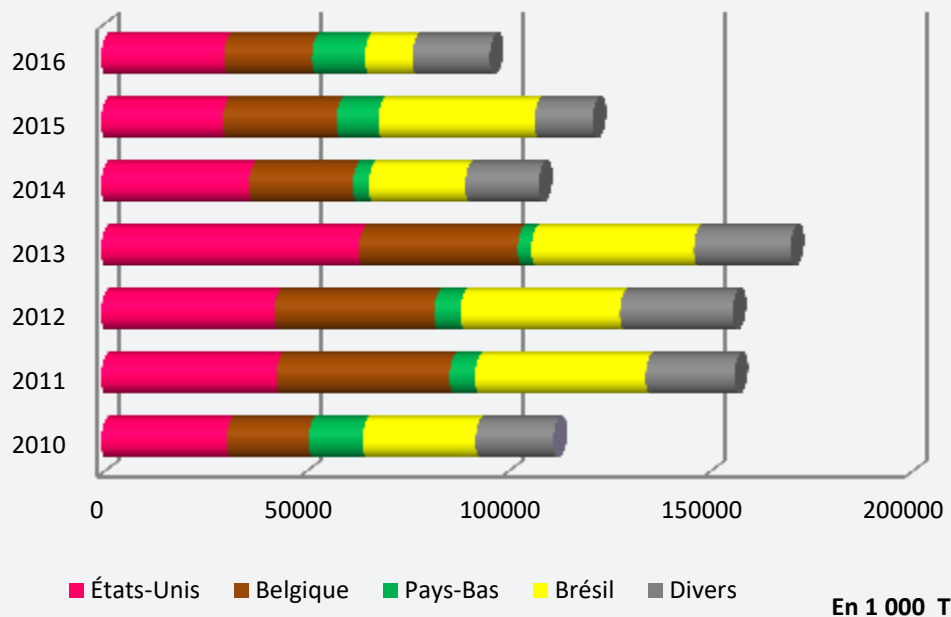
Inde à hauteur de 4 000 T

Evolution des importations ghanéennes de viande de volaille (Source : GTA, selon douanes du Ghana)

VIANDE VOLAILLE MARCHÉ GHANEEN

Viandes de volaille : 96 000 T en 2016

95 M EUR



Montant total 2016 : 95 millions EUR

- ➡ États-Unis et Belgique dominant en 2016
- ➡ Mauvaise performance du Brésil cette même année avec seulement 12 000 T, contre 30-40 000 T les années précédentes.



France: 900 T en 2016

3.4 Focus marché des fruits et légumes

En ce qui concerne les légumes, les flux à l'importations sont loin d'être négligeables en l'absence de production locale organisée et de qualité adaptée.

- ➡ Importations globales de 15,9 M EUR en 2016 (Niger et Burkina à hauteur de 10 M EUR – oignon, tomate et divers -, Chine ~2,2 M EUR – ail et oignon -, Pays-Bas ~ 1 M EUR – gamme diversifiée de légumes frais)
- ➡ Demande diversifiée
 - Salades, poivrons rouge et jaune, cèleri, ...
 - En haut de gamme, « offre et logistique satisfaisantes des Pays-Bas et également d'Espagne »

Le marché est par ailleurs porteur pour les fruits « exotiques » : pomme, raisin, kiwi

L'origine Afrique du sud domine.

- ➡ Importations globales de fruits (SH 08) ; 8,9 M EUR (Afrique du sud ~75%, France – bananes et fruits séchés-, Pays-Bas-fruits divers-, Espagne-agrumes-)
- ➡ Fruits majeurs à l'importation : pomme, raisin, secondairement kiwi
 - Raisins rouges et blancs seedless, ainsi que Red Globe : 0,7 M EUR en 2016 (~700 T), Afrique du sud à hauteur de 40%
 - Pommes d'Afrique du sud : bicolores comme Granny ; 6,5 M EUR d'importations en 2016 (~8 500 T), d'Afrique du sud en quasi totalité
- ➡ Besoins en agrumes : orange et citron lime

Prix import rendu Accra

Pomme ~ 10 GHC/kg (~ 2 EUR/kg)

Raisin ~16 GHC/kg (~ 3,20 EUR/kg)

Kiwi ~ 4 GHC/unité (~ 0,80 EUR/unité)

Prix de détail MAXMART Accra

Pomme de terre ~ 10-12 GHC/kg (~ 2-2,40 EUR/kg)

Oignon ~12-30 GHC/kg (~ 2,40-6 EUR/kg)

Tomate ~ 42 GHC/kg (~ 8,40 EUR/kg)

Importations ghanéennes de fruits : 8,9 M EUR en 2016 (+25% 2016/2015)

2 origines majeures en tonnage (SH 08 dans sa globalité) :

→ Afrique du sud avec 8 600 T en 2016

→ Côte d'Ivoire avec 2 100 T "

1 origine majeure en valeur (SH 08 dans sa globalité)

→ Afrique du sud avec 6,8 M EUR en 2016 soit 75% du montant global



TOTAL valeur

- Pommes : 6,5 M EUR
- Raisins : 0,7 "
- Fruits secs : 0,4 "
- Bananes : 0,3 "
- Agrumes : 0,3 "
- Fruits frais divers : 0,2
- Fruits à coques : 0,2

AFRIQUE DU SUD

- Pommes à 94%
- Raisins à 5%

FRANCE

- Fruits secs à 50%
- Bananes à 42%

PAYS-BAS

- Divers à 60%

ESPAGNE

- Agrumes
- Raisins

TOTAL tonnage

AFRIQUE DU SUD : 8 600 T

- Pommes à 95%

COTE D'IVOIRE : 2 100 T

- Fruits à coques à 90%

**Importations ghanéennes de légumes : 15,9 M EUR en 2016 (+8% 2016/2015)
(~100 000 T)**

Origines majeurs en valeur en 2016 (SH 07 dans sa globalité) :

- Niger avec 6,5 M EUR
- Burkina avec 3,8 M EUR
- Chine avec 2,2 M EUR
- Pays-Bas avec 1,1 M EUR



TOTAL valeur

- oignons, ail, etc. : 10 M EUR
- Légumes à cosse secs : 1,7 M EUR
- Tomates : 1,3 M EUR
- Légumes (0710)* : 1 M EUR
- Légumes à cosse frais : 0,4 M EUR
- Pomme de terre : 0,4 M EUR
- Autres légumes frais : 0,4 M EUR

NIGER

- Oignons à 89 %

BURKINA

- Oignons à 50%
- Tomates à 32%
- Légumes secs à 16%

CHINE

- Ail

PAYS-BAS

- Légumes (0710)* à 23%
- Pommes de terre à 18%
- Carottes, ... à 16%
- Oignons à 14%
- Autres frais à 9%

(*) légumes cuits ou non cuits, à l'eau ou vapeur



Nouvelle chaîne indépendante FARMERS MARKET = clientèle des classes aisées et expatriés

Quelques exemples : majorité des fruits et légumes d'importation en provenance des Pays-Bas, également d'Afrique du sud et d'Italie.

Pomme (Golden en n°1) ~12 GHC/kg ~ 2,40 EUR/kg
Kiwi ~ 16,90 GHC/5 pièces (~ 0,70 EUR/ unité)
Roquette (Italie) ~13,90/125g (~ 2,80 EUR/sachet)
Tomate ~40 GHC/kg ~ 8 EUR/kg



The Farmer's Market is a Fruits and Vegetables producing and marketing company incorporated in 2014 with the office located in Tema in the Greater Accra Region. The company supplies supermarkets in Accra and Takoradi and also conducts house-to-house supplies to households in Accra, Tema and is currently exploring avenues in the mining communities in the Western and Ashanti regions of Ghana.



The Farmer's Market.....100% Hygienic, Fresh Fruits and Vegetables produce.

3.5 Focus marché des vins et autres boissons alcoolisées

Le marché ghanéen des vins est beaucoup moins porteur pour les vins français que le marché ivoirien, pour raisons culturelles.

➔ Marché de prix !

- Attirance pour les vins bon marché d'Afrique du sud ;
- Attirance pour les vins en tetra pak d'Espagne et la sangria ;
- Quelques vins chiliens dont ceux du sponsor du football club de Manchester, Casillero del Diablo.

Le marché est surtout tourné vers les vins rouges

- ➔ Efforts marketing très importants de l'Afrique du sud, de l'Argentine et de l'Espagne ;
- ➔ Nouveautés : vins de Turquie ;
- ➔ Présence de vins importés et embouteillés sur zone en Afrique de l'ouest (vins français notamment) ;
- ➔ Segment des vins de messe valorisé par les Espagnols (~ 20-25 conteneurs/mois soit près de 2 000 HL/mois) ;
- ➔ Attirance pour les vins rouges sucrés.

C'est un marché de masse et non « de dégustateurs ».

Un marché en devenir : il convient d'éduquer, de « créer la demande qui s'exprimera d'ici 10-15 ans », via événements et « masterclass »

A ce propos, il serait opportun de former des sommeliers locaux.

- ➔ Selon hypothèse de 1 M de consommateurs de vin (sur une base journalière, 4 verres/j) à l'horizon 2022 : 75 M b./an.

Le marché du Champagne est porteur : les événements festifs et les soirées (consommatrices surtout).

En théorie au droit de douane de 20% sur les alcools viennent s'ajouter 22,5% de droit d'accise et TVA de 17,5%.

Marchés des vins

Importateurs détaillants
DON EMILIO, SAY CHEERS, CAVE MARINA

Importateurs distributeurs non détaillants
RAJU GHANA (Kumar Kumesh), IMEXCO, XO TRADING, etc.

Un vin qui se vend 4 EUR/b. en supermarché en France



Prix rendu ~15-20 EUR



Prix au détail ~40 EUR et plus

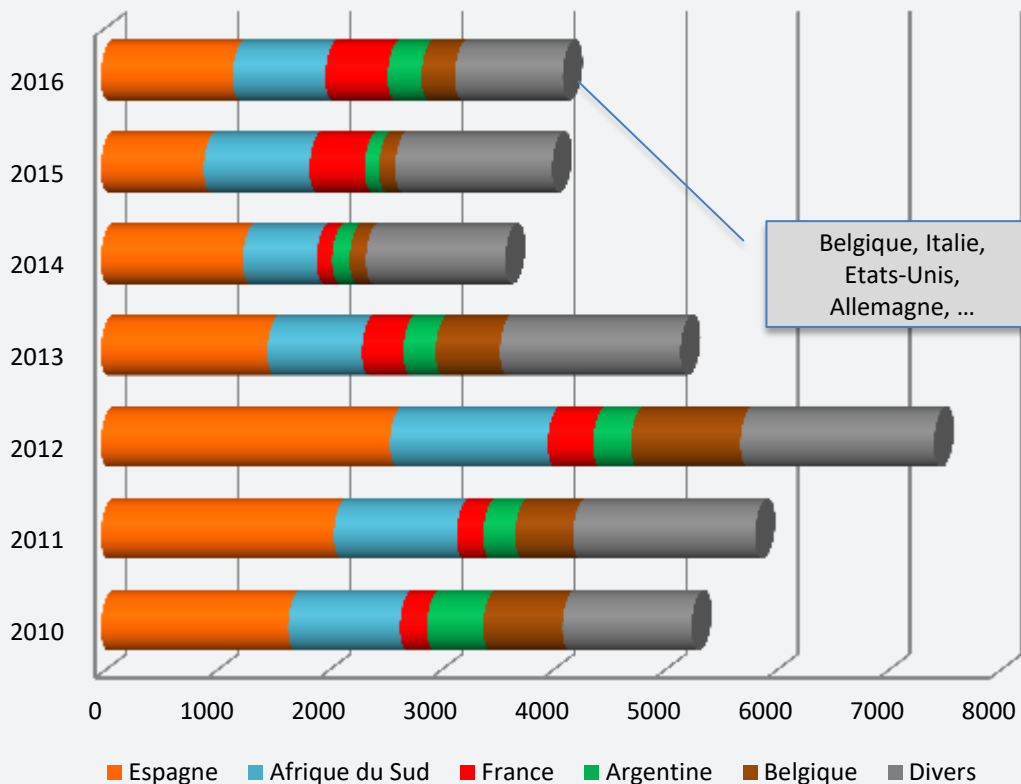


Vin sucré, vin de messe et sangria
Espagne



Evolution des importations ghanéennes de vins (Source : GTA, selon douanes du Ghana)

Vins : 4,1 M EUR en 2016



En 1000 EUR

VINS MARCHÉ GHANEEN

Données non cohérentes avec les données des douanes des pays exportateurs dont le montant global excède les 12 M EUR à destination du Ghana en 2016 (à comparer aux 15 M EUR en 2015)

Montant : 4-5 M EUR/an selon les douanes ghanéennes

- ➔ Espagne ~29% en 2016
- ➔ Afrique du sud ~ 20%
- ➔ France ~13%
- ➔ Argentine ~7%

Selon les douanes des pays exportateurs :

- La France : 7 000 hl en 2016 (le Ghana est un marché marginal pour la France, loin derrière de nombreux pays africains en têtes desquels la Côte d'Ivoire)
Montant de 4,3 M EUR, pour l'essentiel vins mousseux
- L'Espagne : 55 000 hl
Montant de 4,5 M EUR, en 220421 en quasi totalité
- L'Afrique du sud : 6 100 hl
Montant de 1,2 M EUR
- USA : 1 300 hl
- Italie : 4 000 hl
Montant de 0,8 M EUR



Vins

Quelques exemples :

SAY CHEERS :

N°1 Vins d'Afrique du sud de 25 à 151 GHC ~ 5-30 EUR/b.

N°2 Vins italiens de 55 à 180 GHC ~ 11-36 EUR/b.

Vins chiliens de 26 à 50 GHC ~ 5-10 EUR/b.

Vins français : St-Emilion 2011 à 146 GHC ~ 29 EUR/b. : Puisseguin

St-Emilion 2013 à 69 GHC ~ 14 EUR/b.

Vins effervescents d'Italie à 40 GHC ~ 8 EUR/b.



MARINA-
Accra



Ghana plate-forme de réexportation

- ➡ Cas par excellence du Champagne, à destination de Côte d'Ivoire ;
- ➡ Droits de douane similaires, facilités d'un autre ordre :
 - Existence de magasins légaux en duty free au Ghana ;
 - Spéculation , sur-stockage et dévaluation du Cédi.

Lieu de négoce d'alcools contrefaits (whisky et vodka notamment)

- ➡ Surtout Togo mais également Ghana

Et de produits déstockés proches de la date de péremption et retamponnés non destinés au marché ghanéen mais exportés vers le Burkina, le Mali, le Niger, ...

Au Ghana, le marché de la bière est dominé par 2 multinationales

- ➡ Consommation de 280 M L ;
- ➡ 14 L/hab, ce qui reste bas.

Spécificité du Ghana :

- ➡ Les bitters : boissons alcoolisées à 20-25% de teneur en alcool, à base d'extraits végétaux ; Produits qui s'exportent au Nigéria et même en Afrique du sud
- ➡ Les gins locaux.

BRASSERIES GHANEENNES

ACCRA BREWERY (ABL)
SAB MILLER en a pris le contrôle en 1997
~50% du marché

GUINNESS GHANA (GGBL)

+ plusieurs brasseurs locaux
Et micro brasseries (bières artisanales)



Importations de malt ~ 18 000 T en 2016
Belgique et France en sont les principaux
fournisseurs, plus Maurice en 2016

Evolution des importations ghanéennes de malt (Source : GTA, selon douanes du Ghana)

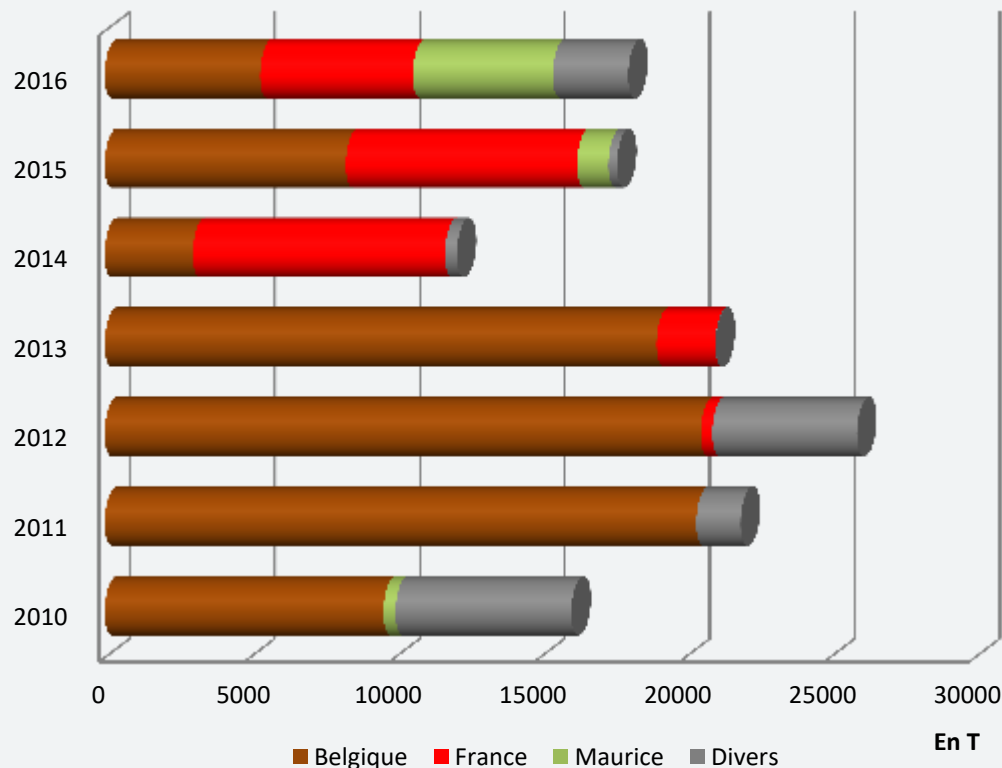
MALT MARCHÉ GHANEEN

Malt : 18 000 T en 2016

8,6 M EUR

Montant total 2016 : 8,6 M EUR

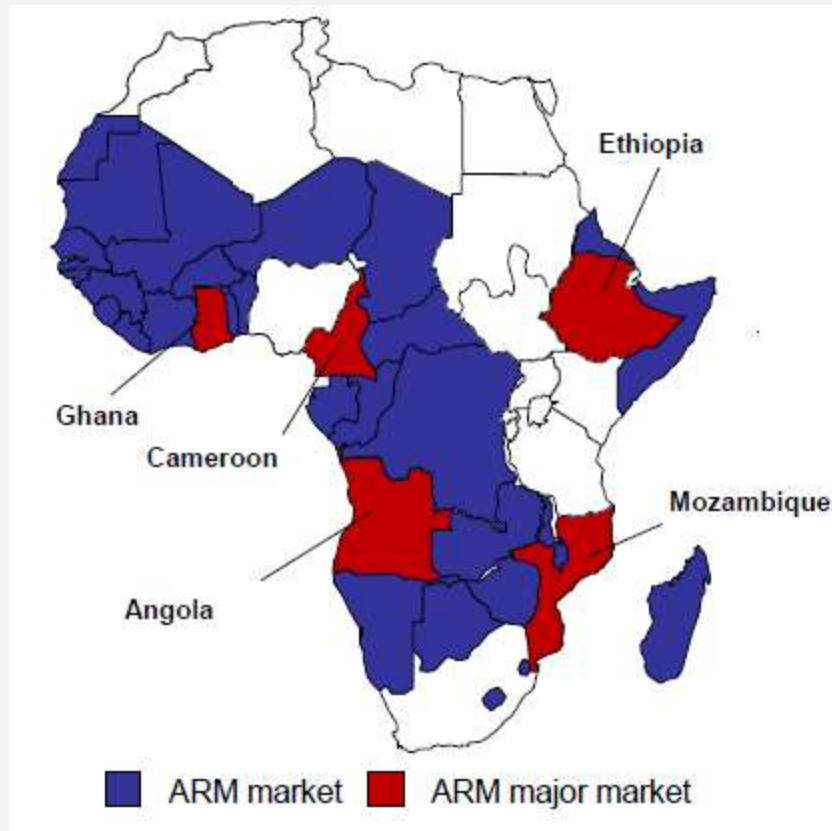
➡ Belgique, France et Maurice (réexportations de malt australien ou d'autres provenances) totalisent 85% des importations ghanéennes



La France : 5 300 T en 2016 et 8 000 T en 2015

DIAGEO

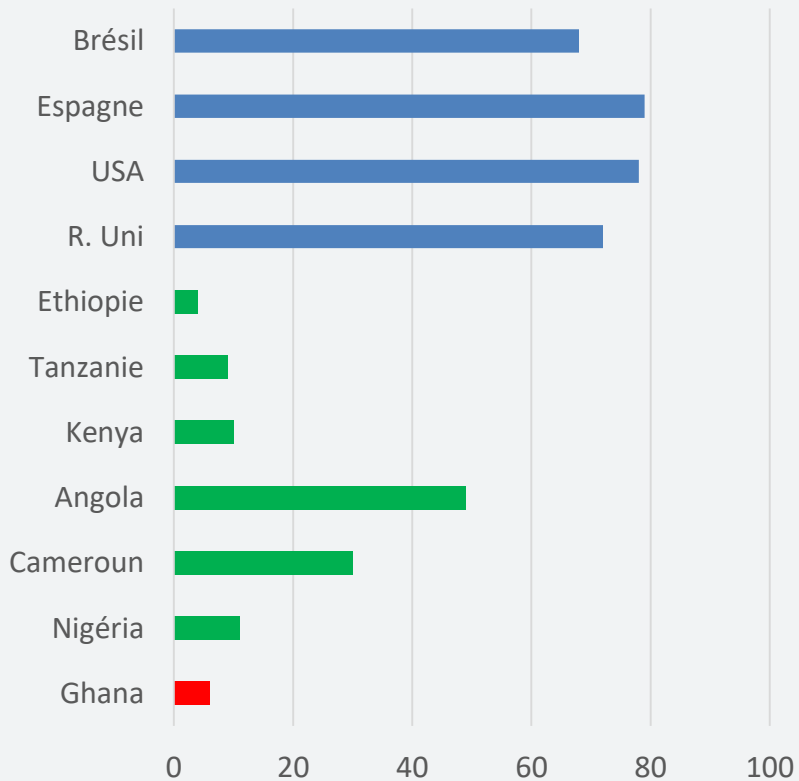
Ghana au rang des plates-formes
majeures d'implantation en Afrique pour
le groupe



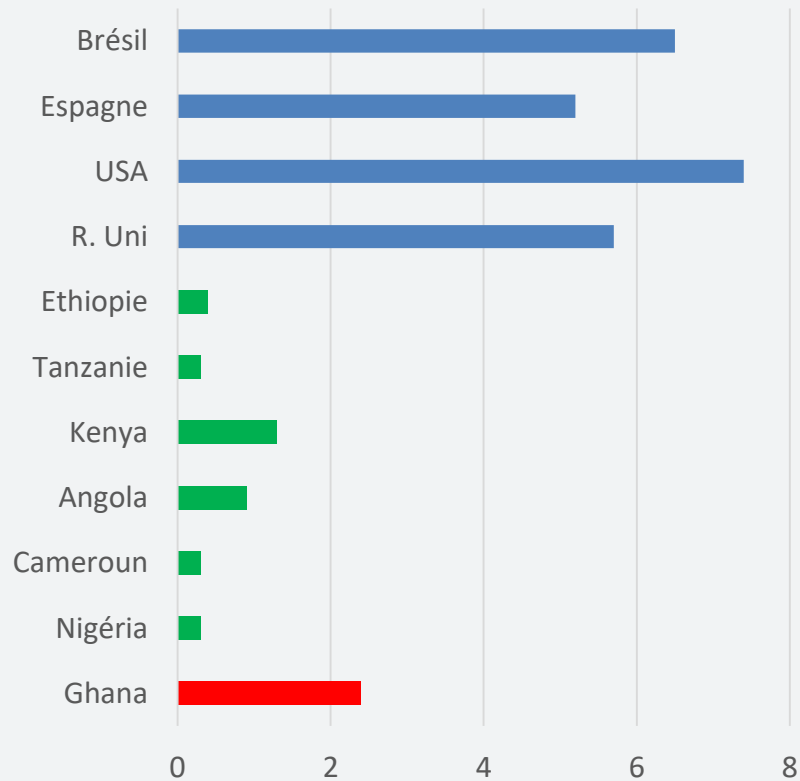
Source : DIAGEO



**Estimations de consommation de bière
en L/hab./an
Eléments de comparaison (2012)**



**Estimations de consommation de spiritueux
en L/hab./an
Eléments de comparaison (2012)**



Source : données PLATO LOGIC

Business France vous propose quatre gammes complètes de produits et services d'accompagnement pour vous aider à identifier les opportunités des marchés et à concrétiser vos projets de développement international.

GAMME CONSEIL

Pour obtenir la bonne information sur les marchés étrangers et bénéficier de l'expertise des spécialistes du réseau Business France.

GAMME CONTACTS

Pour identifier vos contacts d'affaires et vous faire bénéficier de centaines d'actions de promotion à travers le monde.

GAMME COMMUNICATION

Pour communiquer à l'étranger sur votre entreprise, vos produits et votre actualité.

VOLONTARIAT INTERNATIONAL EN ENTREPRISE (V.I.E)

Pour optimiser votre budget ressources humaines à l'international.

Retrouver le détail de nos produits sur : www.businessfrance.fr

CONTACTS

Business France Paris / AGROTECH
77, bd Saint-Jacques – 75014 Paris
Tél. : + 33 4 96 17 25 11
anne.bernard@businessfrance.fr

Réalisé par Anne Bernard
Revu par Stéphanie Léo



Pour plus d'informations : www.businessfrance.fr